



HAL
open science

Une histoire des associations “ sportives ” portugaises à Bordeaux, années 60, années 2000 : quelle place pour “ l’entre-soi ” ?

Rémi Solacroup

► To cite this version:

Rémi Solacroup. Une histoire des associations “ sportives ” portugaises à Bordeaux, années 60, années 2000 : quelle place pour “ l’entre-soi ” ?. Education. 2009. dumas-01070164

HAL Id: dumas-01070164

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01070164>

Submitted on 30 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rémi SOLACROUP

*Master 2 Recherche
STAPS*

Mémoire de recherche

**Une histoire des associations
« sportives » portugaises à Bordeaux,
années 60, années 2000 :**

Quelle place pour « l'entre-soi » ?

*Année 2009
Sous la direction de Fabien SABATIER*

*STAPS Bordeaux 2
Université Victor Segalen*



Sommaire

Introduction

p 6

Première partie

- Chapitre 1 : Autour des définitions p 16
 - Quelques pistes de réflexions autour des définitions p 18
 - Immigration p 18
 - Immigrés p 18
 - Assimilation p 21
 - Intégration p 22
 - 1945 – 1981 : un modèle français d'intégration ? p 24
 - L'incertitude inactive p 24
 - L'incertitude active p 26
 - Après 1981 ? p 28

- Chapitre 2 : Une histoire de l'immigration en France p 31
 - L'immigration au XIXe siècle p 32
 - L'immigration au XXe siècle p 36

- Chapitre 3 : L'immigration portugaise en France p 45
 - Les prémices de l'immigration portugaise en France p 45
 - La première véritable génération p 47
 - La deuxième génération : les années 30 p 50
 - La troisième génération : les années 60 p 53
 - Une émigration douloureuse p 54

- Accord de main-d'œuvre franco-portugais :
deux acteurs, deux stratégies opposées, échec p 55
 - La régularisation française d'une immigration
clandestine p 57
 - Les Portugais de France p 60
 - Les travailleurs immigrés p 60
 - Le temps des baraquements p 62
 - Les premiers points d'ancrages des immigrés
portugais en France p 64
 - L'Église de France et les Portugais p 66
 - Le syndicat et le travailleur portugais p 67
 - Le rapport aux luttes anticoloniales et antifascistes p 68
 - La vie associative portugaise p 69
- Chapitre 4 : L'immigration en Aquitaine : une singularité
portugaise ? p 72
 - L'immigration : un sujet d'étude qui n'intéresse pas les
historiens p 73
 - L'Aquitaine, terre d'immigration ? p 74
 - Une communauté portugaise ? p 80
 - Définition d'une communauté p 81
 - Combien de Portugais à Bordeaux ? p 85

Deuxième partie

- Chapitre 5 : le mouvement associatif portugais à Bordeaux p 88
 - Définitions p 89
 - Quelles associations pour quel mouvement associatif ? p 91

- Chapitre 6 : les associations sportives portugaises p 94
 - Le football dans le réseau associatif immigré p 94
 - Quels ont été les travaux menés autour de l'histoire du football et de l'immigration ? p 94
 - La popularité du football chez les immigrés p 96
 - Clubs et équipes de football portugais à Bordeaux p 97
 - Trois clubs de football, trois histoires p 100
 - Le Football-Club Portugais p 101
 - Le Club Sportif Portugais p 103
 - L'Association Sportive des Lusitanos de Cenon p 109
 - Football et communauté portugaise à Bordeaux p 112
 - De « l'entre-soi » à l'interculturalité : rôle du football p 113
 - Discriminations, stigmatisations et violence p 115
 - La place des femmes p 117
 - Vers une nouvelle forme « d'entre-soi » p 119

- Chapitre 7 : les associations « culturelles » p 123
 - « Culture et STAPS : les groupes folkloriques » p 123
 - Les groupes folkloriques à Bordeaux p 124
 - Le choix des pratiques folkloriques p 128
 - L'histoire d'une association :
 - « l'Alegria Portugaise de Gironde » p 130
 - Quelle vocation pour « l'Alegria Portugaise de Gironde » ? p 131
 - Une organisation multiculturelle p 134
 - Les groupes folkloriques à Bordeaux p 136
 - Discriminations, stigmatisations ? p 137
 - La place des femmes dans les groupes folklorique p 138

- La place des groupes folkloriques dans
la communauté portugaise de Bordeaux p 138
- Chapitre 8 : Quelques axes de réflexions autour des associations
« sportives » portugaises de Bordeaux p 141
 - Trajectoires croisées p 141
 - Question religieuse et politique p 143
 - La place des femmes dans le mouvement associatif
« sportif » portugais p 146
 - Les jeunes et les associations « sportives » portugaises p 147
 - L'impact des associations « sportives » portugaises sur la
communauté portugaise p 150

Conclusion p 153

Bibliographie p 161

Annexes p 168

Introduction

En octobre 2007, pour la première fois en France, un musée consacré à l'histoire de l'immigration a ouvert ses portes à Paris.¹ Depuis lors, ce musée donne ses lettres de noblesse à une histoire peu connue et récemment étudiée malgré son ancienneté.

Aujourd'hui, l'immigration fait débat un peu partout : dans les médias, dans le champ de la politique et même dans le domaine du sport, autour des problèmes liés aux discriminations et à l'intégration. Dès que l'on s'intéresse à l'histoire de l'immigration en France, de nombreuses questions se posent. Ainsi, autour de l'intégration, le modèle assimilateur républicain s'oppose-t-il à la volonté communautariste apparemment de plus en plus marquée chez les immigrés. Existe-t-il des revendications identitaires ? Comment s'organisent les différentes immigrations pour résister à l'assimilation ?

L'étude historique des phénomènes migratoires peut apporter des réponses et des éléments de compréhension aux différentes problématiques résultant de l'immigration aujourd'hui : conflits, violence, ghettoïsation, discriminations et stigmatisations.

Le débat autour de l'immigration a par ailleurs été alimenté, voire même relancé, ces dernières années par la question très polémique de l'identité nationale, remettant en débat le problème de la diversité en France. Selon Gérard Noiriel, historien de l'immigration, en réponse à l'influence culturelle de la diversité, le président de la République Nicolas Sarkozy a mis en avant lors de sa campagne présidentielle de 2007 l'identité nationale française. Ainsi,

¹ La Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI).

comme il nous l'explique : « *La plupart des analystes ont considéré que l'annonce de créer un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale avait été un tournant dans l'élection présidentielle car elle avait permis au candidat de l'UMP de prendre un avantage décisif* ». ²

L'immigration est donc un thème polémique en France, et l'histoire de ce phénomène peut apporter de nombreux éléments aux débats.

Aujourd'hui, travailler sur une histoire locale est source de nombreux apports. C'est d'abord une possibilité pour le chercheur de mettre en avant l'histoire de sa ville, de sa région et de participer ainsi à leur enrichissement culturel. C'est ensuite l'étude locale d'un phénomène massif composée d'individualités. Ainsi, travailler sur l'immigration autour de Bordeaux ne donnera pas nécessairement les mêmes résultats qu'autour d'une autre métropole. Par ailleurs, dans l'histoire, il existe souvent des différences entre certaines tendances régionales et certaines tendances nationales, et l'immigration ne fait pas exception à cette règle.

L'intérêt de cette étude repose sur la contradiction entre l'importance de l'immigration portugaise et la « parfaite » intégration de cette communauté qui se définit elle-même comme « invisible et silencieuse » ³.

En effet, les Portugais de France sont rarement mis en avant lors de débats autour du « défaut d'intégration ». Or il est surprenant de constater que les Portugais sont non seulement acceptés mais même souvent appréciés par l'opinion publique, alors que leur flux migratoire a été le plus important, et c'est le cas en Aquitaine, depuis les années 60⁴. Il était donc intéressant de se pencher sur cette communauté, sur son histoire, et bien évidemment pour

² Gérard Noiriel, *A quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille, Agone, 2007.

³ Janine Ponty, *L'immigration dans les textes*, Paris, Belin, 2003.

⁴ Pierre Guillaume, « Les étrangers dans le Sud-ouest », *Historiens et Géographes*, n°384, 2003, pp. 297-307.

répondre au champ des STAPS⁵, de s'intéresser tout particulièrement aux différentes formes d'associations portugaises qui ont pu être mises en place.

L'histoire de l'immigration est apparue tardivement en France dans les années 80. Elle a néanmoins bien rattrapé son retard grâce à de nombreuses productions historiques (ouvrages, articles) mais aussi grâce à de nombreux colloques.

Ainsi, aujourd'hui, des historiens comme Pierre Milza, Gérard Noiriel, Marie-Claude Blanc-Chaléard ou Vincent Viet, pour n'en citer que quelques-uns, se sont penchés sur cette histoire de l'immigration en France en s'intéressant à de nombreux aspects et différentes problématiques : l'aspect politique pour Viet⁶, l'aspect plutôt culturel et social pour Noiriel⁷. Aujourd'hui, l'histoire de l'immigration en France possède ainsi bon nombre d'ouvrages.

Sur le plan local, guidés par des études sociologiques, plusieurs historiens comme Pierre Guillaume se sont intéressés à l'histoire de l'immigration en Aquitaine. Ainsi, certains ouvrages de la MSHA dans les années 80 sont consacrés à l'immigration en Aquitaine, au travers de plusieurs champs scientifiques parmi lesquels l'histoire tient parfois une place intéressante. Par ailleurs, en 2008, la revue *Hommes et Migrations* a publié un numéro entièrement consacré à l'histoire de l'immigration dans les régions avec un article spécifique à l'Aquitaine⁸.

Néanmoins, on peut dire aujourd'hui que cette région, plutôt lieu de passage de l'immigration que lieu de véritable implantation au cours de ces cinquante dernières années, ne dispose pas d'une historiographie de l'immigration

⁵ Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives.

⁶ Viet Vincent, *La France immigrée*, Paris, Fayard, 1998.

⁷ Gérard Noiriel, *Le creuset français*, Paris, Le Seuil, 1988.

⁸ Christophe Drot, « Aquitaine, terres d'immigrations », *Hommes et Migrations*, n°1273, mai-juin 2008.

suffisante. On peut donc parler de carence historiographique à propos de l'immigration bordelaise.

Le sport et l'immigration ont été longtemps deux objets d'étude « boudés » par les historiens. Cependant, ils connaissent un regain d'intérêt, surtout depuis la France « Black-Blanc-Beur » de 1998. Sous la houlette d'Yvan Gastaut, le sport devient un objet entier de l'histoire de l'immigration. Pour exemple, sous sa direction, la revue d'histoire de l'immigration *Migrance*, de l'association Générique, a sorti un numéro entièrement consacré à l'immigration dans le sport en 2003⁹. Citons également la revue *Migrations Société* qui a sorti en 2000¹⁰ ainsi qu'en 2007¹¹ deux numéros également consacrés à la question migratoire dans le sport.

Olivier Chovaux s'est intéressé quant à lui aux footballeurs issus de l'immigration dans le nord de la France dans son ouvrage : « Cinquante ans de football dans le Pas-de-Calais »¹².

Citons encore William Gasparini qui s'est intéressé aux questions d'intégration par le sport dans la revue *Sociétés Contemporaines* en 2008¹³.

Enfin, il est important de faire remarquer qu'aujourd'hui, l'histoire du sport et de l'immigration est un sujet européen de recherche. Ainsi, en Novembre 2008, le Conseil de l'Europe a organisé, avec l'aide de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, un colloque au Parlement Européen autour des thèmes « sport et diversité » où la question de l'histoire des minorités ethniques dans le sport tenait une place très importante.

⁹ Yvan Gastaut (dir.), « Sport et immigration : parcours individuels, histoires collectives », *Migrance*, n° 22, 2003.

¹⁰ CIEMI, « Sport et médiation interculturelle », *Migrations Société*, n°71, 2000.

¹¹ Yvan Gastaut (dir.), « Pratiques sportives et relations interculturelles : quelques éclairages historiques », *Migrations société*, n°110, 2007.

¹² Olivier Chovaux, *Cinquante ans de football dans le Pas-de-Calais. « Le temps de l'enracinement » (Fin XIXe-1940)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Artois Université, 2001.

¹³ William Gasparini (dir.), « L'intégration par le sport », *Sociétés Contemporaines*, n°69, 2008.

On remarque cependant aujourd'hui qu'en Aquitaine il existe très peu de travaux historiques menés autour des questions liant le sport et l'immigration. Cette région a pourtant la chance de disposer du RAHMI (Réseau Aquitain pour l'Histoire et la Mémoire de l'Immigration), mais les thèmes historiques autour du sport et des questions migratoires restent cependant trop peu étudiés.

Ce travail se voudrait être une contribution à la compréhension de l'immigration dans la région bordelaise en essayant d'étudier les différentes trajectoires et dynamiques des associations « sportives » portugaises. Ces associations se déclinent à Bordeaux sous deux formes : des associations sportives comme les clubs de football et des associations culturelles qui font entrer en jeu le corps par des activités physiques et artistiques comme la danse traditionnelle.

Cette étude part d'un constat simple : le mouvement associatif « sportif » portugais existe à Bordeaux. Ce travail se propose donc de répondre aux questions qui tournent autour de ces associations « sportives » portugaises. Il est donc intéressant de s'interroger sur le but de ces associations et sur leur place actuelle. Ainsi, on peut décliner ces questions sous deux aspects historiques : les motivations conduisant à la création de ces associations « sportives » et leur évolution dans le temps.

Ces associations sont-elles actuellement les mêmes qu'à l'époque de leur création ? Par ailleurs, ont-elles une place importante dans la vie des Portugais à Bordeaux ? Quelles sont les différentes places tenues par les femmes ou par les jeunes dans ce mouvement associatif ? Ce mouvement a-t-il été le lieu de discriminations ? Y-a-t-il une place pour la question religieuse ou politique ?

Le sujet tourne finalement autour de deux notions que nous nous attacherons à définir : l'interculturalité, lieu d'un melting-pot culturel, et le

multiculturalisme, où « l'entre-soi » prend tout son sens. C'est par ces notions que nous pourrions envisager une réponse à ces questions.

Une fois le questionnement établi, il a fallu définir un bornage à la recherche. Dans un premier temps, spécifier une limite temporelle et évidemment dans un second temps, déterminer un espace d'étude.

Le bornage temporel fut assez délicat à mettre en place. En effet, dès que l'on regarde l'histoire de l'immigration portugaise à Bordeaux, on remarque que le cosmopolitisme de cette ville a fait venir très tôt des immigrés de différents horizons. On observe dès le XIX^e siècle l'arrivée d'élites venues du Portugal ou d'Espagne, qui, attirées par le rayonnement de Bordeaux, viennent s'installer en terre girondine. Cependant, cette immigration se fond rapidement dans la société française et l'implantation de ces immigrés se fait sans problème.

Dès le XX^e siècle, la région aquitaine et notamment Bordeaux connaît cependant une plus forte vague d'immigration espagnole qui s'installe dans le quartier Saint-Michel à Bordeaux. L'immigration espagnole est alors « remplacée » par l'immigration portugaise dès les années 60 : les Portugais arrivent en nombre important en Gironde pour trouver une meilleure situation économique ou fuir les guerres coloniales du Portugal. C'est dès les années 60 que se mettent en place des lieux « d'entre-soi » entièrement portugais et où apparaissent les premières associations à caractère lusitain. Nous avons donc considéré que le début de la réflexion historique sur les associations sportives portugaises devait commencer à partir des années 60.

Enfin, l'associationnisme lusitain existant encore aujourd'hui à Bordeaux, il semblait difficile d'établir une limite d'arrêt, cette étude se prolonge donc jusqu'en 2009.

La définition spatiale de l'objet d'étude s'est inspirée de travaux sociologiques sur l'immigration portugaise à Bordeaux, notamment l'ouvrage de la MSHA sur les Portugais en Aquitaine.¹⁴

Dans un premier temps, nous souhaitions travailler sur la commune de Bordeaux. Or, il est apparu qu'au cours des quarante dernières années, l'immigration portugaise s'est progressivement implantée sur des communes limitrophes de Bordeaux, comme Bègles, Cenon ou Mérignac. Le seul espace bordelais ne suffisait plus pour étudier correctement le mouvement associatif portugais. Il a fallu définir un nouvel espace et la Communauté Urbaine de Bordeaux¹⁵ nous a semblé être un bon compromis même si chacune des 27 communes de la CUB ne possède pas forcément une association portugaise en son sein.

Ainsi, dans ce travail, Bordeaux fera à la fois référence à la commune de Bordeaux mais également à la région bordelaise.

Cette étude est donc un travail d'histoire sociale¹⁶ qui s'intéresse au réseau associatif de Portugais à Bordeaux. Nous nous sommes d'abord intéressés aux statuts et aux objets de ces associations afin de comprendre les différentes raisons de création, et de connaître ainsi les motivations clairement affichées par celles-ci lors des déclarations préfectorales.

¹⁴ Travaux et Documents du CENPA, *Les Portugais en Aquitaine, des « soutiers » de l'Europe à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions MSHA, 1990.

¹⁵ La Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) fut administrativement fondée en 1968.

¹⁶ L'histoire sociale est l'une des principales branches de la recherche historique. Elle s'intéresse à l'histoire de la société ou d'une de ses composantes. Les fondateurs de cette histoire sont François Guizot, Adolphe Thiers, Augustin Thierry ou encore Jules Michelet. Les premiers écrits d'histoire sociale datent de la première moitié du XIXe et remplacent alors l'historiographie marquée par une vision politique par une historiographie sociale, économique et culturelle.

Ensuite, nous avons réalisé un travail d'histoire orale sur le terrain par des entretiens avec les membres et responsables d'associations, pour essayer de comprendre les causes sous-jacentes des créations, permettant même parfois de dresser l'historique des différentes trajectoires associatives. Par le biais d'un guide d'entretiens, il a ainsi été possible de discuter avec des présidents, adhérents, fondateurs, jeunes, anciens adhérents... Au total, une dizaine d'entretiens semi-directifs nous ont permis d'obtenir de précieuses informations, officielles, mais parfois aussi officieuses, afin de connaître l'histoire de ce réseau associatif portugais à Bordeaux.

Enfin, l'observation des séances d'entraînements, de l'organisation de tournois ou d'un festival portugais à Cenon nous a également permis de « voir ce que l'on ne pouvait entendre lors des entretiens », c'est-à-dire d'appréhender un peu mieux le fonctionnement associatif par une présence physique.

Les sources utilisées pour produire ce travail ont été diverses. Tout d'abord, les sources d'ordre direct, c'est-à-dire les ouvrages et articles, scientifiques ou de vulgarisation, qui nous ont permis d'établir une grille de lecture, de mieux positionner le questionnement en ouvrant certaines pistes de réflexion, mais également de connaître l'histoire de l'immigration en France.

Par ailleurs, « *Refasso* », un outil de recherche officiel sur Internet, nous a permis d'obtenir les statuts et les déclarations au Journal Officiel de différentes associations. Ainsi, il a été possible de travailler directement sur les associations portugaises à Bordeaux et de connaître les buts officiellement affichés lors des créations.

Enfin, le traitement des informations obtenues lors des entretiens semi-directifs nous a permis d'avoir une vue d'ensemble, de comprendre la réalité du terrain, tout en atténuant la subjectivité que peut parfois susciter l'histoire orale. Donner la parole à une minorité peut en effet conduire à extrapoler à

tort ou à inventer une histoire, une discrimination ou une revendication.¹⁷ Il faut donc réussir à extraire le vrai afin de produire un travail objectif. L'opportunité de consulter également quelques archives privées d'associations a permis de confirmer certains résultats obtenus lors d'entretiens oraux et donc d'apporter une double validation.

Ce travail s'organise autour de deux grandes parties. La première, plutôt théorique, tente de comprendre les différents mécanismes qui ont poussé l'immigration portugaise à créer un mouvement associatif dynamique, que ce soit en France ou à Bordeaux. Grâce à quelques définitions, nous essayerons de voir en quoi le modèle assimilateur français s'accorde avec les pratiques communautaires. Ensuite, nous dresserons une histoire de l'immigration portugaise en France, mais également en Aquitaine et à Bordeaux, afin d'apporter de nombreux éléments de compréhension à la deuxième partie de cette étude.

Celle-ci s'organise autour des associations portugaises dans la CUB. En définissant les différentes associations rentrant dans le champ d'étude, nous dresserons l'histoire de ce mouvement, et mettrons l'accent sur ses raisons d'être mais aussi sur les difficultés qu'ont pu rencontrer ces Portugais. Nous essayerons ainsi de comprendre les différentes trajectoires.

Enfin, nous nous intéresserons aux différentes pratiques physiques au sein de ces associations, et aux revendications véhiculées par celles-ci, qu'elles soient d'ordre identitaire ou interculturel.

¹⁷ Pour de plus amples informations sur le traitement de l'histoire orale : Danièle Voldman (Dir.). *La bouche de la vérité : la recherche historique et les sources orales*. Cahier de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, n°21. 1992.

Première Partie

Chapitre 1

Autour des définitions.

Aujourd'hui, l'immigration est un terme que l'on peut entendre ou lire partout, que ce soit dans les médias (télévision-presse), dans les discours politiques ou dans les conversations. Sujet de nombreuses opinions, parfois contradictoires, ce thème ne laisse personne indifférent et provoque des débats parfois passionnés.

En effet, l'importance croissante de l'immigration en France est devenue ces dernières années un axe prioritaire de la politique. L'immigration a d'abord fait l'objet à l'échelon national d'une création ministérielle en mai 2007¹⁸ : le Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale. La polémique suscitée lors de sa création par l'association des termes « immigration » et « identité nationale » au sein d'un même ministère, a poussé plusieurs chercheurs, membres de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI), à démissionner¹⁹ du comité scientifique de celle-ci. A ce propos Gérard Noiriel se justifie dans son ouvrage « A quoi sert « l'identité nationale » »²⁰ où il explique en détail les raisons de cette démission.

Le Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale reste encore aujourd'hui très actif et compétent dans de nombreux domaines telles que les naturalisations ou encore la mise en œuvre des règles relatives aux

¹⁸ Lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy promet la création d'un Ministère de l'Immigration. Ce ministère est créé par le décret du 18 mai 2007.

¹⁹ Les historiens Gérard Noiriel, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Geneviève Dreyfus-Armand, Nancy L.Green, Vincent Viet, Marie-Christine Volovitch-Tavares et Patrick Weil, ainsi que le démographe Patrick Simon ont démissionné du comité d'histoire de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

²⁰ Gérard Noiriel, *A quoi sert « l'identité national »*, Marseille, Agone, 2007.

conditions d'entrée et d'exercice d'une activité professionnelle en France des ressortissants étrangers.

L'immigration est également aujourd'hui au cœur de la politique européenne. En effet, on constate que tous les Etats de l'Union Européenne sont devenus des territoires d'immigration alors que certains d'entre eux étaient, il y a peu de temps encore, des territoires d'émigration²¹. Ainsi, lors du bilan de la présidence Française à l'Union Européenne²², on observe pour la première fois le thème de l'immigration au cœur des débats. La volonté clairement affichée par la France de poser les bases d'une politique commune d'immigration a débouché en octobre 2008 à l'adoption du Pacte Européen sur l'Immigration et l'Asile.

L'immigration est donc un thème politique et scientifique qui suscite un réel intérêt aujourd'hui. S'il existe un grand nombre d'ouvrages qui traitent de l'immigration, cette très large bibliographie est également le lieu de nombreuses définitions qui parfois peuvent se contredire. Il convient donc de définir avec précision les termes rencontrés dans cette étude avant d'en aborder son développement. Il convient également de cerner le contexte global du sujet traité pour comprendre l'ensemble de ce travail.

Aussi, je me propose de donner ma propre définition ou ma propre conception de ces termes, non que je les considère meilleures que d'autres, mais simplement pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur leur utilisation. Ces

²¹ Par exemple, le Portugal est un pays qui était un réservoir d'immigrés dès les années 60 pour devenir un pays d'émigration dans les années 90.

²² La présidence française de l'Union Européenne a duré six mois. Elle a débuté le 1^{er} juillet 2008 pour se terminer en fin d'année le 31 décembre 2008.

définitions, sans doute simplifiées, permettront cependant de mener correctement cette étude.

Quelques pistes de réflexions autour des définitions :

Immigration :

L'immigration est un terme générique qui représente un mouvement ainsi que le résultat de celui-ci. En effet, l'immigration comprend tous les processus migratoires, c'est-à-dire les déplacements de population par-delà une frontière ainsi que les résultats induits par ces déplacements dans la société d'accueil, voire la société de départ. Par exemple, l'immigration algérienne est un terme qui comprend le parcours migratoire des algériens, ainsi que les algériens vivant en France aujourd'hui. L'immigration est donc un processus historique qui lie deux sociétés, une qui exporte ses émigrés et celle qui les accueille, les transformant ainsi en immigrés.

Immigrés :

Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France.²³ Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restants étrangers. Les populations étrangères et immigrées ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient

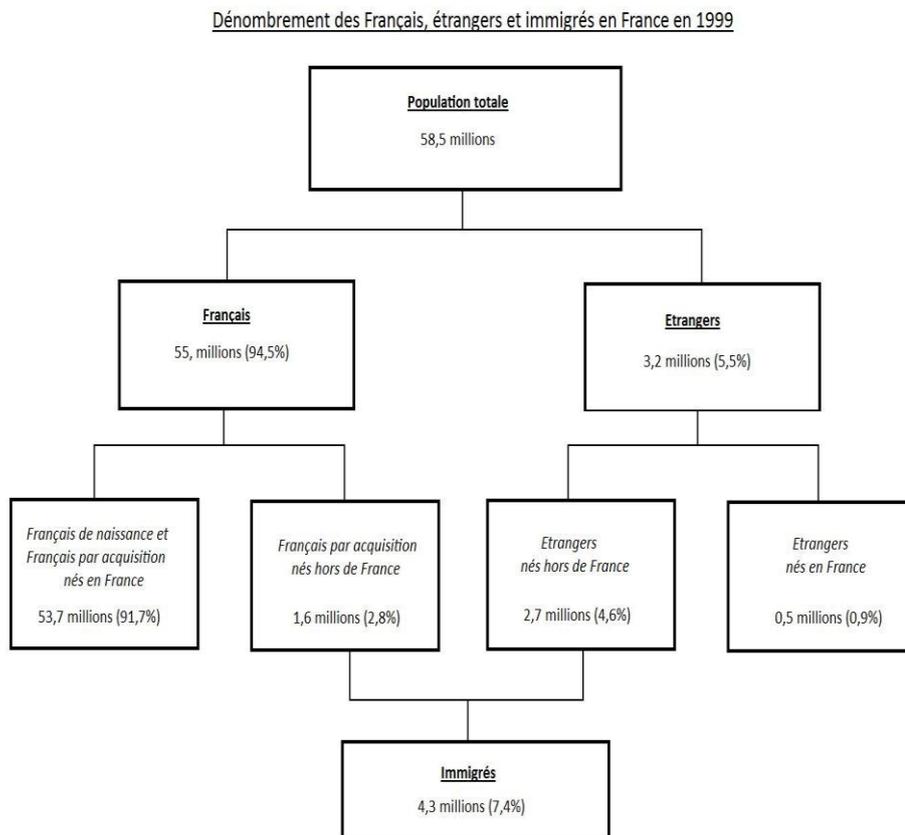
²³ Cette définition a été adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration.

français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

On se rend compte que dans la population française, il y a des immigrés nés à l'étranger ayant obtenu la nationalité française, des immigrés ayant toujours une nationalité étrangère mais également des personnes nés en France et ayant opté pour la nationalité étrangère.

Le terme d'« immigré » peut parfois apparaître dans certains ouvrages. Il est issu de l'anglais et il a très souvent été employé par Gérard Noiriel qui préfère l'utiliser pour parler des immigrés car pour Noiriel, le terme « immigré » véhicule dorénavant une image négative qui stigmatise les individus.

Le schéma ci-dessous tente de résumer le plus fidèlement possible cette définition complète de l'immigré :



Source : INSEE, recensement de la population, 1999.

De plus, depuis les années 80, la question de l'immigration renvoie inexorablement à l'intégration et au modèle intégrateur français. Il convient là aussi d'apporter des précisions.

La plupart des historiens s'accordent à reconnaître que la nécessité d'intégrer les populations date de l'immigration massive, c'est-à-dire juste après la Seconde Guerre mondiale. Qu'entend-on cependant par intégration ? Quelles sont les différences entre intégration et assimilation ? Enfin, quel a été la trajectoire du processus intégrateur en France depuis les années 1950 ? Tentons de répondre à ces questions.

Dès que le sociologue ou l'historien soulève des questions d'intégration, il met en jeu de nombreux concepts pouvant épouser diverses définitions selon que l'on choisisse de se placer sous un angle scientifique ou politique. « Intégration » est un terme également générique qui « renvoie à l'effort d'un collectif sur lui-même pour maintenir ou affermir les liens avec un ensemble pris dans des mouvements centrifuges altérant sa cohésion. »²⁴. Par ailleurs, il est désormais admis dans la presse, à la télévision ou à la radio que le terme d'intégration concerne uniquement les populations immigrées alors qu'il pourrait tout aussi bien être utilisé à propos de personnes appartenant à d'autres catégories, comme les handicapés par exemple.

Quand on observe le processus politique d'intégration des populations immigrées depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, on observe également un changement de vocabulaire. On a préféré tantôt le mot « assimilation », tantôt le mot « insertion ».

²⁴ Jean-Pierre Obin ; Annette Obin-Coulon, *Immigration et intégration*, Paris, Hachette, 1998.

Assimilation :

On peut définir l'assimilation comme la pleine adhésion par les immigrés aux normes de la société d'accueil, l'expression de leur identité et de leur spécificité sociale et culturelle d'origine étant cantonnée à la sphère privée. L'assimilation est un terme qui vient du mot « assimiler », ce qui signifie étymologiquement « rendre identique ».

Dans le processus d'assimilation, l'obtention de la nationalité, conçue comme un engagement « sans retour », revêt une importance capitale. Ce processus existe depuis fort longtemps, les démographes et les ethnologues aiment à s'y référer. Il y a assimilation d'un groupe lorsque qu'il y a absorption ou incorporation de celui-ci par un autre. Autrement dit, il n'y a pas de disparition physique des descendants mais simplement une « disparition culturelle », ceux-ci étant « noyés dans la masse culturelle du groupe d'accueil ».

L'assimilation est marquée d'un lourd passif culturel. En effet, elle a souvent été utilisée comme le moyen le plus simple et le plus efficace pour des « conquérants » d'éviter les conflits à long terme : la civilisation gallo-romaine en est un exemple des plus probants dans la région, même si cette assimilation ne s'est jamais faite sans effusion de sang.

Un double soupçon politique et moral pèse néanmoins sur l'assimilation. Moralement, vouloir assimiler, c'est tenter de faire disparaître la culture de l'autre afin d'imposer ses propres traditions, normes et valeurs. Politiquement, le terme d'assimilation porte encore aujourd'hui l'empreinte de son sens tel qu'il était utilisé lors de la Guerre d'Algérie par les partisans de l'Algérie française.

L'assimilation renvoie donc à la perte des traits culturels d'origine, ce que des sociologues nomment l'acculturation, c'est-à-dire l'adoption progressive de comportements et de normes empruntés à la culture du pays d'accueil.

L'acculturation se fait sur plusieurs générations. Elle commence par les pratiques sociales et publiques, puis se poursuit par les comportements familiaux et privés.

A propos de l'assimilation, Alain Touraine nous fait remarquer que :

« Cette assimilation s'opère plus facilement au niveau local que national. Les jeunes beurs se disent marseillais ou lyonnais plus facilement que français ou algériens et s'identifient à un quartier ou à un ensemble d'habitations, voire à une bande de jeunes. Mais les expériences américaines et françaises montrent qu'une forte assimilation n'exclut pas de fortes réactions négatives et des préjugés racistes. En France, le rejet des immigrés s'observe dans une proportion de la population qui déborde de loin l'influence électorale du Front national. »²⁵.

L'assimilation en France a été facilitée par un système scolaire unifié et intégrateur, et la consommation de masse.

Intégration :

L'intégration revêt d'avantage une dynamique d'échange, dans laquelle chacun accepte de se constituer partie d'un tout. L'adhésion aux règles de fonctionnement et aux valeurs de la société d'accueil ainsi que le respect de ce qui fait l'unité et l'intégrité de la communauté n'y interdisent pas le maintien des différences. L'intégration privilégie donc le rapport à l'individu : elle vise

²⁵ Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ?*, Paris, Fayard, 1997.

à absorber chaque individu l'un après l'autre dans la société d'accueil, grâce au mélange ou au brassage qu'entraîne la fréquentation de l'école républicaine, par l'emploi ou par le mariage en dehors du milieu socioculturel d'origine. Il faut garder à l'esprit que pour qu'il y ait intégration, il faut une dynamique d'échange.

Le modèle français d'intégration se définit par opposition à l'archétype anglo-saxon. Il se réfère au passé et aux valeurs qui ont fondé la république, il repose en fait sur l'idée d'assimilation. La logique d'intégration britannique peut, quant à elle, être qualifiée de communautaire, le « modèle étatique » britannique étant plutôt tourné vers du multiculturalisme.

La conception « assimilationniste » française a des conséquences importantes : la France ne reconnaît pas légalement les communautés ethniques, raciales ou culturelles. Celles-ci ne constituent pas un levier de la politique sociale comme au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis.

Par assimilation, l'Etat entend surtout la maîtrise du français et le respect des principes républicains, mais la notion n'a aucun fondement juridique. Seul existe dans la loi, le « défaut d'assimilation » qui permet de refuser la nationalité française, pour absence de maîtrise de la langue ou pour cause de polygamie par exemple.

Depuis la loi « Immigration et Intégration » de 2006²⁶, la signature d'un contrat d'accueil et d'intégration, comprenant « une formation civique et, lorsque le besoin est établi, linguistique », est obligatoire pour tout nouvel arrivant souhaitant obtenir un titre de séjour temporaire. Aussi, avant d'obtenir une

²⁶ La loi a été promulguée le 24 juillet 2006, elle a été publiée au Journal officiel de la République française le 25 juillet 2006. Cette loi vise, selon ses propres termes, à « mettre en place de nouveaux moyens permettant de mieux réguler l'immigration, de lutter contre les détournements de procédure et promouvoir une immigration choisie ainsi qu'une intégration réussie ».

carte de résident (d'une durée de dix ans), l'étranger doit-il satisfaire une condition d'intégration fondée sur les trois éléments : l'engagement personnel à respecter les principes républicains, le respect effectif de ces principes et une connaissance suffisante du français.

1945 – 1981 : Un modèle français d'intégration ?

Le processus d'intégration en France n'existe pas d'aujourd'hui. En fait, il découle directement des mouvements migratoires du XX^{ème} siècle : plus les immigrés arrivent en masse, plus la paix sociale est mise en « danger » et plus il apparaît nécessaire de mettre en place des structures et des politiques (nationales et locales) permettant de répondre à cette crise du lien social.

Jetons malgré tout un regard sur les différentes politiques à l'encontre des immigrés de 1945 à 1981. Comme nous le dit Patrick Weil, « *Longtemps les politiques dans ces domaines n'ont pas été prioritaires, tant elles étaient dépendantes de la politique des flux migratoires et donc des réponses à la question : Que veut-on faire des immigrés ?* »²⁷.

Ainsi, on peut observer deux périodes caractéristiques que nous définirons, la première allant de 1945 à 1974, la deuxième, de 1974 à 1981.

L'incertitude inactive.

Au cours de la période 1945-1974, la politique suivie se caractérise par une incertitude inactive. En effet, on ne sait pas si les immigrés resteront, et on ne s'en préoccupe pas. Malgré certaines lois relatives à la présence d'étrangers

²⁷ Patrick Weil, *La France et ses étrangers*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 365.

dans le corps électoral des comités d'entreprises et des délégués du personnel²⁸ ou le maintien à l'école de l'obligation scolaire pour les enfants des deux sexes, français et étrangers²⁹, la tendance reste à l'inaction au cours de cette période. Ainsi, jusqu'au début des années 70, on ne se préoccupe pas trop des immigrés qui restent pour la plupart invisibles aux yeux de chacun. Ainsi, comme nous le confirme Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Cachés dans les zones d'ombre de la croissance, ces derniers ressentent cette indifférence comme un déni supplémentaire de dignité »³⁰.

Pour démontrer cette incertitude inactive, il faut se pencher sur les résultats de deux sondages réalisés en 1966 et en 1971. A la question du premier, « Quel est le meilleur moyen de lutter contre le chômage ? », l'opinion majoritaire fut « limiter l'immigration ». Le second, en 1971, montre que 68% des sondés pensent que « les immigrés rendent service au pays ». Ces réponses quelque peu paradoxales permettent de se faire un point de vue sur les Français des « Trente glorieuses ». Contrairement aux Français de l'entre-deux-guerres, ils acceptent la présence des immigrés et se soucient peu de leur sort. Cependant, cette indifférence ne dure pas et on aperçoit une remontée du racisme et de la xénophobie à la fin des années 1960. Deux camps s'affrontent alors : ceux qui s'insurgent de la condition des immigrés en France (bidonvilles, difficultés d'accès à l'emploi) et les partisans de l'extrême droite, qu'on pouvait croire éteinte depuis Vichy. Cette remontée brusque du racisme, ainsi que l'incendie du foyer d'Aubervilliers³¹ poussent Jacques Chaban-Delmas, alors Premier Ministre, à prendre l'initiative de relancer l'action sociale, notamment dans le

²⁸ Loi du 27 juin 1972. Cette mesure existe en Allemagne depuis le XIX^{ème} siècle.

²⁹ Loi du 28 mars 1882.

³⁰ Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001 p. 71.

³¹ Au début des années 70, l'opinion française s'est s'émue d'un fait divers tragique, la mort par asphyxie de cinq ouvriers africains dans la nuit du 1er au 2 janvier 1970 dans un foyer d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Le drame marque le premier contact direct des Français avec les réalités sociales de l'immigration, la presse et la radiotélévision nationale, très discrètes sur les travailleurs immigrés durant la décennie précédente, consacrèrent plusieurs articles ou reportages à ce sujet.

domaine du logement, mais également dans le domaine des droits. Ainsi, très rapidement, une loi contre la discrimination raciale est votée le 1^{er} juillet 1972. Cependant, l'action publique a déjà pris un retard considérable.

L'incertitude active.

A partir de 1974 et jusqu'en 1981, on se trouve dans une période d'incertitude active : on ne sait toujours pas si les immigrés vont rester, mais on agit pour améliorer leur situation, et ainsi pour leur laisser le libre choix entre l'assimilation et le retour. Parallèlement à la décision prise le 3 juillet 1974 de suspendre complètement l'immigration (travailleurs et regroupement familial)³², l'Etat se donne ainsi deux logiques d'action : l'une égalitaire, qui peut favoriser l'assimilation, et l'autre, communautaire, qui peut aider soit au départ des immigrés, soit à la préservation de la paix sociale. On remarque alors que tout au long de cette période, les actions à logique communautaire vont trouver un terrain plus favorable chez les immigrés que les actions à logique égalitaire comme celles menées par exemple dans le domaine du logement. Celles-ci vont, au contraire, aboutir à une concentration des immigrés dans des cités H.L.M. dégradées, et cela en dépit d'une politique étatique de quotas résolument tournée vers la dispersion des immigrés sur le parc d'habitation français.

L'égalisation des droits quant à elle se poursuit, mais c'est dans la juste logique des actions déjà entreprises avant 1974. Durant cette période, vont apparaître à côté des droits développés dans l'entreprise, d'autres droits d'ordre communautaire dans les domaines de la religion et de la culture. La

³² Selon Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Cette décision se veut provisoire, dans un contexte où on ne croit pas à une crise durable. D'emblée, la mesure souffre de nombreuses exceptions (difficiles à contourner comme pour les ressortissants des anciennes colonies africaines) et les chiffres officiels montrent que l'immigration, certes fort ralentie, n'est pas stoppée. ». Marie-Claude Blanc-Chaléard, op. cit. p. 74.

France souhaite privilégier ainsi le maintien des liens avec la culture de l'Etat d'origine. Cela s'explique par la volonté politique affichée de réduire la présence des immigrés en France. En effet, le cap symbolique du million de chômeurs étant franchi en 1976, le regard sur la crise change et l'on se concentre sur une politique de retour des immigrés. Dans le domaine de l'enseignement public, on met en place des cours de langue d'origine à l'école publique à destination des enfants de résidents étrangers en France, même si cela va contre le principe d'égalité qui régit idéologiquement le système scolaire français. Cette politique scolaire se fait grâce à des accords bilatéraux signés avec les pays d'origine qui eux souhaitent que l'enfant scolarisé en France ne perde pas la relation d'allégeance à la société d'origine.

Autre fait marquant de cette période : dès 1974, l'islam est développé dans les usines, les foyers et les quartiers, dans le but de préserver la paix social ou de favoriser une bonne réintégration dans le pays d'origine en cas de retour. C'est un fait suffisamment rare pour être souligné : la République s'investit dans la création de lieux de culte musulmans en dehors des lieux traditionnels d'exercice de culte religieux (quartiers, entreprises, foyers) et va même jusqu'à les financer³³, créant ainsi un régime spécial de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905.

Enfin, dans le cadre de l'entreprise, des actions vont être menées pour permettre la formation des étrangers. En effet, leur faible qualification en fait les premiers touchés par le chômage, et les reconversions sont pratiquement impossibles. Les politiques de formation à l'extérieur de l'entreprise donnent peu de résultats et les politiques de formation des entreprises étant orientées vers des formations très qualifiées, les immigrés ne peuvent y avoir accès. Ces actions vont échouer : en 1975, d'après le recensement, il y a en France plus de

³³ Circulaire du 29 décembre 1976.

84 000 chômeurs étrangers. En 1982, ce nombre dépasse les 218 000, soit une augmentation de 260% environ.

Après 1981 ?

Peut-on réellement parler d'intégration durant cette période ? Les différentes décisions politiques quant à l'action sociale pour les immigrés oscillent entre le souhait d'assimiler la population étrangère en France, par exemple avec la volonté de dispersion des communautés étrangères par une politique de quotas, et la volonté de favoriser le retour dans leurs pays d'origine. Cette bivalence jette un flou sur l'impact global de ces politiques. L'échec de ces politiques de retour au pays au début des années 80 est flagrant. Par ailleurs, l'arrivée de la crise économique propulse les problèmes des immigrés devant l'opinion publique, certains n'hésitant pas à proclamer ces étrangers « responsables de la crise ». Apparaît alors une vague de xénophobie et de rejet quelque peu semblable à celle des années 30. Une politique d'intégration efficiente apparaît plus que nécessaire, surtout avec les émeutes de 1981. Les premières politiques de la ville sont ainsi mises en place.

Aujourd'hui, dans l'inconscient collectif, il existe deux formes d'intégration, plus ou moins souhaitées en fonction des personnes concernées.

Comme nous l'avons vu, il existe une intégration « assimilationniste », véhiculée par l'idéal républicain, et appuyée par la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen. Tous les hommes sont libres et égaux en droit mais doivent se conformer à la norme républicaine. Cette conception est appuyée par trois piliers de la République : l'école laïque, la langue française et la nationalité française.

L'école laïque, instituée par Jules Ferry, est le lieu d'un apprentissage de savoirs de base (lire, écrire, compter) mais elle est le surtout le lieu où l'on inculque aux enfants les grandes valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité) ainsi qu'une certaine morale.

L'apprentissage de la langue française, une langue partagée à l'échelle nationale permet la cohésion nationale et autorise de surcroît l'ascension sociale pour chaque élève.

L'accès facilité à la nationalité française, par l'acceptation dès le XIX^{ème} siècle du droit du sol (les enfants nés en France peuvent être français) et du droit du sang (les enfants nés de parents français sont français) est le dernier axe fort de l'assimilation républicaine.

Ces trois piliers sont mis en place dès le XIX^{ème} siècle pour faciliter l'assimilation des enfants d'immigrés et ainsi ne pas mettre en péril « l'identité républicaine ». Aujourd'hui, ils sont « encore debout » mais l'édifice reste très fragile

D'un autre côté, nous voyons apparaître des revendications identitaires et communautaires de plus en plus marquées chez les populations immigrées, une volonté de mettre en avant leurs racines et de vivre ainsi dans le cadre privé avec les coutumes et la culture du pays d'origine. Cette volonté de multiculturalisme s'est de plus en plus manifestée au cours des dernières années. La principale responsable de cette revendication est sans aucun doute la stigmatisation des populations immigrés et de leur descendance, qu'elle soit issue de la première, deuxième, voire troisième génération actuellement. L'histoire de l'immigration fait également remarquer que les stigmatisations et les discriminations des populations immigrées sont toujours très fortement liées au contexte économique et social de la France. Ainsi, le besoin de contrôle de ces populations a souvent poussé l'Etat à promulguer des lois qui leur

portaient atteintes, notamment en ce qui concerne leurs libertés individuelles, comme ce fut le cas lors des décrets-lois Daladier de 1939³⁴.

L'échec partiel du modèle assimilationniste français durant ces trente dernières années a mis sur le devant de la scène cette forte revendication identitaire qui s'est manifestée sous de nombreuses formes. Les médias ont préféré mettre en avant l'aspect violent des manifestations (émeutes, violences urbaines, hymne sifflé) contribuant ainsi à l'accentuation des discriminations et à une stigmatisation de plus en plus forte³⁵. Mais cette revendication identitaire s'est également manifestée dans le domaine artistique et culturelle (musique, peinture, cinéma) et aussi dans le domaine associatif.

Au cours de cette étude, nous reviendrons plus tard sur le mouvement associatif portugais à Bordeaux. Il convient dès maintenant de dresser une histoire de l'immigration en France et à Bordeaux, en mettant l'accent sur l'immigration portugaise, flux migratoire qui nous intéresse en priorité.

³⁴ Rémi Solacroup, *Immigration et associationnisme*, Bordeaux, Mémoire STAPS de Master 1 recherche, 2007.

³⁵ Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, Paris, Fayard, 2007 pp. 669 – 695.

Chapitre 2

Une histoire de l'immigration en France.

Dans les années 80, Gérard Noiriel faisait le constat d'une trop faible historiographie de l'immigration française. Il avançait un état des lieux de la recherche historique sur l'immigration dans d'autres pays d'immigration tels que les Etats-Unis et il s'inquiétait alors du retard pris par la France dans ce domaine³⁶.

De nombreux chercheurs et historiens ont répondu à son inquiétude en produisant des travaux sur l'histoire de l'immigration au cours de ces vingt dernières années, à tel point que l'année 2007 a vu l'ouverture d'une Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) à la Porte Dorée, à Paris.

Lors de l'ouverture, Jacques Toubon, alors Président du Comité d'orientation de l'Établissement public de la porte Dorée - CNHI, déclarait à propos de la Cité : *« L'histoire de la France, la construction de son identité, de sa civilisation, est largement celle de millions d'hommes et de femmes qui ont quitté leurs pays d'origine pour s'établir en France et devenir français. [...] Faute de perspective historique, la plupart de nos concitoyens vivent l'immigration comme un phénomène récent, passager, accidentel, qui confronte la communauté nationale alors que toute l'histoire, ancienne ou récente, fait le récit d'une immigration constitutive, au fil des réussites et des échecs, d'une part importante de la réalité française. Montrer l'essentiel de cette construction collective, c'est vouloir contribuer à changer le regard contemporain sur l'immigration et favoriser l'entreprise, en perpétuel chantier, de l'intégration et de la cohésion sociale. »*.

Avec 4,3 millions d'immigrés³⁷ (soit 7,4% de la population totale), la France est aujourd'hui le deuxième pays d'immigration en Europe de l'Ouest, après

³⁶ Gérard Noiriel, *Le Creuset Français*, Paris, Le Seuil, 1988, pp. 13-68.

³⁷ INSEE, Recensement de la population, 1999.

l'Allemagne. C'est le premier pays pour le nombre de ses ressortissants de culture musulmane. Comme nous l'avons vu précédemment, les recensements distinguent aujourd'hui les étrangers des immigrés et ne comptabilisent ni l'appartenance religieuse, ni l'origine. Essayons à présent de comprendre les processus historiques de l'immigration.

L'immigration au XIXème siècle en France.

Lorsque l'on se penche sur l'histoire de l'immigration, on s'aperçoit que ce phénomène a toujours existé. Ainsi, aussi loin que l'on puisse remonter, depuis le Moyen-âge, des hommes et des femmes ont quitté leurs villages, leurs régions pour aller s'installer sur un autre territoire, dans des régions proches ou éloignées de leurs contrées d'origine afin d'y trouver une meilleure situation économique ou tout simplement fuir certains problèmes (épidémies, violences, troubles politiques). De nombreux marchands, banquiers, artisans, marins, pêcheurs, domestiques et même des paysans immigrèrent en France de pays voisins : essentiellement d'Allemagne, des Flandres, d'Italie.

Dès que l'on se penche sur l'histoire de la royauté en France, on constate que les Rois ont su très vite s'entourer de conseillers et de ministres venus de l'étranger parmi lesquels Mazarin ou encore Necker par exemple. Par ailleurs, de nombreux artistes comme les peintres de la Renaissance, des musiciens, des philosophes, qui ont permis la construction culturelle de la France sont également issus de l'immigration. Néanmoins, il faut remarquer que durant cette large période qui va du Moyen-âge à la fin du XVIIIe siècle, le territoire français est surtout une terre d'émigration, qui voit donc le départ de nombreux Français.

En 1789 éclate la Révolution française. Cette date charnière dans la construction de la France correspond à l'apparition des termes « étranger » et

« citoyen » dans les textes. La notion d'État-nation³⁸ commence à se construire en France. Les révolutionnaires, par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen³⁹, affirment l'égalité de tous les hommes et donnent la citoyenneté française à tous ceux qui sont nés en France.

La première moitié du XIXe siècle est marquée par l'avènement de nombreuses révolutions en Europe où les démocrates s'élèvent contre les monarchies. La France apparaît alors comme un pays de liberté et attirent très rapidement de nombreux exilés politiques avec une très forte immigration allemande à ses débuts. De nombreux Polonais émigrent également en France, ainsi que des Juifs fuyant le régime tsariste de la Russie. Cependant, l'immigration politique est mineure en France. Les demandeurs du droit d'asile se confondent souvent dans la masse migratoire notamment avec les immigrés venus en France pour trouver du travail.

En effet, des besoins de main-d'oeuvre dans de nombreux domaines telles que l'agriculture ou encore le travail des mines se font cruellement ressentir. La révolution industrielle, entamée en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle, a atteint la France. Cette révolution s'accompagne d'un exode rural : les Français quittent les campagnes pour aller s'installer en ville et travailler dans les usines qui recrutent car elles nécessitent de plus en plus de main-d'oeuvre. Cependant, avec la natalité en diminution et l'exode rural, les campagnes et le milieu agricole sont eux aussi de plus en plus demandeur de « bras ». Cette demande est une donne supplémentaire en faveur d'une immigration du travail. Des Italiens, des Suisses, des Allemands, des Espagnols et des Belges traversent la frontière pour venir travailler en France. Ces immigrés

³⁸ « La légitimité d'un Etat-Nation est fondée sur le postulat qu'il n'existe plus de différence qualitative entre les gouvernants et les gouvernés. Ils forment une communauté d'égaux ». Gérard Noiriel, *Etat, nation et immigration*, Paris, Belin, 2001, p. 133.

³⁹ La Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen est un des textes fondamentaux de la Révolution française qui instaure un ensemble de droits naturels individuels et collectifs. Elle est adoptée définitivement le 26 août 1789.

constituent la principale force de travail dans les usines, et on assiste à la naissance du mouvement ouvrier, du prolétariat mais également à la mise en place des premières chaînes migratoires par les industries. En effet, le recours à l'immigration spontanée n'est plus suffisant, les syndicats de patrons engagent alors une politique de recrutements directs, en Italie notamment, en s'appuyant sur les réseaux de leurs propres ouvriers immigrés. L'immigration de voisinage ne suffit plus, et on commence à recruter des ouvriers originaires de Kabylie.

Il faut remarquer le caractère privé de ces initiatives de recrutement, l'Etat s'en remettant alors aux besoins des décideurs économiques en période de croissance et se donnant uniquement le droit d'arranger les choses en période de crise.

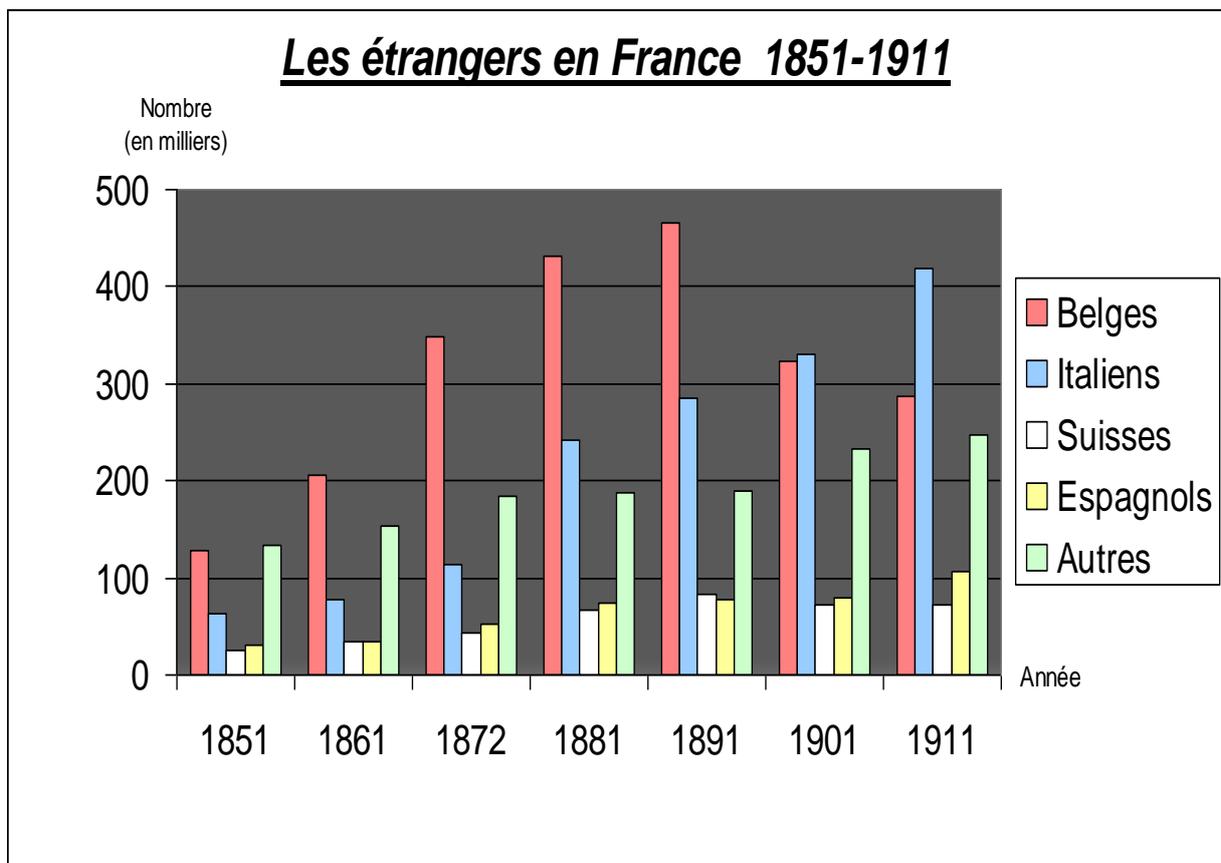
En 1851, un premier recensement des étrangers est effectué en France. A cette date, ils sont 381 000, dont 128 000 Belges, 30 000 Espagnols et 65 000 Italiens. Ces effectifs ne font qu'augmenter au fil des recensements et l'on atteint un million d'étrangers en France en 1881, soit 3% de la population. On ne descendra plus en dessous. Cet essor de l'immigration pousse alors le gouvernement à promulguer une loi de l'immigration en 1889⁴⁰. Cette loi fixe pour l'avenir le code de la nationalité. Elle impose la nationalité française dès leur naissance aux enfants d'étrangers nés en France de parents déjà nés en France. Pour ceux dont les parents sont immigrés, c'est à leur majorité que leur nationalité est attribuée sauf s'ils y renoncent. De plus, désormais, tous les hommes nés en France doivent faire leur service militaire.

La xénophobie et la « haine de l'étranger » apparaissent à la fin de ce siècle, essentiellement dans le milieu ouvrier, lieu principal de rencontre entre français et étrangers. Les rixes sur les chantiers deviennent permanentes : dans

⁴⁰ Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, p. 16.

le Nord, des émeutes anti-Belges éclatent. Dans le sud, les Italiens, population par ailleurs souvent la plus visée, sont victimes de nombreuses violences physiques. Les événements nationaux tels que l'assassinat du Président de la République Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio déchainent les passions. Les ouvriers français accusent les étrangers de concurrence déloyale, la population voit en eux des ennemis de la patrie ou des sauvages porteurs de maladie.

Pour calmer les tensions, l'Etat met en place des mesures destinées à surveiller et réglementer les étrangers. En 1888, ils doivent être enregistrés en mairie pour pouvoir travailler. A partir de 1893, ils doivent être immatriculés pour obtenir la feuille de quarante-six sous, qui est un permis de travail, ancêtre de la carte de séjour.



Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

L'immigration en France au XXème siècle.

Au début du XXe siècle, et jusqu'à la Grande Guerre, la France connaît une période que l'on appelle plus couramment « la Belle Epoque ». Cette période de croissance et de plein emploi marque une baisse de la xénophobie. Les petits commerces et petites entreprises tenus par des immigrés se multiplient.

La Première Guerre Mondiale éclate en 1914. Les immigrés s'engagent comme volontaires. 43 000 immigrés sont mobilisés dans des bataillons de la Légion Etrangère. 3 000 volontaires italiens forment à part un bataillon de garibaldiens. Dans les tranchées françaises, on rencontre également des soldats des armées alliés, des Britanniques, des Américains, des Espagnols, des Portugais, des Russes... Très vite, les besoins en soldats se font de plus en plus ressentir et la France et la Grande-Bretagne font appel à leurs empires coloniaux pour se battre en métropole : 172 000 Algériens, soumis à la conscription depuis 1912, mais aussi 172 000 tirailleurs sénégalais, ou encore des troupes venus du Maroc, de Tunisie, d'Indochine et de Madagascar. Le gouvernement français et le contingent militaire valorisent ces forces indigènes en les envoyant sur les premières lignes au front. La France et les Français mesurent l'étendue et l'intérêt de leurs colonies où le recrutement des soldats, d'abord volontaire, se fait ensuite sous la contrainte, provoquant alors des tensions et parfois des soulèvements comme en Algérie.

Nombreux furent donc les immigrés envoyés sur le front, mais beaucoup moins cependant que ceux venus dans les champs et les usines.

En 1914, l'économie du pays est désorganisée. L'annonce de la guerre fait fuir certains immigrés, qui, à l'intérieur du pays, sont persécutés ou internés dans des camps en tant que ressortissants de nations ennemis. L'Etat sait alors en

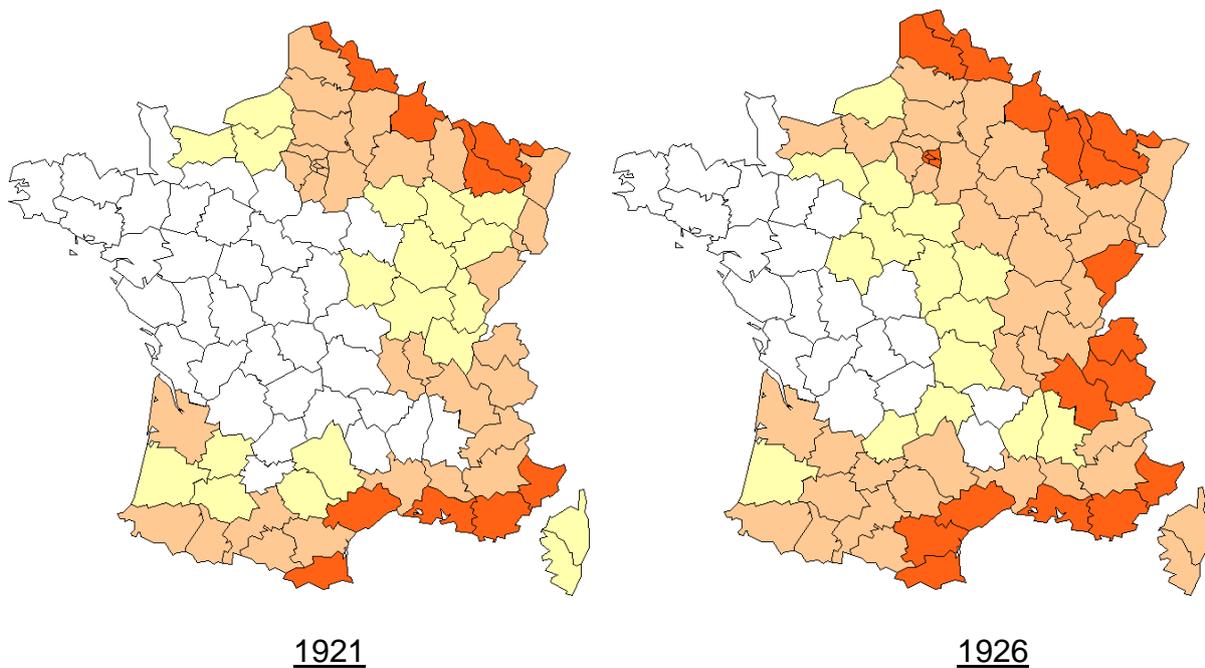
1915 que le conflit sera long. Les femmes, les réfugiés et les prisonniers ne suffisent plus aux besoins de la Guerre totale. L'Etat se lance donc dans une vraie politique de recrutement de travailleurs. Ainsi, ayant signé des accords avec d'autres pays comme l'Espagne, la France accueille de 1915 à 1918, 440 000 étrangers avec des contrats de travail dans l'agriculture ou l'industrie et un encadrement rigoureux. On invente alors la carte de séjour pour surveiller ces immigrés par un décret de 1917. Le gouvernement français fait également venir de la main-d'œuvre de ses colonies : plus de 200 000 travailleurs vont participer à l'effort de guerre. La France, tout comme le Royaume-Uni et l'Allemagne recrute aussi des travailleurs chinois qui sont environ 140 000 sur le sol français en 1918.

A la fin de la Guerre, la France est à reconstruire. Le pays est très affaibli démographiquement. 10% de la population active masculine a péri dans les tranchées. Au cours des années 20, l'expansion industrielle et la poursuite d'un exode rural rendent nécessaires le maintien d'un recrutement de travailleurs à grande échelle. D'après les statistiques qui sous-estiment la réalité, le nombre d'immigrés en France double en dix ans. Il y a 1 532 000 étrangers en France en 1921. Il y en a pratiquement 3 000 000 en 1931 soit près de 7% de la population. La France dans les années 20 devient le premier pays d'immigration devant les Etats-Unis qui se ferment avec les lois des quotas en 1921, lois durcies en 1924. Au début des années 30, les étrangers font toujours partie de la marge inférieure de la société, ils vivent dans la précarité.

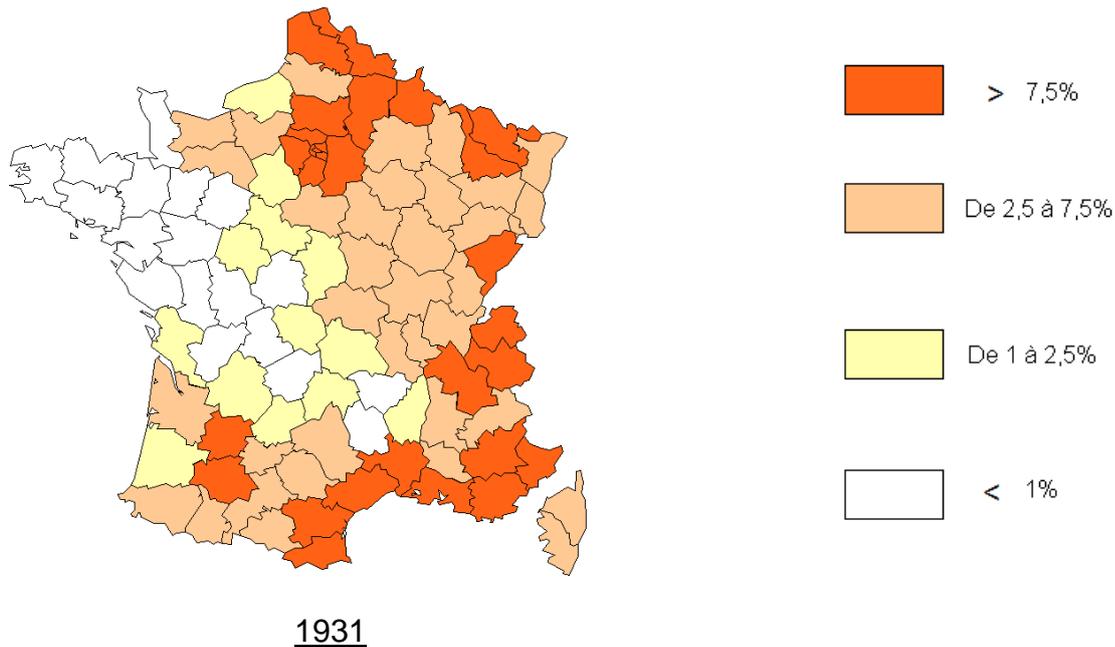
Cette période est marquée par une crainte de l'étranger « politisé », c'est-à-dire un étranger qui est en lutte contre le régime de son pays et qui importe ses conflits (bagarres entre antifascistes et fascistes par exemple). La Police estime que ces étrangers sont minoritaires mais décide quand même de surveiller les

communistes et les anarchistes, considérés comme des agitateurs venus mettre de l'huile sur le feu dans la lutte des classes en France.

Ni la Première Guerre Mondiale, ni la crise de 1921 n'ont freiné l'immigration qui au contraire, en raison des besoins de la reconstruction et de la prospérité économique, a atteint des volumes spectaculaires au début des années 30. En revanche, avec la crise de 1931, suite logique de la crise de 1929 aux Etats-Unis, apparaissent les premières dispositions prises par les pouvoirs publics pour ralentir l'entrée des travailleurs étrangers, et encourager les départs, notamment de ceux qui sont au chômage, par une assistance financière. Afin de protéger la main-d'oeuvre « nationale », une loi est votée le 10 août 1932 et pose le principe de la limitation des effectifs étrangers dans chaque secteur. L'afflux des réfugiés espagnols à la veille de la guerre ne compense pas la diminution de la population étrangère qui, ramenée à 2 158 000 en 1936, tombe à 1 744 000 en 1946⁴¹.



⁴¹ Marie-Claude Blanc-Chaléard, *op. cit.* pp. 39-45.



Evolution de la population étrangère en France de 1921 à 1931
(en pourcentage de la population totale par département)

En septembre 1939, la Seconde Guerre Mondiale éclate. La France fait appel comme en 1914 aux travailleurs et aux soldats venus des colonies. 120 000 soldats environ seront déployés sur le front. Parmi les étrangers, comme pour la Grande Guerre, nombreux sont ceux qui souhaitent s'engager aux côtés des Français, mais tous ne subissent pas le même sort. Les Allemands et les Autrichiens, même antinazis, sont traités comme des ennemis et sont internés dans des camps.

Les étrangers sont les premières victimes de la défaite de 1940 : les Allemands immigrés ayant fui l'Allemagne d'Hitler sont livrés aux autorités de l'Occupation. Les républicains espagnols ayant fui le régime de Franco sont faits prisonniers et sont envoyés dans les camps nazis où 5000 d'entre eux trouvent la mort.

Pour Vichy, les étrangers sont des indésirables. Le régime engage des procédures de dénaturalisation contre certains d'entre eux, en particulier les Juifs venus d'Europe de l'Est. Les étrangers considérés en surnombre dans l'économie nationale sont rassemblés dans des groupements de travailleurs étrangers. Ils sont, comme les travailleurs coloniaux, utilisés par l'occupant allemand.

Les Juifs étrangers connaissent un sort tragique. Un décret d'octobre 1940 rend possible leur internement sur simple avis préfectoral. Les premières rafles ont lieu en mai 1941. À partir de la mise en oeuvre de la « solution finale » décrétée en 1942 par les nazis, ces rafles prennent un caractère massif, comme celle du « Vel' d'Hiv' » en juillet 1942. Vient alors le temps de la déportation et de l'extermination. La répression vise à présent sans distinction les Juifs français et étrangers.

Pour s'opposer à l'Occupation, des étrangers s'engagent très tôt dans la Résistance et y jouent un rôle important. Leur volonté de libérer la France se mêle à la volonté de libérer leur pays, comme pour les Espagnols républicains, qui espèrent libérer le leur du franquisme si le nazisme est battu. Des travailleurs et des soldats coloniaux qui ont échappé à la défaite viennent grossir les rangs de la Résistance.

Par la suite, de nombreux résistants étrangers participent aux combats de la libération de la France, dans les rangs de la Résistance ou de la France Libre. On constate que les étrangers ont donc énormément contribué à la défaite du nazisme, mais qu'ils n'ont pas été récompensés par la reconnaissance posthume que la France leur doit⁴².

⁴² En 2008, une exposition s'est tenue au centre Jean Moulin à Bordeaux. Cette exposition retraçait la vie des immigrés espagnols républicains des années 30 aux années 60. On y relatait notamment l'impact qu'avait eu cette immigration sur la résistance en Aquitaine durant la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale laisse la France exsangue. L'économie est à reconstruire alors que sa population a diminuée d'environ un million de personnes. L'immigration est donc une nécessité évidente sur laquelle tout le monde s'accorde. En revanche des divergences apparaissent sur l'évaluation des besoins. Le Commissariat au Plan, créé en 1946, estime de 1 à 1,5 million le nombre des ouvriers étrangers susceptibles de s'établir en France sur cinq ans. La Commission de la Main-d'oeuvre préconise quant à elle l'entrée de 500 000 travailleurs étrangers. Si l'immigration est souhaitable, elle doit être maîtrisée : l'ordonnance du 2 novembre 1945 définit les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et crée l'Office national de l'immigration auxquelles l'État confie le monopole des opérations de recrutement des travailleurs, ainsi que l'organisation du regroupement des familles.

De 1946 à 1974, et malgré la suspension officielle de l'immigration cette année-là, le nombre des étrangers n'a cessé de s'accroître comme en témoignent les résultats des recensements : en 1946, ils sont 1 744 000, en 1975, ils sont 3 442 000. Cependant, l'évolution de l'immigration pendant cette période a été fluctuante et complexe, obéissant à la fois des facteurs conjoncturels et à des mouvements structurels plus profonds⁴³.

La création de l'ONI permet la signature d'accords avec des pays fournisseurs de main-d'oeuvre : l'Italie dès 1946, l'Espagne au début des années 60, ou encore la Yougoslavie et les anciens protectorats de la Tunisie et du Maroc. En réalité, l'État perd vite le contrôle des entrées. D'une part les règles de 1945 ne s'appliquent pas aux immigrés venus de l'Union Française. D'autre part, la croissance des « Trente Glorieuses » réclame une main-d'oeuvre toujours plus nombreuse. Pour répondre à cette demande, les immigrés entrent facilement en France, très souvent sans contrat de travail et se font régulariser après-

⁴³ Marie-Claude Blanc-Chaléard, *op. cit.* pp. 57-90.

coup. En 1968, seuls 18% des entrants passent par l'ONI. Cette même année, les Espagnols deviennent majoritaires et succèdent aux Italiens. Des dizaines de milliers de Portugais traversent également la frontière sans aucun papier pour fuir la dictature de Salazar et la conscription dans les guerres coloniales. En quinze ans, de 1960 à 1975, leur nombre passe de 50 000 à 750 000. Ils sont alors le groupe le plus nombreux et contribuent à maintenir une forte immigration européenne.

Dès 1947, les Algériens peuvent circuler librement entre l'Algérie et la métropole. Lorsque la guerre d'Algérie commence en 1954, ils sont déjà 200 000 en métropole. Ce conflit sanglant pèse sur l'avenir de cette immigration. Après l'indépendance en 1962, la libre circulation est maintenue. L'installation des Algériens s'amplifie avec un nombre croissant de familles qui immigreront. Tandis que s'engage l'exode des pieds-noirs, les « harkis » (nom donné aux musulmans qui ont combattu pour la France) sont rapatriés en France malgré les réticences des pouvoirs publics. Nombre d'entre eux vont connaître une exclusion durable. Cependant l'immigration algérienne n'est pas la seule à grandir. Se développe également l'immigration marocaine et tunisienne. Arrivent aussi de plus en plus nombreux des étudiants et des travailleurs venus de l'ex-Afrique noire française.

La France reste encore une terre d'asile. Elle accorde toujours ce droit à de nombreux réfugiés (républicains espagnols, réfugiés de l'Europe de l'Est et des dictatures latino-américaines). En moyenne, durant les « Trente Glorieuses », quatre demandes sur cinq de droit d'asile sont acceptées.

Alors que la majorité des immigrants vient des zones rurales, seuls 6 % d'entre eux choisissent l'agriculture. Les deux tiers des immigrés travaillent dans les mines et l'industrie, la sidérurgie, le bâtiment et les travaux publics. Ils sont souvent des ouvriers peu qualifiés.

Pendant cette période, la France connaît une grave crise du logement. Les immigrés s'entassent dans des logements vétustes comme des abris de chantier. C'est l'explosion des bidonvilles à la périphérie des grandes métropoles françaises. Les deux tiers de leur population sont des Algériens ou des Portugais.

Dans les années 50, l'État encadre les Algériens. Une politique sociale s'ébauche à travers la question du logement. La Sonacotra est chargée de construire des foyers. À partir de 1966, la Direction de la Population et des Migrations coordonne cette politique. La résorption des bidonvilles prendra plus de dix ans : ils ont quasiment disparu au milieu des années 70. On a relogé les hommes seuls dans des foyers et la majorité des familles dans des cités de transit, plus rarement dans des HLM.

Le rejet des étrangers s'était atténué pendant les années d'après-guerre. Au tournant des années 70, les tensions réapparaissent. Les Algériens et plus largement les maghrébins sont victimes de violences racistes, voire de véritables chasses à l'homme comme lors des « ratonnades » de Marseille. En 1972, la première loi contre le racisme est votée à l'unanimité.

On se rend compte que de 1945 à 1974, la période de reconstruction de la France des « Trente Glorieuses » est marquée par une forte immigration, notamment maghrébine. Encouragée à venir par l'État, cette main-d'oeuvre souple et peu onéreuse jugée provisoire au début va finalement perdurer dans le temps. L'arrivée de la crise économique au début des années 70 va entraîner la suspension officielle de l'immigration. Le fléchissement des flux de travailleurs étrangers au profit du regroupement familial va être le signe d'une installation durable.

Depuis ce qui est considéré comme « le tournant de 1974 », la politique vis-à-vis des étrangers combine avec plus ou moins de rigueur les aides au retour,

les restrictions de conditions d'entrée et de séjours en France des étrangers, à laquelle sera toutefois associés une politique de regroupement familial, une lutte contre l'immigration et le travail clandestin, mais également une régularisation massive d'immigrés en situation irrégulière.

En trente ans, bien que la part des étrangers dans la population française soit demeuré stable, les flux migratoires se sont néanmoins diversifiés, tant dans les origines géographique de l'immigration que dans les motivations des immigrés, essentiellement fondées sur le travail.

Aujourd'hui, on constate que l'histoire de l'immigration est complexe englobant de nombreux processus. Par exemple, afin de cerner l'essentiel de ses caractéristiques, il faut prendre en compte les événements internationaux qui découlent directement des relations internationales mais également le contexte économique, avec des périodes de crise engendrant la xénophobie ou encore les périodes de croissance permettant un développement des diverses communautés étrangères en France.

Chapitre 3

L'immigration portugaise en France.

Depuis les années 80, de nombreux historiens se sont attachés à suivre les trajectoires collectives de l'immigration portugaise pour mieux les comprendre et surtout pour pouvoir contribuer à l'écriture de l'histoire des Portugais de France.

Ainsi, certains historiens, issus de l'immigration portugaise, comme António Cravo, y ont contribué en travaillant sur l'histoire du mouvement associatif portugais en France.⁴⁴ Aujourd'hui, on ne peut parler d'histoire de l'immigration portugaise sans faire référence aux nombreux travaux produits par Marie-Christine Volovitch-Tavares, qui s'est spécialisée dans l'histoire de l'immigration portugaise en France, mais surtout sur les conditions de vie de ces immigrés arrivant en Ile-de-France.

Les prémices de l'immigration portugaise en France.

Dire que l'immigration portugaise date du lendemain de la dernière Guerre Mondiale est une erreur trop souvent entendue. En France, l'immigration portugaise s'est organisée autour de trois vagues successives communément appelées les « trois générations ».

Comme nous avons pu le voir précédemment, l'immigration s'est principalement organisée depuis près de deux cents ans. Ainsi, l'immigration au XIX^{ème} siècle est majoritairement économique et vient de pays limitrophes.

⁴⁴ António Cravo, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris, L'Harmattan, 1986.

Si la France est un pays importateur d'étrangers, le Portugal jusqu'à très récemment a longtemps été un pays d'émigration. Ainsi, dans les années 80, on recense quatre millions de Portugais, vivant dans quatre vingt seize pays du monde entier.

Pour des raisons historiques, jusqu'aux années 60, les Portugais préfèrent partir en Amérique, en Asie et en Afrique. Cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune émigration vers l'Europe mais peu de Portugais font ce choix. Ils privilégient les colonies ou les pays lusophones comme destination où le travailleur portugais ne rencontre pas l'obstacle de la langue. Cependant, à partir des années 60, on remarque un changement de direction et la France devient rapidement la destination de prédilection.

L'émigration portugaise vers la France ne date pas des années 60 mais du XIXème siècle. Aussi loin que l'on puisse remonter, c'est-à-dire 1855, on observe un mouvement migratoire régulier des Portugais. Néanmoins, l'immigration portugaise ne commence à apparaître dans les recensements français qu'à partir de 1876, avec un flux régulier mais faible d'immigrés portugais arrivant en France : on ne recense que quelques centaines de Portugais parmi lesquels des intellectuels, des artistes ou encore des hommes politiques qui s'installent en France pour un temps plus ou moins long. Le premier vrai flux d'immigrés portugais en France apparaît durant la première Guerre Mondiale puis ils vont émigrer de plus en plus massivement vers la France tout au long du XXème siècle.

Nous allons donc constater trois flux migratoires fondamentaux, que l'on appellera les « trois générations » déjà évoquées bien qu'il semble qu'il n'y ait jamais eu d'influences directs entre ces différents flux. L'assimilation aurait-elle joué un rôle prépondérant ou a-t-il existé tout de même des influences traditionnelles et familiales au sein de ces immigrations portugaises ?

La première véritable génération.

Le Portugal ne décide de participer à la Première Guerre Mondiale qu'à partir du début de l'année 1917. En effet, en 1910 le pouvoir monarchique est renversé par une République qui cherche d'abord à se stabiliser. Des divergences apparaissent rapidement au sein de celle-ci et l'unité portugaise s'en trouve mise à mal.

La Première Guerre Mondiale éclate en Août 1914, et malgré une stabilisation administrative en cours, les opinions publiques divergent quant à la nécessité ou non de suivre le conflit. Entre temps, l'Angola et le Mozambique, colonies portugaises, sont envahis par les armées allemandes à partir de leurs propres colonies ayant des frontières communes avec les colonies portugaises⁴⁵. L'événement majeur qui provoqua l'entrée en guerre du Portugal est l'affaire des navires marchands allemands en 1916. A la demande de l'Angleterre, vieille alliée du Portugal, l'armée portugaise s'empara dans le port de Lisbonne de soixante-dix navires marchands allemands qui avaient profité de la neutralité du Portugal pour s'y réfugier. L'Allemagne déclara donc sur le champ la guerre au Portugal.

La conséquence de cette déclaration est le départ dès 1917 d'un corps expéditionnaire portugais (CEP), d'un corps d'artillerie lourde indépendante (CAPI) ainsi que de plusieurs membres de la Croix Rouge portugaise (CVP)⁴⁶.

⁴⁵ En 1914, l'Empire colonial Allemand est à son apogée. En Afrique, l'Allemagne possède entre autres la Namibie et la Tanzanie qui ont des frontières communes avec les colonies portugaises.

⁴⁶ Les corps se composaient de 55 083 soldats pour le CEP, de 1 328 soldats pour le CAPI et de 82 membres de la CVP.

La France signe parallèlement un accord de main d'œuvre qui fournit environ 20 000 travailleurs portugais dans les usines françaises durant le conflit pour palier les manques de main-d'œuvre.

De nombreux soldats moururent en France dans les tranchées, mais le fait d'arme de l'Armée portugaise se déroule le 9 Avril 1918 lors de la Bataille de la Lys, dans le Pas-de-Calais, où malgré des sous-effectifs, la deuxième division portugaise, intégrée à une division britannique, résista avec bravoure à l'attaque de quatre divisions allemandes. Malgré la défaite et la capture de nombreux soldats, cette bataille fit émerger un mythe dans la conscience collective portugaise, celui du soldat « Milhões ». Ce héros du peuple dont l'histoire est racontée et la mémoire perpétuée dans la plupart des milieux immigrés, même les plus modestes, est, pour les Portugais, l'équivalent du « Soldat Inconnu ».⁴⁷

Aujourd'hui, l'image de « Milhões » est restée dans la mémoire populaire des Portugais comme le symbole de leur participation à la lutte pour la liberté.

Ainsi, comme l'explique Antonio Cravo, « *Aujourd'hui encore, les émigrés portugais le rappellent avec orgueil : « Nous sommes ici en France pour travailler et vivre. Parfois, il y en a qui nous disent quelque chose de désagréable, une phrase, par exemple, celle qui est si connue : « Qu'est ce que vous faites chez nous ici ? » et nous pourrions répondre... » ».*⁴⁸

De plus, il ajoute grâce à son expérience personnelle : « *Au temps de notre petite enfance, vivant parmi les analphabètes et les soldats qui avaient participé à la guerre,*

⁴⁷ Anibal Augusto Milhais a bel et bien existé. Soldat portugais durant la Première Guerre Mondiale, il a participé à la bataille de la Lys, où ses « faits extraordinaires » poussèrent son commandant à le prendre dans ses bras en disant « Tu t'appelles Milhais mais tu vaux des « milhões » (millions).

⁴⁸ Antonio Cravo, *op. cit.* p. 23.

*nous écoutions raconter la légende de « Milhões » avec un si grand enthousiasme, qu'à cette époque, il apparaissait semblable aux héros actuels des bandes dessinées comme Astérix ou Guillaume Tell ».*⁴⁹



Soldats portugais dans les tranchées durant la bataille de la Lys, 1918
Source : <http://fr.wikipedia.org>

A la fin de l'année 1918, peu de soldats sont restés en France, beaucoup ont préféré rentrer au Portugal. Cependant, au lendemain du conflit et durant les années 20, des artistes et des écrivains portugais continuent de s'installer en France. Cette décennie marque alors le vrai début de l'immigration de travailleurs portugais en France. C'est la « première génération ». Leurs arrivées correspondent aux besoins démographiques de la France. Exsangue, le pays doit compenser le plus rapidement possible le manque cruel de main-d'œuvre, en raison des nombreuses victimes de la Guerre. Comme nous l'avons vu, la France a perdu 10% de sa population active masculine dans les

⁴⁹ Antonio Cravo, op. cit. p. 23.

tranchées et elle a ainsi ouvert ses portes à plus d'un million d'étrangers, les Portugais n'échappant pas à cette immigration.

Certains combattants étant par ailleurs restés en France en profitent également pour rapatrier leurs familles du Portugal.

La deuxième génération : les années 30.

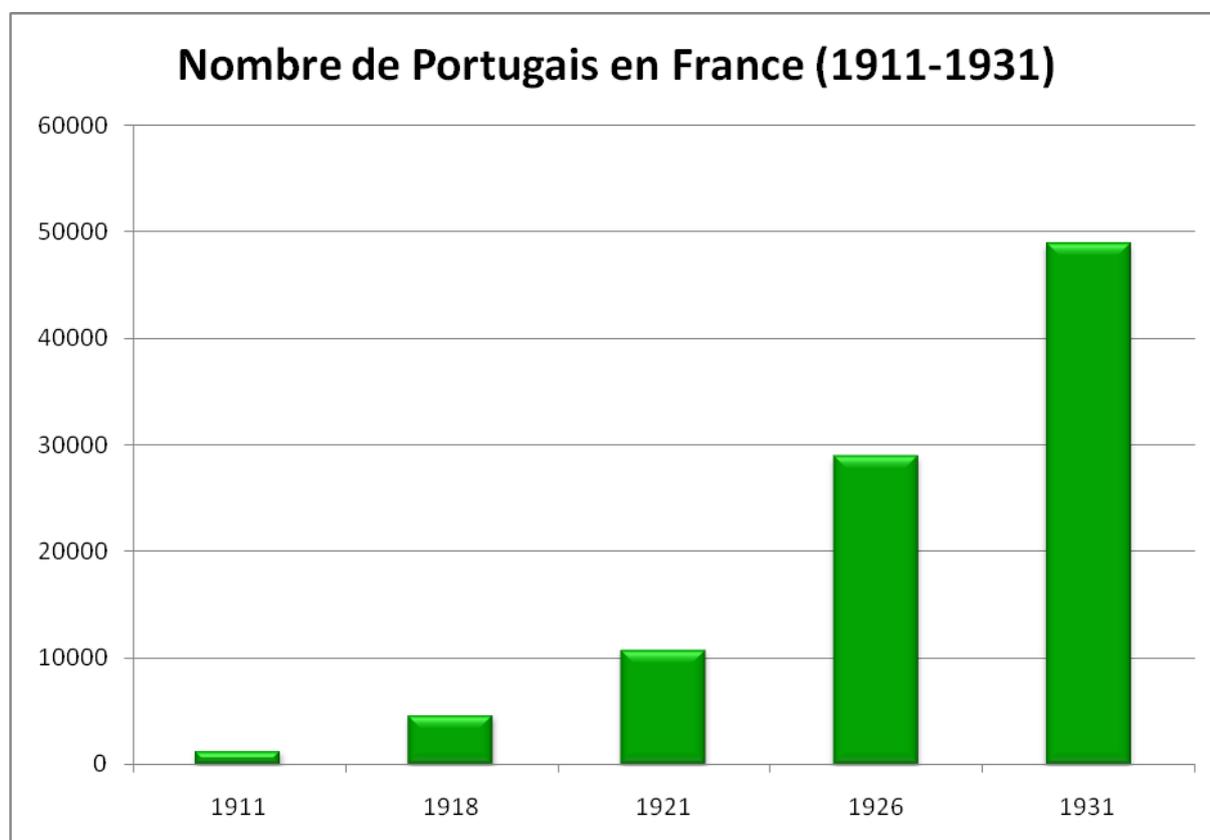
Ainsi, dès 1919, le France fait part au Portugal de son désir de créer un accord de main-d'œuvre comme elle l'a fait avec d'autres pays (Italie, Pologne...). Alors que ces négociations n'aboutissent pas, le nombre de Portugais en France augmente : de 11 000 en 1921, il passe à 50 000 en 1931. Les portugais apparaissent alors comme un groupe spécifique dans les recensements.⁵⁰ Ils investissent principalement le secteur industriel, et plus rarement le secteur agricole, apportant ainsi une main-d'œuvre peu qualifié mais bon marché.

Parallèlement, le Portugal qui craint les conséquences néfastes d'une trop forte émigration, fait trainer les négociations. En effet, les notables portugais comme les propriétaires fonciers et les petits entrepreneurs craignent de perdre une main-d'œuvre abondante et bon marché. Ils font donc pression sur le gouvernement portugais pour que ces accords n'aboutissent pas.

Depuis la fin de la Première Guerre Mondiale, on s'aperçoit que l'immigration n'a cessé de croître jusqu'en 1931. Cependant, les années ont passé et les immigrés arrivés en masse au début des années 1930 appartiennent déjà à une

⁵⁰ Il faut garder à l'esprit que l'accord de main-d'œuvre n'étant toujours pas signé, des Portugais arrivent en France et sont alors régularisés à posteriori, ce qui eut pour conséquences une sous-estimation dans les recensements de la population portugaise sur le sol français.

nouvelle génération, une nouvelle vague : c'est la deuxième génération d'immigrés portugais, bien plus jeune que les soldats arrivés en 1918.



Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

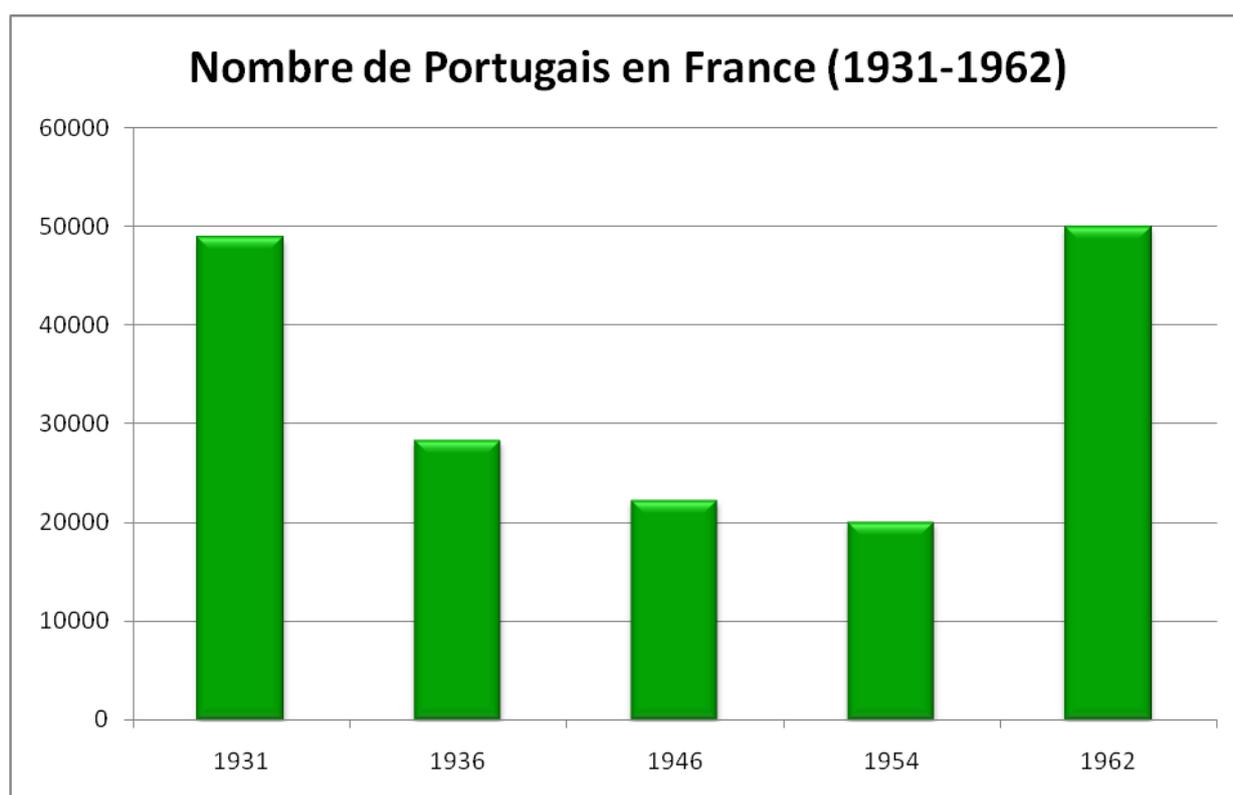
Mais la crise des années 30 voit rapidement les travailleurs portugais retourner dans leur pays : en 1936, on ne recense plus que 36 000 Portugais, soit 20 700 de moins qu'en 1931⁵¹. Salazar⁵² signe enfin un accord de main-d'œuvre après

⁵¹ Ces chiffres sont également le fruit de la naturalisation de certains Portugais qui ne sont alors plus comptés comme étrangers mais comme Français.

⁵² Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970) fut un homme politique portugais. Après un putsch militaire en 1926, il fut appelé au pouvoir pour redresser l'économie du pays, mais déclina cette mission car on lui refusait les pleins pouvoirs. Il fut une nouvelle fois appelé en 1928 et accepta un poste de ministre des finances. Il devint Président du Conseil en 1932, et gouverna le Portugal pendant 36 ans sous le régime de « l'Estado novo ». Habile technicien financier et économique, Salazar réussit à donner au Portugal une relative prospérité qui fit longtemps supporter l'aspect dictatorial et policier du régime. Frappé d'une hémorragie cérébrale en 1968, il laissa le pays entre les mains de son ancien collaborateur Marcelo Caetano. Le régime salazarien de « l'Estado novo » fut renversé le 25 avril 1974 par la Révolution des Œillets.

vingt ans de discussion, à l'aube de la défaite française le 30 avril 1940. Cet accord devint alors évidemment très vite caduc en raison de la défaite française et de l'occupation allemande. Durant celle-ci, les Portugais vivant en France subissent le sort de l'ensemble de la population.

Ceux qui luttent en France contre le fascisme et les dictatures salazariste et franquiste depuis les années 20 quittent alors la France, tout comme la plupart des intellectuels et des artistes. Ceux qui restent participent, du moins pour certains d'entre eux, aux combats de la Résistance et de la Libération⁵³. De plus, durant cette période « sombre » de l'Histoire, peu de notables osèrent désobéir aux consignes de bonnes ententes entre l'Etat salazariste et Vichy. Parmi ceux-ci, citons Aristide Sousa Mendes, Consul du Portugal à Bordeaux qui délivra des milliers de visas en 1940, sauvant ainsi de nombreuses vies en sacrifiant sa carrière de diplomate.



Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

⁵³ Peu de notables osèrent désobéir aux consignes de bonne entente entre l'Etat salazariste et Vichy. Parmi ceux-ci, citons Aristide Sousa Mendes, Consul du Portugal à Bordeaux qui délivra des milliers de visas en 1940, sauvant ainsi de nombreuses vies en sacrifiant sa carrière de diplomate.

En 1945, au lendemain de la guerre, on recense en France seulement 22 300 Portugais. L'immigration lusitanienne reprend dès 1947, mais elle ne compense pas les naturalisations et les retours au pays. Ainsi, en 1954, on ne dénombre plus que 20 000 Portugais en France. Deux phénomènes apparaissent alors : l'envol des Trente Glorieuse en France, à partir de 1956, et la perte d'attractivité des terres lusophones (Brésil, colonies d'Afrique...) qui ne suffit plus à contrebalancer l'exode rural massif au Portugal. La France devient alors une terre de prédilection pour les travailleurs portugais.

La troisième génération : les années 60.

Dès 1962, on recense environ 50 000 Portugais, chiffre atteint déjà en 1931, à l'aube de la crise, nombre, encore une fois, sous-estimé. Ce chiffre montrait les prémices d'une immigration sans égal.

Entre 1962 et 1968, chaque année voyait doubler le nombre des entrées (légalisées et illégales) de travailleurs portugais (6716 en 1961, 47 330 en 1965...). Certains venaient avec leur famille, d'autres la faisaient rapatrier assez rapidement. Ainsi, de 1962 à 1966, près de 220 000 Portugais entrèrent en France, leur nombre total passant à plus de 300 000 en 1968.

Les années 1969 et 1970 connurent 250 000 entrées en deux ans : en treize ans, de 1962 à 1975, la population portugaise en France avait été multipliée par quinze. La France, vieux pays d'immigration, n'avait jamais connu une installation aussi rapide d'immigrants, le Portugal, vieux pays d'émigration n'avait jamais connu une émigration aussi forte.

Une émigration douloureuse.

Le Portugal de son côté connaissait une véritable saignée démographique. Les émigrants étaient généralement de modestes paysans, possédant des terres trop petites pour assurer la survie familiale. Ces paysans, s'ils souhaitaient rester au Portugal, devaient alors travailler pour des notables locaux dans des moyennes et grandes propriétés. Les conditions de travail étaient mauvaises et la main-d'œuvre restait peu payée (parfois même uniquement en nature). Dans ces zones, on observait également des rapports de force dominants/dominés assez particuliers. La dictature salazariste permettait une sorte de système seigneurial où les paysans étaient dépendants des notables devenus des figures incontournables dans le système paternaliste de protection/domination, bien connu du fascisme.

L'émigration remettait en cause cet équilibre économique, social et idéologique pour les notables qui cherchaient à limiter au maximum l'exode rural en faisant pression sur le gouvernement.

Les diplomates portugais, habiles dans leur art, firent alors part de ces craintes au gouvernement français. Ils s'inquiétaient du sort de leurs émigrants qui étaient exempts de contrôle du gouvernement portugais. Par ailleurs, ce même gouvernement portugais utilisait toutes les démarches possibles pour pouvoir freiner l'émigration légale. Il fallait en effet remplir des conditions draconiennes pour répondre aux exigences administratives – quatre années de scolarisation, situation judiciaire en ordre, loyauté envers le régime – le tout

étant accompagné de taxes assez élevées.⁵⁴ Un tel niveau de conditions était rarement atteint par la majorité des paysans : au Portugal, en 1957, 30% de la population était analphabète ou illettrée.

A partir de 1947, le gouvernement français, demandeur d'une main-d'œuvre étrangère pour reconstruire le pays, avait repris les démarches pour obtenir un accord avec le Portugal. Tandis que les négociations traînaient en longueur, une convention franco-portugaise sur la protection sociale fut signée en 1958.

L'échec de l'accord de main-d'œuvre franco-portugais : deux acteurs, deux stratégies opposées.

En 1963, voyant que leur politique de restriction d'émigration vers la France ne fonctionnait pas à cause d'une trop forte émigration illégale, le gouvernement portugais accepta des compromis pour signer un accord de main-d'œuvre avec la France. Le 31 décembre 1963, cet accord est signé. Le Portugal, englué dans une guerre coloniale, souhaite alors, par le biais de cet accord, limiter au maximum l'émigration des jeunes hommes mobilisables, et cherche également à garder de bonnes relations franco-portugaises. Chacun des deux pays dut faire des concessions : la France n'avait pu obtenir l'installation de l'Office National de l'Immigration à Porto, ni la pleine libération de l'émigration. Le Portugal n'avait pu obtenir l'engagement d'une suppression des régularisations, ni un quota d'émigrés portugais inférieur à 30 000 par an.

⁵⁴ La « Junta de Emigração » était l'administration responsable de l'émigration, installée en 1947. Elle attribuait les passeports d'émigrants avec beaucoup de parcimonie, après avoir contrôlé la situation judiciaire du demandeur ainsi que bien évidemment sa loyauté politique au gouvernement salazariste.

On se rendit compte rapidement que l'accord ne s'appliquait pas correctement et que, notamment, aucune des parties ne respectait les clauses les plus importantes.

Du côté portugais, on cherchait à limiter la portée de l'accord. La « Junta de Emigração », continuait à distribuer des passeports au compte gouttes. Elle exigeait un double contrôle des certificats de moralité par les autorités locales et la police politique, la PIDE⁵⁵. En 1967, devant l'accélération des départs illégaux, le gouvernement portugais établit de nouvelles restrictions à l'émigration qui fut alors interdite « à ceux qui exerçaient des métiers indispensables à la vie économique nationale » autant dire, pratiquement toutes les professions.

Cependant, le Portugal, saigné par la guerre coloniale, était pris dans un dilemme : il désirait endiguer l'hémorragie démographique dans les campagnes mais il avait également besoin, pour relancer l'économie, des devises de ses émigrants qui envoyaient de l'argent à leurs familles restées aux pays. Le gouvernement multipliait les amendes et les emprisonnements pour montrer son opposition aux départs illégaux mais ne démantelait qu'un petit nombre de réseaux de passeurs. Une politique contradictoire, que l'on peut mettre sur le compte de la corruption des petits fonctionnaires, du peu d'effectifs autour de la surveillance des frontières mais aussi de la complicité des fonctionnaires qui comprenait la nécessité de l'émigration. La politique migratoire du Portugal fut donc marquée dans les années 60 par des contradictions plus ou moins fortes suivant les années ou les régions du

⁵⁵ La Polícia Internacional de Defesa do Estado (PIDE), Police Internationale de défense de l'Etat, était la police politique de l'État portugais pendant la dictature de Salazar. Créée en 1933 comme police politique sous le nom de Polícia de Vigilância e de Defesa do Estado (PVDE), Police de Vigilance et de Défense de l'État, elle était chargée de surveiller le peuple, les opposants au régime et de faire appliquer la censure. Également présente dans les colonies africaines pendant les guerres coloniales portugaises, elle n'hésitait pas à exécuter des soldats suspectés de trahison

Portugal. Tout en conservant ses appuis traditionnels farouchement opposés à l'hémorragie de main-d'œuvre, le régime put recevoir l'argent des émigrés, indispensable pour le déroulement des guerres coloniales et le développement économique du pays.

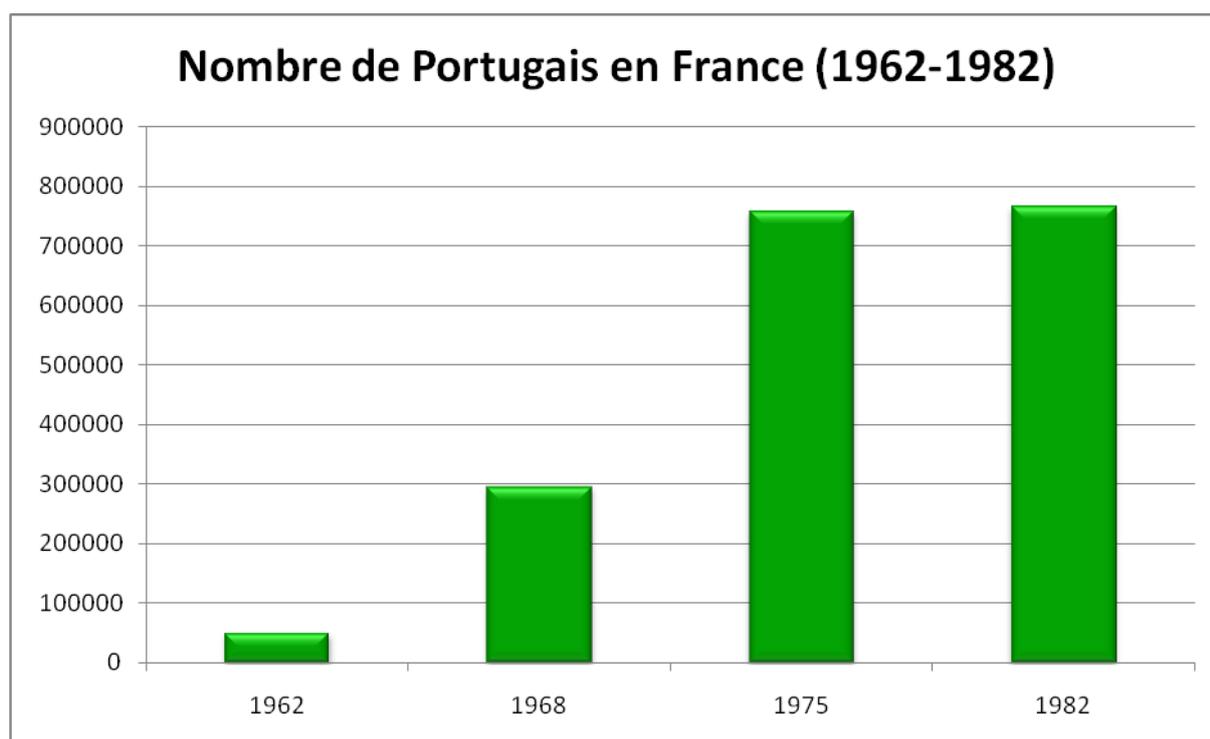
La régularisation française d'une immigration clandestine.

En France, parallèlement aux blocages et freinages de l'immigration portugaise, le gouvernement français, ayant besoin de main-d'œuvre pour répondre au développement économique, décide de régulariser les immigrés portugais arrivés clandestinement sur le sol français, « *en continuant à poursuivre les passeurs et les trafiquants* ». A la fin des années 60, on installe dans la gare d'Hendaye des antennes des ministères de l'Intérieur et du Travail pour régulariser et assurer le recrutement dans les grandes industries des travailleurs arrivant sans visa, sans promesse d'embauche et parfois même sans papier d'identité. On leur délivre un récépissé en vue de leur régularisation, une promesse d'emploi et un titre de transport leur permettant de se rendre au lieu d'embauche.

Chaque année, le nombre d'entrées régulières augmente au fur à mesure que le gouvernement portugais freine l'émigration légale. En 1961, elles représentaient 25% des arrivées. En 1965, elles atteignent plus de 80% des arrivées. Le gouvernement portugais et Salazar en personne reprochent au gouvernement français ces régularisations en nombre. En réponse à ce petit jeu hypocrite, le gouvernement français n'étend pas aux travailleurs portugais les restrictions à l'immigration. Les entrées irrégulières atteignent leur paroxysme en 1970 où elles représentent plus de 90% des arrivées et jusqu'en 1972, les Portugais furent donc très facilement régularisés sur le sol français.

Après la mort de Salazar en 1971, un nouvel accord de main-d'œuvre fut signé par son successeur, Marcelo Caetano⁵⁶ pour limiter cette émigration illégale. Ce nouvel accord prévoyait l'entrée de 65 000 Portugais par an, ce qui était encore en dessous des chiffres, et, le système d'immigration clandestine étant bien en place, les entrées irrégulières continuèrent.

En 1977, un nouvel accord fut signé par le régime démocratique instauré après la Révolution des Œillets. Cependant, dans cet accord, il n'est plus question d'organiser la vie des Portugais vivant en France, et, en même temps, on amorce une « politique de retour » auquel le Portugal semble vouloir répondre à l'aube d'une crise économique. Les retours restèrent cependant très limités : en 1975, on compte 760 000 Portugais en France. En 1982, ils sont 770 000 et forment un cinquième de la population étrangère.



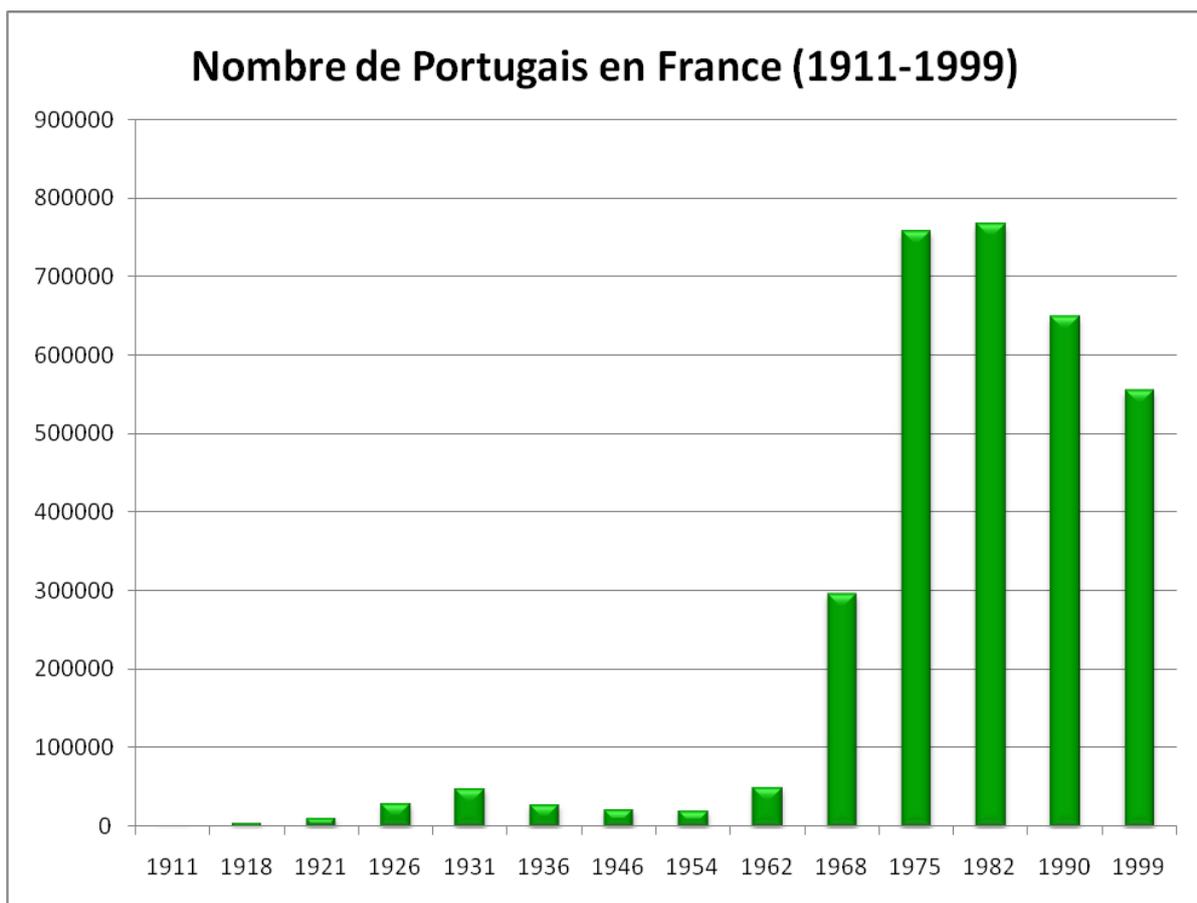
Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

⁵⁶ Marcello Caetano (1906 - 1980) fut un homme politique portugais, qui après avoir été un conseiller de Salazar, prit part à l'élaboration de la constitution en 1933. Il remplaça Salazar à la tête du pays en 1968 et fut chassé du pouvoir par la Révolution des Œillets en 1974.

Le premier janvier 1986, le Portugal et l'Espagne entrent dans la Communauté Européenne. Cet événement industrialise fortement le Portugal et relance l'économie du pays, mis à mal par le régime salazariste.

Avec la Révolution des Œillets en 1974 et l'entrée du Portugal dans l'UE, la relance économique permet au Portugal de devenir à son tour un pays d'immigration. L'émigration vers la France ralentit fortement.

Cependant, même si les flux migratoires diminuent, le nombre d'étrangers portugais en France se stabilise dans les années 80 pour diminuer légèrement dans les années 90, mais restant nettement au dessus de 500 000.



Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

Les Portugais de France.

Il existe de nombreux témoignages aujourd'hui dans la littérature française et portugaise de cette émigration clandestine vers la France. Elle est communément connue sous le nom d'« A Salto »⁵⁷. On comprend dès lors les conditions terribles endurées par les migrants pour venir du Portugal. Les traversées se faisaient principalement à pied, et duraient entre une dizaine de jours et trois semaines. Le plus souvent à la solde de passeurs peu scrupuleux, payés avec les économies d'une vie, les migrants portugais se retrouvaient entassés dans des camions ou devant marcher la nuit à travers l'Espagne de Franco sur plus de 700 kilomètres pour ne pas être arrêtés par la police.

Ces conditions dantesques n'auguraient pas pour autant un avenir de tout repos en France. Il n'existait aucune certitude quant à trouver du travail une fois arrivé, mais les rêves d'Eldorado ou la volonté d'échapper aux guerres coloniales portugaises poussèrent quand même des centaines de milliers d'hommes à entreprendre ce terrible parcours.

A présent, intéressons-nous aux différents modes d'implantation de cette troisième « génération » de Portugais en France à partir des années 60.

Les travailleurs immigrés.

Bien qu'issus majoritairement d'un monde paysan, ces Portugais pour la plupart d'entre eux, sont employés dès leur arrivée en France par des industries en manque de main-d'œuvre. Mieux rémunérés que dans des

⁵⁷ « A salto » signifie « en sautant » en portugais : en effet, il faut traverser deux frontières pour venir en France du Portugal. Les Portugais parlent également du « Passeport de lapin » pour imager cette immigration clandestine.

emplois agricoles, ils choisissent plus volontiers de travailler dans les industries automobiles (en région parisienne, à Sochaux, dans les usines Michelin de Clermont-Ferrand) ou dans des industries de taille plus modeste.

L'autre secteur professionnel privilégié est le milieu du bâtiment et des travaux publics, où dans les années soixante, ils apparaissent proportionnellement plus nombreux que les autres groupes d'immigrés. Ainsi, l'immigration portugaise participe majoritairement à la construction de gros œuvres entrepris dans les années 60 et 70, tels que le RER ou la Tour Montparnasse en région parisienne.

Les femmes s'employèrent plutôt dans les fermes et certaines usines, mais surtout dans les services aux particuliers et les loges de concierges. Ainsi, en 1968 à Paris, les femmes portugaises représentaient un tiers des femmes de service.

Secteur d'activité	Pourcentage
Bâtiments et Travaux publics	45,90%
Agriculture, pêche et sylviculture	15,50%
Hygiène et personnel domestique	9,10%
Métallo-mécanique	7,20%
Bois et meubles	3,50%
Industries chimiques et du caoutchouc	3,30%
Céramique (matériaux de construction)	3,20%
Industries textiles	2,60%
Commerce non alimentaire	1,50%
Industries agricoles et alimentaires	1,20%
Industries diverses	1,10%
Mines	1,10%
Vêtements et étoffes	0,70%
Production de métaux	0,40%
Autres secteurs d'activités	3,70%
Total	100%

Répartition des travailleurs portugais entrés en France en 1967 :

Source : Cravo António, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Op. Cit.

Année	Femmes de services (pourcentage)
1963	70,40%
1964	65,00%
1965	72,30%
1966	64,80%

Répartition de main-d'œuvre féminine portugaise en France (1963-1966) :

Source : Cravo António, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Op. Cit.

Le temps des baraquements.

Les immigrants portugais arrivés dans les années 50 et 60 n'avaient pas de réseaux solides et anciens d'implantation en France qui auraient facilité leur installation. Ainsi, contrairement aux Algériens, aux Italiens ou aux Espagnols arrivant en France durant la même période et qui trouvaient alors de nombreux compatriotes habitués de longue date aux règles françaises, les Portugais arrivant souvent directement de leur village, ignoraient tout de la société dans laquelle ils débarquaient. Non seulement la langue leur était inconnue, mais également les formalités administratives, et plus encore, leurs droits.

Leurs conditions d'entrée en France les enfermèrent un certain temps dans des réseaux de relations limitées, tandis que l'espoir d'un retour rapide au pays incitait un très grand nombre à économiser de façon excessive. Par ailleurs, les modestes réseaux d'accueil formés par les immigrants au début des années 50 sont très vite débordés par les entrées de plus en plus massives.

L'ensemble de ces conditions, jointes à la pénurie de logements dans les grandes zones urbaines françaises (en particulier dans la région parisienne), explique que beaucoup d'entre eux vécurent dans des conditions très

précaires, c'est-à-dire généralement des logements insalubres et surtout dans des bidonvilles. Ces conditions de vie précaires tenaient aussi au fait qu'ils envoyaient la majeure partie de leurs salaires au Portugal pour entretenir l'espoir d'un retour. Ainsi, ils économisaient de façon drastique pour faire construire une maison au Portugal ou pour y acheter un lopin de terre.

En 1965, un cinquième des habitants des bidonvilles de France étaient des Portugais et de nombreux autres vivaient dans des logements de fortune comme des baraques de chantier, des foyers d'entreprise, ou encore des bâtiments agricoles ou des caves aménagées.

C'est dans la région parisienne que l'on en trouvait le plus grand nombre en bidonvilles, la plupart du temps à côté d'autres immigrés espagnols ou algériens, parfois dans des zones entièrement portugaises, comme le bidonville de Champigny sur Marne.⁵⁸

Ainsi, lors d'une enquête réalisée par la Préfecture de la Seine en 1965 sur les Portugais dans les bidonvilles de la région parisienne, sur 40 000 dénombrés dans le département, plus de 15 000 habitants vivaient dans des bidonvilles.

Malgré ces conditions précaires, la vie s'organisait et ces bidonvilles devenaient finalement le lieu d'un véritable « marché du travail », où des employeurs venaient recruter couramment de la main-d'œuvre. Par ailleurs, les premières formes de solidarités s'organisèrent d'elles-mêmes avec la mise en place de micro-commerces comme des « épiceries », des « coiffeurs-barbiers » et des « tavernes ». Ces formes d'auto-organisation étaient l'occasion de faire la fête et de parler du pays.

⁵⁸ Le bidonville de Champigny sur Marne (Val-de-Marne) était devenu au début des années 60 le plus grand bidonville de France. Passant de 600 habitants en 1961 à près de 12 000 habitants en 1964, il était devenu une « plaque tournante » de l'immigration portugaise.

Si une grande majorité de Portugais ne vécurent pas dans ces baraquements, l'histoire des bidonvilles fait partie de la mémoire de l'immigration portugaise.

Les premiers points d'ancrage des immigrés portugais en France.

Jusqu'au milieu des années 60, les responsables administratifs, les élus municipaux et nationaux, l'ensemble même de la société française, ignorèrent presque totalement l'existence extrêmement difficile des immigrés portugais.

A partir de 1964, la prise de conscience de la précarité de leurs conditions d'existence, de leur nombre croissant dans certaines communes ou sur certains chantiers, de leur méconnaissance de la société française, de certains drames des voyages "a salto", jeta brusquement un coup de projecteur sur des événements humains ignorés jusque là.

Parallèlement à la multiplication des articles de presse, des émissions de radio, de télévision, et même à la sortie d'un film "O Salto" en 1967, l'administration française, les municipalités, les syndicats et des associations militantes et humanitaires cherchèrent à apporter des solutions à ces nouveaux immigrants.

Ainsi, très rapidement, les communes où étaient implantés les bidonvilles durent faire des choix politiques assez compliqués, entre la volonté de voir ces logements précaires disparaître au plus vite et l'exigence des mesures d'aménagement à court terme. De plus, de nouvelles associations, comme les ASTI⁵⁹, se structurent à l'occasion d'événements dramatiques vécus par les

⁵⁹ Le mouvement des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI) est né dans les années 60 en réaction aux conditions d'accueil et de traitement faites aux immigrés. Il prône la solidarité entre Immigrés et Français pour l'égalité des droits.

La Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) fédère plus de 60 ASTI, réparties dans toute la France.

immigrés portugais et œuvrent ainsi pour un relogement dans le respect des habitants de ces bidonvilles.

A partir de 1960, les déclarations gouvernementales sur la disparition des bidonvilles se succédèrent régulièrement. A l'Assemblée Nationale en 1964, on évoqua pour la première fois la notion de "grands ensembles" comme palliatif à l'habitat précaire lors d'une séance de travail destinée à préparer une future loi sur "l'expropriation de terrain dans les bidonvilles". Il fallait supprimer ces zones de marginalité pour des raisons avant tout morales, afin d'éviter l'exclusion.

Les propos d'André Fanton, rapporteur à l'Assemblée Nationale reflètent l'esprit général : *"L'existence aux portes de très nombreuses villes de ce que l'on appelle dans le langage courant "bidonville" est particulièrement scandaleuse au XXème siècle. Les conditions dans lesquelles vivaient des êtres humains sur ces terrains depuis très longtemps abandonnés ont pu paraître peu choquantes à l'origine parce qu'ils y logeaient dans des baraquements provisoires. Mais ces conditions se sont rapidement aggravées, d'autres familles s'y étant installées dans des abris de fortune, consolidés tant bien que mal. Et c'est cet ensemble qui a formé les bidonvilles qui peuvent être considérés comme la honte de nos cités"*⁶⁰.

Ces travaux aboutirent à la loi Debré du 14 décembre 1964 dont le principal objet était l'éradication des bidonvilles.

La destruction des bidonvilles fut donc officiellement entamée à partir du vote de la loi Debré, en 1964, mais elle ne démarra véritablement qu'à partir de 1966 après la promulgation de la loi Nungesser.

Cette destruction se heurta alors à de nombreuses réticences de certains habitants de bidonvilles, et tout particulièrement des Portugais, hostiles pour

⁶⁰ Débats parlementaires, Journal Officiel, séance du 26 juin 1964.

des raisons diverses et complexes aux relogements autoritaires organisés par l'administration.

Cette résorption dura jusqu'au milieu des années soixante-dix, malgré une forte accélération après juin 1968. De nombreux Portugais ont pendant longtemps opposé une résistance silencieuse aux mesures de relogement, recréant souvent des "micro-bidonvilles" hors de la juridiction administrative de la résorption mais au fil des années 70, on observe leur disparition totale en France.

L'Eglise de France et les Portugais.

L'arrivée rapide de milliers de Portugais mit l'Eglise de France devant des responsabilités auxquelles elle n'était pas préparée. En effet, les prêtres portugais au cours des années 60 n'étaient qu'une dizaine en France et de très nombreux immigrés avaient un immense besoin de secours spirituel et d'entraide humaine.

Or, à cette époque, il existait une très grande différence entre l'Eglise du Portugal et l'Eglise de France. La première était encore très tournée vers les aspects autoritaires et conservateurs prônés par la dictature de Salazar alors que la seconde s'engageait plutôt dans un élan de réforme, suivant ainsi celle du Concile de Vatican II.⁶¹

Stimulée par des initiatives individuelles, notamment dans la région parisienne, l'Eglise de France fit un grand effort d'adaptation linguistique et

⁶¹ Le II^e concile œcuménique du Vatican, plus couramment appelé « Vatican II » est généralement considéré comme l'événement le plus marquant de l'histoire de l'Eglise catholique au XX^e siècle, symbolisant son ouverture au monde moderne et à la culture contemporaine faite de progrès technologiques considérables et d'émancipation des peuples.

humaine. Ainsi, près de quatre-cents prêtres et religieuses apprirent le portugais et il fallut trouver une pastorale adaptée à cette population de paysans immigrés, projetée par la force des choses dans la vie urbaine et ouvrière.

En Ile-de-France, cette prise en charge pastorale incombait au SITI⁶², et de fortes solidarités se développèrent autour d'une revue rédigée en portugais par des pratiquants catholiques français et portugais, qui s'intitulait « Presença Portuguesa »⁶³.

Le syndicat et le travailleur portugais.

Au Portugal, l'univers du travail est différent de celui que l'on connaît en France dans les années 60. Ainsi, on y travaille beaucoup, pour de très faibles rémunérations avec très peu de droits sociaux, et où des syndicats indépendants ont été bannis par la dictature.

Arrivés le plus souvent dans l'illégalité en France, et ignorant autant la langue que leurs droits, les immigrés portugais sont surtout désireux de gagner rapidement de l'argent pour pouvoir rentrer au plus vite au pays. Ainsi, ils acceptent sans hésitation des emplois contraignants avec des conditions d'horaires et de rémunération fréquemment bien plus difficiles que celles des emplois proposés aux Français.

De plus, comme beaucoup d'autres immigrés, les Portugais ne s'engagent que très difficilement dans les luttes ouvrières, et leur attitude vis-à-vis des syndicats reste le plus souvent déterminée par le niveau de syndicalisation de

⁶² Le Service Interdiocésain pour les Travailleurs Immigrés (SITI) fut fondé en 1964

⁶³ Née en 1965, la revue « Presença Portuguesa » tira à plus de 10 000 exemplaires et était diffusée dans de nombreuses régions de France.

l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Ainsi, dès 1963, la CGT publie une revue à l'attention des Portugais, « O Trabalhador ».

Les grèves de 1968 effrayèrent de nombreux Portugais qui préférèrent rentrer dans leur pays, mais elles permirent également la syndicalisation d'autres travailleurs, déclenchant alors un véritable militantisme. Dans les années 70, on put apercevoir des ouvriers portugais participant activement à de grands mouvements de grèves, notamment à l'usine de Renault-Flins, où, aujourd'hui, les grands centres syndicaux ont des permanences portugaises.

Le rapport aux luttes anticoloniales et antifascistes.

Comme nous l'avons vu, les années 60 virent arriver en France une génération d'opposants au régime portugais. En effet, c'est la guerre coloniale portugaise qui provoqua l'arrivée des jeunes militants, nouveaux exilés, dont très peu demandèrent le statut de réfugiés politiques⁶⁴. Ces exilés préféraient se fondre dans la masse des travailleurs.

Jusqu'au début des années 70, ces exilés eurent du mal à se faire entendre, la dictature de Salazar ayant réussi, bien mieux que la dictature espagnole franquiste, à faire oublier sa nature totalitaire.

La plupart des ces Portugais se répartissaient en de nombreux groupes de la gauche et de l'extrême-gauche portugaises, aux tendances diverses et variées. Ils mirent en place des comités de soutien aux « insoumis, réfractaires et déserteurs ». A partir de 1968, ces activités militantes furent stimulées non seulement par l'essor des luttes et des mouvements sociaux en France, mais également par le renouveau d'une opposition au Portugal. Ainsi, entre 1964 et

⁶⁴ En effet, ce statut était difficilement attribué à tous ceux qui en faisaient la demande et, en raison du nombre d'exilés politiques, les chances d'obtenir ce statut étaient infimes.

1974, plus d'une cinquantaine de publications en portugais furent recensées⁶⁵, et les liens noués entre militants français et portugais pouvaient apparaître dans des revues comme « Portugal en lutte » ou « Luta/Lutte ». De plus, des personnalités comme Jean-Paul Sartre ou Marguerite Duras acceptèrent de prendre la responsabilité légale de certaines de ces publications.

Enfin, certains de ces groupes engagés tentèrent de tisser des liens avec les immigrants « économiques » à travers des actions ou des activités culturelles, qu'ils s'agissent de groupes de gauche ou d'extrême-gauche. Ces liens furent tissés avec plus moins de succès en fonction des actions menées, des périodes ou des régions géographiques.

La vie associative portugaise.

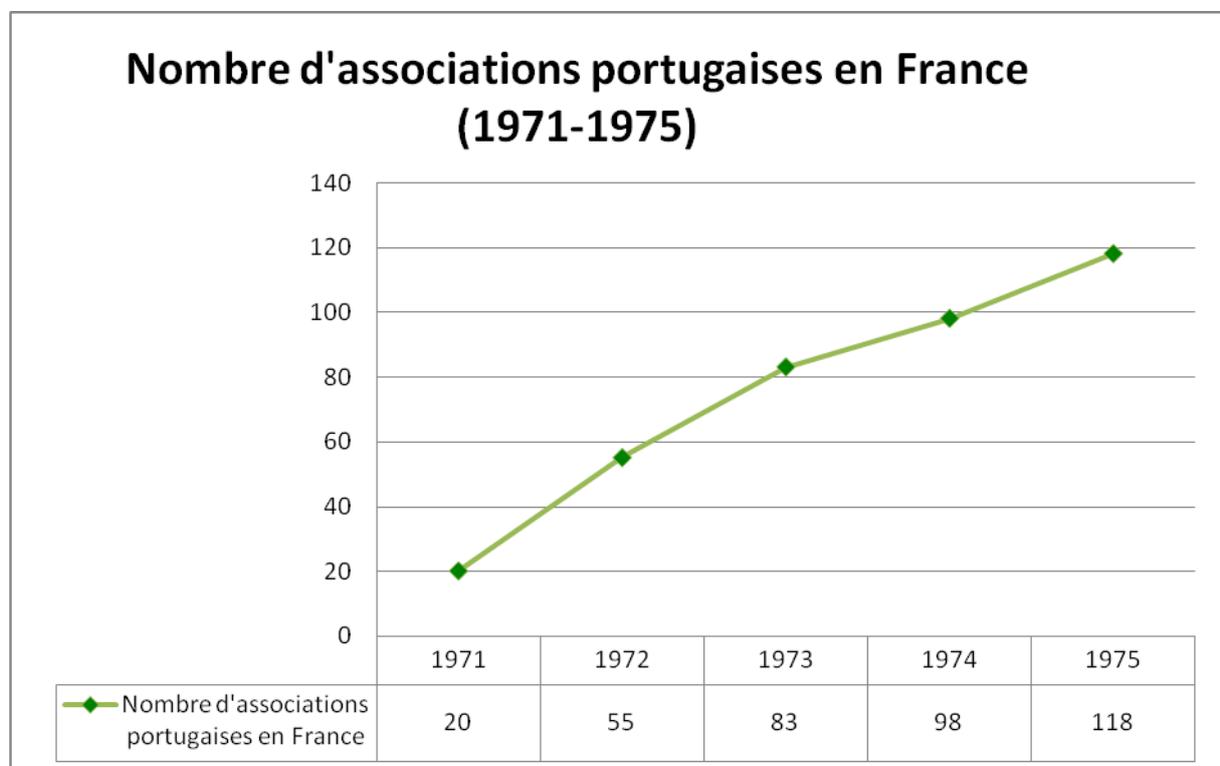
Si l'on s'intéresse à l'immigration portugaise, on se retrouvera inévitablement confronté au fourmillement associatif des Portugais. Ainsi, sur un plan national, du milieu des années 60 aux lendemains de la Révolution des Œillets, une première génération d'associations se sont mises en place. Elles avaient chacune des vocations différentes et se situaient sur tout l'échiquier politique, culturel et social.

Fondée en 1962, la première association portugaise en France, lié au Parti communiste français fut l'AOP (Association des Originaires du Portugal). D'autres associations, comme des groupes culturels aux perspectives d'éducation populaire, ou des associations de type « amicales » sont fondées et animées par les immigrés eux-mêmes.

⁶⁵ Parmi lesquelles « Acção popular », « Acção Revolucionaria » ou « A Voz do Desertor ».

Ces associations se sont de plus en plus développées dans les années 70, au fur et à mesure que les Portugais de France comprenaient qu'ils ne rentreraient pas rapidement au pays.

Au total, on comptait une vingtaine d'association en 1971, une cinquantaine en 1972, plus de quatre-vingt en 1973 et plus d'une centaine en 1975, avec le changement de gouvernement au Portugal qui fut la source de bouleversements associatifs en France.



Source : Cravo António, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Op. Cit.

Dès 1974, le nombre de Portugais en France se stabilise, entre une immigration toujours aussi forte et les naturalisations françaises et les retours aux pays. Par ailleurs, les primo-arrivants sont dorénavant devenus des parents et la communauté portugaise se met en place avec des enfants issus de ces immigrants portugais.

L'assimilation républicaine fait son œuvre, mais par le biais d'un mouvement associatif dynamique, les Portugais vont tenter de maintenir les liens identitaires et de revendiquer leur appartenance culturelle.

Comment va fonctionner ce mouvement associatif portugais à Bordeaux ? Quelles vont être les places tenues par les sports ou par les activités physiques traditionnelles et artistiques ?

Voyons tout d'abord comment s'est organisée l'immigration en Aquitaine et notamment à Bordeaux, puis essayons de comprendre les spécificités portugaises avant de nous intéresser au mouvement associatif portugais.

Chapitre 4

L'immigration en Aquitaine : une singularité portugaise ?

Depuis de nombreuses années maintenant, la France est une terre d'immigration. En effet, nous avons vu les différents courants migratoires venus en France en vue d'un asile politique ou d'une meilleure situation économique.

L'Aquitaine connaît-elle une histoire de l'immigration similaire à l'histoire nationale ? Existe-t-il des particularités propres à cette région ? Les Portugais se sont-ils installés en Aquitaine ?

La région aquitaine se compose administrativement de cinq départements : la Gironde, les Landes, les Pyrénées Atlantiques, le Lot-et-Garonne et la Dordogne. Son chef-lieu, Bordeaux, en est la plus grande ville. Selon l'INSEE, en 2006 l'Aquitaine compte plus de 3 millions d'habitants, soit 5% de la population française totale.

Tout comme le tourisme, l'agriculture et la sylviculture jouent un rôle majeur dans cette région composée de grandes zones rurales. Cependant, Bordeaux est également un centre économique important, avec quelques industries aéronautiques, pharmaceutiques, et bien sûr vitivinicoles. Un cadre industriel et des régions agricoles sont sans doute des conditions propices à l'immigration, d'autant que l'Aquitaine est une région maritime frontalière avec l'Espagne.

Notre question est donc la suivante : quels ont été les travaux faits autour de l'histoire de l'immigration aquitaine et quelle histoire de l'immigration portugaise pouvons-nous écrire à Bordeaux ?

L'immigration : un sujet d'étude qui n'intéresse pas les historiens aquitains.

Très tôt, les phénomènes migratoires en Aquitaine ont d'abord été étudiés par les géographes. En effet, intéressés par les aspects démographiques, voire économiques, de l'immigration, la géographie a su produire rapidement plusieurs études autour des flux migratoires en Aquitaine. Plus tard, les aspects sociaux et culturels de l'immigration ont piqué la curiosité des chercheurs spécialistes en ces domaines. Des premiers travaux de sociologie réalisés sur l'immigration aquitaine ont été alors réalisés. Ainsi, sous l'impulsion de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, une série d'ouvrages a été publiée dès les années 80. Intitulées « l'Aquitaine, terre d'immigration », ces publications regroupaient de nombreuses recherches, sous l'angle de disciplines différentes, telles que la géographie, la sociologie, la démographie et parfois même l'histoire. Différents acteurs du monde immigré furent parfois appelés à intervenir sur différents sujets⁶⁶. Chaque ouvrage était alors concentré sur un fait précis de l'immigration, comme par exemple l'immigration portugaise.

Peu de recherches ont été néanmoins produites sur l'histoire de l'immigration en Aquitaine, au regard de la très vaste production sociologique (notamment sur l'immigration nord-africaine) : certains travaux historiques réalisés par les sociologues eux-mêmes pour montrer une certaine évolution et ainsi étayer leurs hypothèses, d'autres travaux par des historiens, comme Pierre Guillaume⁶⁷. Néanmoins, on trouve des travaux historiques intéressants sur l'immigration en Aquitaine, mais davantage orientés vers l'implantation immigrée en zone rurale, notamment l'immigration italienne. Cette

⁶⁶ Bernard Rivière, « Tête de Turcs ? Têtes de Portugais en Aquitaine », *Des Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1990, pp. 301-306.

⁶⁷ Pierre Guillaume, « Les étrangers en Aquitaine », *Historiens et Géographes*, n°384, 1997, pp. 297-307.

immigration, principalement dans les années 20, a très souvent véhiculé une revendication particulière : la fuite du régime mussolinien par les antifascistes italiens. Ainsi, aujourd'hui, ce sont essentiellement les descendants de ces familles italiennes qui sont les plus soucieux de découvrir ces revendications, de comprendre les différentes motivations qui ont provoqué ces départs ou encore de travailler sur les différentes conditions de vie des immigrés italiens en Aquitaine. C'est donc en se penchant sur l'histoire et la mémoire de l'immigration italienne en Aquitaine que ces différentes histoires sont étudiées.

On voit donc qu'en dehors de l'immigration transalpine, il existe très peu de travaux autour de l'histoire de l'immigration en Aquitaine ou à Bordeaux, et encore moins autour de l'histoire de l'immigration portugaise. Essayons néanmoins de dresser une histoire de l'immigration à Bordeaux.

L'Aquitaine, terre d'immigration ?

Selon Pierre Guillaume, l'Aquitaine connut une immigration très importante avant la Seconde Guerre mondiale⁶⁸. En effet, en 1946, l'Aquitaine comptait parmi sa population 4,75% d'étrangers alors que la population française n'en comptait que 4,38%. Ce chiffre supérieur à la moyenne montre ainsi que les débuts de l'immigration en Aquitaine ne datent pas de la deuxième moitié du XXe siècle mais de bien avant cette période.

Pour retrouver les premières traces d'une immigration à Bordeaux, il faut remonter très loin. En effet, l'histoire de Bordeaux fut régulièrement ponctuée par une occupation anglaise. Elle fut du reste l'amorce d'un grand développement économique de la région autour des activités vitivinicoles.

⁶⁸ Pierre Guillaume, op. cit.

Bordeaux était alors une ville riche. Son importance économique s'amplifie au cours du XVIIIe siècle grâce au commerce avec les colonies africaines et outre-Atlantique. Son rayonnement touche toute la région et suscite l'intérêt des autres villes avoisinantes.

Dès la fin de l'ancien régime, Bordeaux abrite une forte communauté protestante, communauté qui fait fleurir le commerce maritime bordelais. Ce commerce ainsi que la culture du vin attire dès le XIXe siècle une immigration du travail, immigration française tout d'abord avec des Auvergnats, des Pyrénéens, puis des Espagnols. Ces derniers commencent à s'installer en groupe dans le quartier Saint-Michel, un lieu insalubre et déserté par la population bordelaise attirée plutôt par le quartier Saint-Pierre et le quartier des Chartrons. Les Espagnols s'installent aussi de l'autre côté de la rive, près de la Bastide.

Dans l'immigration espagnole, on confond très tôt au cours du XIXe siècle les immigrés venus pour trouver du travail avec les immigrés intellectuels fuyant certaines persécutions en Espagne, comme Goya⁶⁹ par exemple.

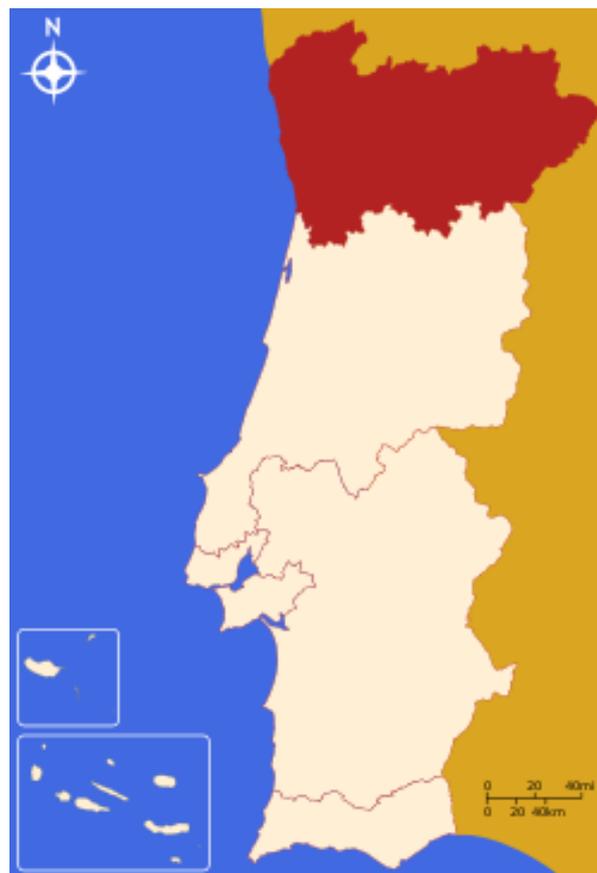
La bourgeoisie bordelaise fut très rapidement anglophile, en raison du cosmopolitisme de Bordeaux, mais aussi de la longue histoire qui reliait la ville à l'Angleterre. Ainsi, très tôt, les sports modernes furent importés d'Angleterre, et Bordeaux fut l'une des premières villes de France à pratiquer le tennis ou le football. Les immigrés espagnols ne furent pas en reste, créant rapidement des associations de football comme le « Club Desportivo Espagnol Bordeaux » (CDEB)⁷⁰, ou encore « l'Hispano-Bastidienne Bordeaux », club créé de l'union du CDEB et d'un autre club non-espagnol.

⁶⁹ Francisco de Goya (1746-1828) fut un peintre et graveur espagnol. Il quitta l'Espagne pour des raisons politiques le 24 juin 1824 pour s'installer à Bordeaux, lieu d'exil d'autres espagnols. Il y mourut en 1828 à l'âge de 82 ans.

⁷⁰ Le CDEB fut l'un des seuls clubs d'origine étrangère à avoir participé dans les années 30 au championnat de France professionnel de football.

En 1911, l'Aquitaine compte 80% d'Espagnols parmi ses étrangers. En 1936, on n'en recense plus que 40%. Dans les années 50, la population espagnole augmente légèrement, stagne dans les années 60, puis décline dès les années 70⁷¹. Cette baisse du nombre d'Espagnols s'explique par la fin du régime franquiste et le nouvel essor économique que connaît l'Espagne.

Comme en France, l'immigration portugaise arrive en masse en Aquitaine dès les années 60. Pierre Guillaume parle alors de « phénomène de substitution » à l'immigration espagnole⁷². En effet, dès que celle-ci se met à décliner, l'immigration portugaise arrive en Aquitaine. Les immigrés portugais viennent principalement des régions du nord du Portugal, notamment de la sous-région du Minho-Lima.



Localisation de la région nord du Portugal

⁷¹ Pierre Guillaume, op. cit.

⁷² Pierre Guillaume, op. cit.

Très rapidement, les Portugais s'installent à Bordeaux dans les quartiers « espagnols ». Ce phénomène s'explique par deux raisons. Tout d'abord, la proximité culturelle entre les deux pays de la péninsule ibérique fait que les immigrés portugais ont dans un premier temps été attirés par les lieux d'entre-soi espagnols. Ensuite, le retour au pays et l'intégration progressive des Espagnols laissent la place libre dans ces quartiers d'immigrés, notamment le quartier Saint-Michel de Bordeaux.

Dans un premier temps, ce sont les hommes portugais qui immigreront seuls pour trouver du travail en Aquitaine. Comme ailleurs en France, ils travaillent dans de mauvaises conditions, avec des emplois difficiles, souvent mal rémunérés. Ils espèrent ainsi gagner un maximum d'argent le plus rapidement possible pour rentrer au pays. Cependant, ils sont rapidement rejoints, à l'orée des années 70, par leurs femmes qui viennent la plupart du temps trouver des emplois de femmes de services.

On remarque cependant que l'immigration portugaise n'a pas suivi entièrement la trajectoire nationale à Bordeaux. En effet, comme nous l'avons vu, dans les années 60, les Portugais arrivant en France ont souvent du s'installer dans des bidonvilles, notamment en région parisienne⁷³. Bordeaux, grâce à ses anciennes vagues migratoires disposait déjà de bâtiments pour « accueillir » les Portugais.

La région évite en partie l'explosion des bidonvilles en périphérie. Néanmoins, les conditions de vie dans le quartier Saint-Michel dans les années 60 ne sont pas non plus les meilleures. Le quartier est sale, les logements sont parfois vétustes et insalubres et il y a de nombreuses épidémies. Néanmoins, ces quartiers présentent pour les immigrés le double avantage d'être situés entre

⁷³ Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Paris, Autrement, 1995.

le port, encore centre économique de Bordeaux, et le marché des Capucins. De plus, comme dans la vie en bidonville, les immigrés essayent de faire de ces quartiers des endroits chaleureux. Toute occasion est bonne pour se retrouver, dans un bar, chez quelqu'un, afin de faire la fête et de parler du pays en portugais. A propos du quartier Saint-Michel, Maria Emilia Gilbert écrit :

« Ce vieux quartier populaire témoigne ainsi de sa tradition d'accueil en attirant par ses loyers bon marché une population à faible ressource qui trouve là les meilleures possibilités d'une adaptation progressive à la société française sans se détacher brutalement de son environnement originel »⁷⁴.

Jusqu'à la fin des années 70 et au début des années 80, les Portugais qui sont arrivés à Bordeaux ne pensent pas s'installer durablement. Cependant, les années passent, les habitudes se prennent, les familles se créent ou se retrouvent grâce au regroupement familial et la volonté d'un séjour court en France est vite rattrapée par la réalité. Le retour au pays risque d'être de plus en plus difficile : les enfants se sentent français, les habitudes et les liens sont créés avec d'autres gens, qu'ils soient portugais ou français.

En 1982, on recense 7400 Portugais dans la CUB⁷⁵. Ces chiffres sont cependant issus d'un sondage au ¼ et ne sont pas entièrement fiables d'autant qu'ils semblent sous-évalués par rapport à la réalité du terrain⁷⁶. Selon le recensement, 71% des Portugais de la CUB sont des ouvriers et 18% occupent des emplois dans des services directs aux particuliers. Au sein de la

⁷⁴ Marie Emilia Gilbert, « Les Portugais dans l'agglomération de Bordeaux », *Des Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1990, pp. 67-92, p. 77.

⁷⁵ INSEE, recensement de 1982.

⁷⁶ Joël Pailhé, « Combien de Portugais en Aquitaine », *Des Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1990, pp. 25-36.

population étrangère, c'est dans le secteur du bâtiment qu'ils sont le plus représentés.

Les Portugais finissent par réaliser que si retour au pays il y a, ce sera lorsque leurs enfants seront plus âgés et qu'eux-mêmes seront à la retraite. Cette période marque un double tournant. Au Portugal, pour préparer ce retour dans de nombreuses années, les immigrés portugais envoient leur argent gagnés en France pour faire construire une maison et y vivre plus tard leur retraite. A Bordeaux, la situation précaire des quartiers immigrés les oblige à envisager un déménagement. En effet, les conditions ne sont pas idéales pour les enfants et par souci de confort pour leurs familles, les Portugais décident de changer d'habitats. Or les loyers les plus abordables se situent en périphérie de la ville dans des communes comme Cenon, Bègles ou Mérignac.

On observe ainsi dans les années 80 un déplacement progressif des Portugais qui désertent les quartiers populaires, comme Saint-Michel, pour la banlieue. Ils comprennent dès lors que le séjour en France durera longtemps, voire définitivement.

En marge de ce déplacement interne des populations, les frontières européennes s'ouvrent, le Portugal intègre l'Union Européenne, et les routes se développent. La plupart des Portugais vivant à Bordeaux vont au Portugal lors des vacances d'été, pays alors en plein essor économique. Ces voyages annuels, où les Portugais immigrés emmènent leurs enfants, sont le plus souvent l'occasion pour ces enfants de découvrir le pays de leurs parents, de connaître leur famille et ainsi connaître leurs racines. Par ailleurs, le développement économique incite de nombreuses familles à revenir au pays mais ces départs sont équilibrés par l'arrivée en Aquitaine de nouveaux travailleurs portugais.

Le sentiment croissant d'une installation définitive évolue proportionnellement aux initiatives pour construire un « entre-soi » portugais, et pour garder ses racines, dont chacun reste si fière. Lors de ces nombreuses initiatives se crée alors un réseau associatif portugais, culturel et sportif qui véhicule par le biais d'associations l'identité portugaise et la fierté d'avoir des racines portugaises. C'est une manière de se mettre en avant dans l'espace social français, en prenant le risque toutefois de se déclarer en préfecture. En effet, les Portugais ne sont pas à l'aise avec les procédures administratives. De plus, de nombreux immigrés sont arrivés clandestinement en France. C'est donc une prise de risque que de déclarer son association, voir demander une autorisation préfectorale si cette association est créée avant 1981⁷⁷.

On remarque que de nombreuses initiatives sont prises par ces Portugais qui paraissent soudés grâce à leurs racines. Très souvent, dans les écrits, que ce soit des ouvrages scientifiques ou des articles de vulgarisation, on parle de la « communauté » portugaise. Peut-on parler d'une communauté ? Comment se définit ce terme et les Portugais fondent-ils finalement une communauté à Bordeaux ?

Une communauté portugaise ?

La définition du Larousse pour le terme « communauté » est : « *groupe social ayant des caractères, des intérêts communs* »⁷⁸. On voit que cette définition est très large et n'inclut pas suffisamment de critères pour définir convenablement une communauté ethnique. En effet, en suivant cette définition, tous les

⁷⁷ Victor Pereira, « Le football parmi les migrants portugais en France, 1958-1974 », *Migrance*, n°22, 2003, pp. 28-38.

⁷⁸ Le Petit Larousse Illustré, 1997.

immigrés formeraient une communauté, or on constate sur le terrain que certains immigrants n'affichent rien en commun, à part leur nationalité.

Définition d'une communauté.

Pour Gérard Noiriel, on peut parler de communauté lorsque « *une population se donne des institutions pour pérenniser son existence : associations, amicales, voire syndicats. La mise en place de ces structures s'accompagne le plus souvent d'une codification des pratiques communautaires (fêtes, réunions...), d'une création symbolique (emblème, image) et d'un travail de représentation du groupe incarné dans les porte-paroles de la communauté* »⁷⁹.

Cette définition, beaucoup plus vaste que la précédente, permet d'analyser l'immigration portugaise pour vérifier si elle peut répondre au terme de « communauté ».

Pour Pierre Guillaume, seule l'immigration italienne répond vraiment à cette définition et se présente donc comme une communauté⁸⁰. Néanmoins, on remarque certaines corrélations entre cette définition et l'immigration portugaise, et tout d'abord en raison de son réseau associatif qui s'est mis en place rapidement dans les années 60, point qui sera développé dans la deuxième partie. De plus, on remarque également que s'organisent à Bordeaux de nombreuses festivités à commencer par le Festival du Portugal qui se tient chaque année à Cenon au Parc Palmer. Il y a également des festivités à Léognan et à Bègles. Enfin, les Portugais sont désormais structurés autour d'un représentant officiel, élu pour 4 ans, qui agit en lien avec le Consulat du Portugal à Bordeaux.

⁷⁹ Gérard Noiriel, « Qu'est ce qu'une « communauté immigrée » ? », *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994. pp. 304-331.

⁸⁰ Pierre Guillaume, op. cit.

Enfin, il est essentiel de parler d'un mode de communication particulier au sein du monde immigré portugais : la communication radiophonique qui tient en effet une place très importante dans la vie de la communauté portugaise, et la région bordelaise n'échappe pas à la règle, plusieurs émissions de radios y sont régulièrement diffusées.

En effet, depuis de nombreuses années plusieurs radios retransmettent des émissions en langue portugaise à l'attention des Portugais de Bordeaux. Aujourd'hui, quatre émissions portugaises sont retransmises par trois radios différentes à Bordeaux.



Parmi elles, « 02 radio », la radio des Hauts de Garonne⁸¹ émet depuis Cenon sur la fréquence FM de 91.3 MHz. Cette radio multiculturelle diffuse l'émission portugaise intitulée « Domino, à l'écoute du Portugal » et pouvant être captée jusqu'à 40km autour de Bordeaux. Elle est diffusée de 18h à 20h30.



⁸¹ Le site internet de « 02 radio » : <http://hautsderadio.ifrance.com/>

« Radio Iguanodon Gironde » est une radio indépendante plus connue sous le nom de « RIG »⁸² qui émet depuis Blanquefort sur la fréquence FM de 90.7 MHz. L'émission portugaise s'intitule « Sol e Soudade » et est diffusée le dimanche matin de 9h à 12h. C'est essentiellement une émission de programmes musicaux relatifs à la musique portugaise.



Enfin, la « la clé des ondes » est une radio associative de Bordeaux, créé en 1981, qui émet sur la fréquence FM de 90.1 MHz depuis Bacalan. Grâce à l'association CODIF⁸³, deux émissions portugaises sont diffusées sur ses ondes. Ainsi, les deux émissions « Portugal en FM » sont diffusées le samedi matin de 8h à 11h et le dimanche matin de 8h à 14h.

L'une des présentatrices de l'émission du dimanche nous explique :

« Portugal en FM, c'est une émission où l'on passe de la musique portugaise, mais également une émission où l'on commente les informations portugaises et françaises, une émission où l'on donne des informations sur la communauté portugaise, sur les activités et les festivités qui vont se tenir. Les gens peuvent appeler et passer en direct pour donner leur avis, voire pour passer des messages à l'attention de la communauté. Cette émission s'adresse vraiment à toute la communauté. En effet, même si l'émission

⁸² Le site internet de « RIG » : <http://www.rigfm.fr/>

⁸³ Association pour la Communication et la Diffusion de la Culture en Gironde (CODIF). Une section spéciale au sein de cette association est consacrée aux émissions portugaises sur la radio « La Clé des Ondes ».

se fait principalement en portugais, je traduis le plus important en français pour les personnes de la communauté qui ne parlent pas portugais, comme ça peut être le cas pour les enfants d'immigrés. Je sais aussi qu'un public français nous écoute car parfois des gens qui n'ont rien à voir avec le Portugal nous appellent pour nous féliciter ou nous encourager »⁸⁴.

L'impact des radios portugaises sur les immigrés lusitains a longuement été analysé par Manuel Antunes Da Cunha qui constate que les émissions de radios portugaises rythment la vie des Portugais de France depuis les années 60. De plus, les nouveaux médias qui se sont mondialisés comme la télévision⁸⁵ ou l'internet décuplent les moyens d'expression et de communication de la culture portugaise et lusophone⁸⁶.

On constate finalement que chaque critère énoncé par Noiriel pour définir une communauté se retrouve chez les Portugais de Bordeaux. On ne peut nier qu'une communauté portugaise existe dans la région, même s'il lui aura fallu de nombreuses années pour se mettre en place. L'appellation communautaire lie donc les Portugais et les Français issus de l'immigration portugaise par l'appartenance à la culture portugaise, parfois à la langue et à l'identité portugaise. Evidemment, ce lien entre les membres reste partiel et chacun dans la communauté est libre de s'investir où il l'entend. On peut avoir des racines portugaises, revendiquer une appartenance à cette communauté et écouter des radios françaises, pratiquer un sport dans un club non portugais ou se désengager complètement de la pratique des danses traditionnelles portugaises. L'étude historique du mouvement associatif portugais n'est donc pas l'étude de la pratique associative des Portugais de Bordeaux.

⁸⁴ Entretien avec Andrea Gardao réalisé le 2 juin 2009 à Bordeaux.

⁸⁵ RTPi est la chaîne de télévision internationale du Portugal. Inaugurée en 1992, elle émet 24 heures par jour dans le monde entier dès 1995.

⁸⁶ Manuel Antunes Da Cunha, « Les Portugais de France, généalogie d'un public radiophonique », *réseaux*, n°7, 2001, pp. 79-115.

Combien de Portugais à Bordeaux ?

En 1990, Joël Pailhé constatait qu'il était très difficile d'obtenir un nombre précis des membres de la communauté portugaise à Bordeaux et dans la CUB⁸⁷. En effet, si les différents recensements INSEE se montrent assez précis quant au nombre d'immigrés portugais de nationalité portugaise, il est plus difficile de dénombrer les autres membres de la communauté portugaise. La raison majeure résulte de la difficulté à faire en France un recensement ethnique. Le débat autour de l'autorisation éthique de ces statistiques est aujourd'hui d'actualité⁸⁸. Récolter officiellement des données statistiques autour de l'appartenance identitaire ou ethnique, ou encore autour du sentiment d'appartenance identitaire reste encore au cœur de débats houleux. Les chiffres relatifs à la communauté portugaise restent donc pour le moins très approximatifs.

La communauté portugaise estime qu'elle compte entre 12 000 et 15 000 membres d'origine portugaise. Ces chiffres correspondent assez logiquement aux nombres de personnes que l'on recense lors des manifestations ou des festivités lusitaines tels les festivals de folklore portugais au Parc Palmer de Cenon où 5000 membres se retrouvent pendant un week-end au début de l'été. Il faut néanmoins envisager la communauté comme un ensemble mobile de personnes qui parfois revendiquent leur appartenance à cette communauté mais qui parfois préfèrent n'afficher aucune identité particulière. On ne les trouve donc pas toujours dans les estimations.

La seule certitude que l'on peut avoir à propos du nombre de membres de la communauté portugaise dans la CUB est une vaste échelle qui se situe entre

⁸⁷ Joël Pailhé, « Combien de Portugais en Aquitaine », *Des Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1990, pp. 25-36.

⁸⁸ Catherine Coroller, « Le recensement ethnique est-il éthique ? », *Libération*, 18 mars 2009, p.2.

15 000 et 20 000. Et dans cette estimation, il faut compter un « noyau dur » qui compte environ 10 000 personnes.

Dresser l'histoire du mouvement associatif portugais à Bordeaux par une estimation quantitative est donc hasardeux. En effet, il est difficile de programmer un panel d'étude suffisamment important pour obtenir des résultats fiables⁸⁹. Par méthode, ce travail s'est donc construit autour d'une analyse qualitative, avec des entretiens et des rencontres afin de faire ressortir quelques tendances propres à ce mouvement associatif bordelais. Mais en réalisant un travail empirique, on prend le risque de provoquer un « effet loupe » sur certains points et leur accorder ainsi une importance supérieure à leur réalité. C'est pourquoi, par souci d'objectivité, les résultats exposés dans la partie suivante devront être analysés comme des tendances que l'on essaiera de rapprocher de ce qui existe dans d'autres associations culturelles ou sportives.

⁸⁹ Marie-Antoinette Hily ; Michel Poinard, « Fonctions et enjeux du mouvement associatif portugais en France », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.1, n°1, 1985, pp. 25-35.

Deuxième Partie

Chapitre 5

Le mouvement associatif portugais à Bordeaux.

Si l'on se penche sur l'aspect historique du bouillonnement associatif dans la région bordelaise, on observe une même tendance qu'à l'échelle nationale : principalement commencé dans les années 60, et surtout poursuivi dans les années 70, l'immigration portugaise a très rapidement cherché à se structurer en associations à vocation identitaire.

Aujourd'hui, après un demi-siècle d'associationnisme plus ou moins actif, cette étude se propose d'analyser la dynamique associative et de comprendre ainsi quelles ont été les différentes trajectoires envisagées ou finalement réalisées⁹⁰. Un deuxième aspect important de ce travail est d'observer les activités au sein de ce mouvement associatif portugais. Autrement dit, que fait-on au sein de ces associations ? Quelles sont les différentes formes et modalités de ces activités ? A qui sont-elles ouvertes ?

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, l'immigration portugaise, souvent laissée livrée à elle-même, a dû construire ses propres modes de solidarité et sa propre identité. Celle-ci s'est affinée au fil des années pour arriver à cette communauté portugaise que l'on connaît aujourd'hui, avec ses traditions et ses coutumes importées du pays d'origine, accompagnées d'un mode de vie en adéquation avec les exigences culturelles de la société française. Pouvons-nous alors parler de multiculturalisme ? Devons-nous au contraire ouvrir le débat autour de l'assimilation et l'intégration du modèle républicain ?

En donnant la parole à cette immigration portugaise à Bordeaux, en menant une réflexion sur les besoins ou les exigences d'ordre identitaire ou intégratifs, on propose ainsi un élément de réponse au vaste débat « médiatico-scientifique » de la diversité ethnique et culturelle en France.

⁹⁰ Par « trajectoire », nous entendons les différentes politiques, les différents modes de fonctionnements et finalement les différentes évolutions que ces associations ont pu connaître.

Ce travail s'est donc articulé autour de deux principales méthodes de recherche. Dans un premier temps, il a fallu faire une recherche approfondie dans les statuts d'associations, et notamment les objets de créations, pour reproduire l'histoire sociale du mouvement associatif portugais à Bordeaux. Dans un second temps, il a fallu faire une recherche d'histoire orale, en s'appuyant sur des entretiens. Cette source est réputée avoir été trop souvent négligée par les historiens pour diverses raisons, mais aujourd'hui, à l'heure de l'informatique et du stockage numérique, elle permet d'obtenir des résultats très productifs si elle est utilisée avec rigueur.⁹¹

Définitions.

Avant d'aborder plus en détails les différentes associations portugaises qui nous intéressent ici, il convient, comme pour la première partie, de définir quelques concepts importants autour du thème de la diversité.

Aujourd'hui, dès que l'on aborde les questions de mouvement associatif immigré, la question du multiculturalisme ou l'interculturalité se pose fondamentalement. Quels sont les différences notables entre ces deux termes ? Quels principes et quelles formes d'intégration ces deux notions véhiculent-elles ? Sont-elles liées ou s'opposent-elles ?

Interculturalité

L'interculturalité est un néologisme inventé dans les années 70, à propos de l'intégration des élèves immigrés dans le système scolaire. Ce terme rassemble

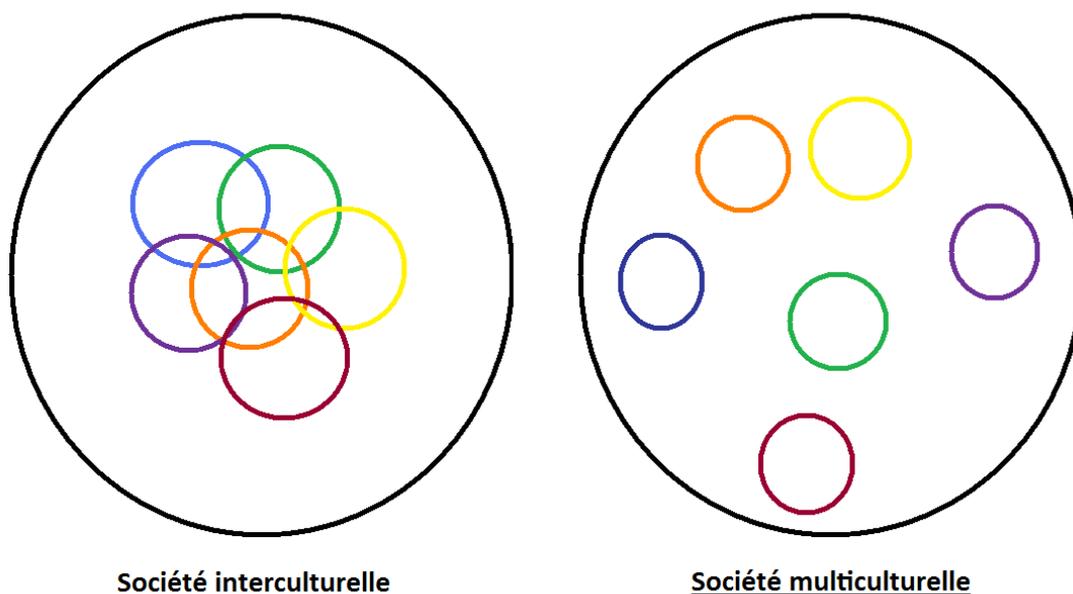
⁹¹ Pour de plus amples informations sur le débat autour de l'histoire orale, je renvoie au cahier n°21 de l'Institut du temps présent intitulé « *La bouche de la vérité : la recherche historique et les sources orales* », publié sous la direction de Danièle Voldman en 1992.

le préfixe « inter », issu du latin, qui explique la mise en relation de deux ou plusieurs éléments, et le terme de culturalité.

La notion d'interculturalité suppose donc l'existence d'au moins deux « sociétés » avec des relations entre elles. En mettant l'accent sur les échanges entre les diverses cultures de nos sociétés, l'interculturalité s'oppose donc au multiculturalisme, que l'on peut voir comme simple juxtaposition de cultures différentes.

Multiculturalisme

Le multiculturalisme est une notion qui fait suite à la notion de « pluralisme culturelle », très étudiée aux Etats-Unis. Il désigne la coexistence entre plusieurs cultures au sein d'un même ensemble. Souvent confondu avec le terme « communautarisme », le multiculturalisme est perçu en France comme un danger pour le modèle républicain laïc, cherchant à transformer l'Etat-nation français en « nation des cultures et nationalités »⁹².



Représentation schématique du multiculturalisme et de l'interculturalité

⁹² Michael Walzer, « le multiculturalisme au cœur », *Critique internationale*, vol.3, n°3, 1999, pp. 55-63.

Quelles associations pour quel mouvement associatif ?

Le site internet Refasso⁹³ est une base de données officielle répertoriant le monde associatif dans sa globalité. On peut donc l'interroger indifféremment par nom, par thème ou par secteur géographique. Ce site propose ses services autour de trois ambitions, utiles aux chercheurs travaillant autour du monde associatif. En effet, Refasso propose une base de données exhaustive pour identifier les associations, une base de données offrant de nombreuses sources et informations sur le monde associatif et pour les membres actifs des associations, une base de données facilitant grandement le quotidien de ces associations.

Véritable portail d'informations et de services, Refasso propose aux associations intéressées toute une gamme de services (comme la possibilité de déclarer, de modifier ou de dissoudre les associations, mais également un secrétariat virtuel, un service de comptabilité, ou une aide à la création de site Internet). Par ailleurs, ce site recueille et diffuse également l'actualité des associations.

Aujourd'hui, près de deux millions d'associations sont recensées dans cet annuaire virtuel.

Ce qui intéresse principalement l'historien est la banque de données proposée par Refasso. En effet, le site met en ligne les déclarations au JORF⁹⁴ depuis 1901, permettant ainsi de retracer l'historique d'une association ciblée, de la déclaration de celle-ci à sa modification, voire à sa dissolution.

⁹³ <http://www.refasso.com/>

⁹⁴ Le Journal officiel de la République française ou simplement Journal Officiel, abrégé respectivement par les sigles JORF et JO, est le quotidien officiel édité par l'État français, dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales. Il est sous-titré Lois & décrets.

Refasso a donc été d'une double utilité dans la production de ce travail. Dans un premier temps, l'utilité a été plutôt d'ordre « scientifique » car nous avons pu avoir une vue d'ensemble de ce mouvement associatif portugais à Bordeaux grâce à une recherche orientée autour de noms génériques comme « Luistanos », « Portugais », « Portugaise » ou « Portugal ». Dans un second temps, l'utilité de Refasso a bien évidemment été d'ordre « pratique » pour prendre contact avec ces associations.

Après avoir lancé une recherche Refasso orientée sur les associations en Gironde contenant dans leurs intitulés les mots « Portugal », « Portugais », « Portugaise » ou « Lusitanos », on a pu recenser quarante-trois associations existantes ou ayant existé.

Ces associations proposaient un panel d'offres très diversifié. Ainsi, en allant par exemple de la « Section Française du Comité Inter-pays France-Portugal du Rotary International »⁹⁵ au « Centre Aquitain de Coopération Culturelle avec l'Espagne, le Portugal et l'Amérique Latine »⁹⁶, ou encore à la « Section du Parti Socialiste Portugais »⁹⁷, on a pu se rendre compte que parmi ces associations en lien avec le Portugal et sa culture, plusieurs d'entre elles proposaient des activités physiques sportives ou artistiques.

En effet, il est important de rappeler que ce travail s'inscrivant dans le vaste champ de l'histoire des sports et des activités physiques ou artistiques, et plus largement dans le domaine des STAPS⁹⁸, nous nous sommes donc principalement consacrés aux associations portugaises proposant des activités physiques, qu'elles soient d'ordre sportif ou artistique.

⁹⁵ La « Section Française du Comité Inter-pays France-Portugal du Rotary International » propose d'établir des relations personnelles d'amitié entre les membres en vue de leur fournir l'occasion et les moyens de contribuer au développement de l'amitié entre les peuples français et portugais.

⁹⁶ Le « Centre Aquitain de Coopération Culturelle avec l'Espagne, le Portugal et l'Amérique Latine » propose de développer les échanges culturels, économiques, scientifiques et universitaires de l'Aquitaine avec l'Espagne, le Portugal et l'Amérique latine.

⁹⁷ La « Section du Parti Socialiste Portugais » propose de regrouper la communauté portugaise de la région Aquitaine pour mieux l'insérer dans la vie civique et politique locale et européenne.

⁹⁸ Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS).

Parmi ces quarante-trois associations, deux types de groupes majeurs promouvant des activités physiques, sportives et artistiques se détachent.

Tout d'abord, les associations portugaises à dominante sportive telles que l'Association Sportive des Lusitanos de Cenon ou encore le Football-Club Portugais de Bordeaux. Ces associations manifestaient clairement leur appartenance au monde sportif à la lecture même de leur nom.

Ensuite, il a fallu se pencher sur les différents objets de ces associations pour faire émerger un deuxième type d'association pratiquant des activités physiques. Ces associations, se définissant d'elles-mêmes comme « associations culturelles », s'intéressaient principalement à la pratique de danse traditionnelle. Dans la région bordelaise, elles sont au nombre de cinq.

Enfin, nous avons pu nous observer l'existence d'une troisième forme associative permettant la promotion et la communication de ces activités physiques et sportives dans le monde communautaire portugais de Bordeaux : les associations radiophoniques comme le CODIF, que nous avons vu précédemment.

Les différentes trajectoires des deux premières formes d'association portugaise vont être étudiées dans la suite de ce travail.

Chapitre 6

Les associations sportives portugaises.

L'historiographie du sport et de l'immigration fait émerger une dominante à laquelle ne déroge pas le monde associatif portugais de Bordeaux. En effet, si l'on recherche le principal sport pratiqué par les populations immigrées, on trouve indéniablement le football en tête.

Ce sport, caractérisé par sa simplicité et sa popularité mondiale, a fait l'objet de plusieurs études de la part des historiens de l'immigration.

Le football dans le réseau associatif immigré.

Quels ont été les travaux menés autour de l'histoire du football et de l'immigration ?

Longtemps ignorés des historiens, l'immigration et le sport sont deux sujets qui ont été d'abord étudiés par la sociologie. Néanmoins, dans les années 90, quelques travaux historiques reprennent le « flambeau sociologique » et s'intéressent alors d'un peu plus près au lien historique entre ces deux thèmes. Un constat est rapidement fait : l'histoire du sport et de l'immigration en France a du retard par rapport à l'histoire du sport et de l'immigration au Etats-Unis ou même dans certains pays d'Europe. Les historiens français de l'immigration s'attellent donc à cette étude, et notamment du lien avec le football.

Dans un premier temps, c'est l'aspect professionnel et le football de haut-niveau qui ont intéressé les historiens de l'immigration avec des travaux

d'Alfred Wahl et Pierre Lanfranchi⁹⁹, ou encore de Marc Barreaud¹⁰⁰. N'oublions pas de citer l'article de Gérard Noiriél et Stéphane Beaud, « L'immigration dans le football », paru en 1990 dans la revue *Vingtième Siècle* qui explique entre autre, que la carte des associations immigrées de football se calque en France sur la carte du travail immigré. En effet, il va sans dire que les exemples d'intégration par le football de haut-niveau sont légions en France et personne n'ignore aujourd'hui que de grands noms du football français comme Zidane, Platini, Kopa, ou encore Fernandez sont issus de l'immigration.

Dans un second temps, le football a intéressé les historiens de l'immigration à l'aube des années 2000 pour sa popularité et pour la manière dont il fut organisé par les populations immigrées. En effet, tout d'abord joué dans la rue, sans organisation particulière, ce football immigré s'est structuré autour d'associations sportives ou d'amicales pour mettre en avant une identité, une appartenance. Citons alors les travaux d'Olivier Chovaux¹⁰¹, qui s'est intéressé au football minier dans le nord de la France ou d'Yvan Gastaut¹⁰² qui s'est penché sur le lien populaire entre sport et immigration. Citons enfin un numéro de la revue *Migrance* entièrement consacré au football maghrébin, paru en 2007. On peut néanmoins déplorer à ce jour le trop faible nombre d'études historiques autour de ces deux thèmes

Ce travail autour des associations sportives portugaises à Bordeaux peut s'inscrire en partie dans le cadre d'une recherche autour de l'histoire du football et de l'immigration.

⁹⁹ Alfred Wahl ; Pierre Lanfranchi. *Les footballeurs professionnels des années 30 à nos jours*, Paris, Hachette, 1995.

¹⁰⁰ Marc Barreaud. *Dictionnaire des footballeurs étrangers du championnat professionnel français (1932-1997)*, Paris, L'Harmattan, 1998.

¹⁰¹ Olivier Chovaux. *Football minier et immigration. Les limites de l'intégration sportive dans les années trente*. STAPS, n°56. 2001.

¹⁰² Yvan Gastaut a dirigé ces dernières années de nombreuses revues sur les thèmes du sport et de l'immigration » comme *Migrance* de l'association Génériques en 2003 ou encore *Migrations société* de l'association CIEMI en 2000 et 2007.

La popularité du football chez les immigrés.

Parmi toutes les associations sportives portugaises, on se rend très vite compte que l'unique sport pratiqué par celles-ci reste le football. On peut alors dire que l'appellation « sportive » de ces associations ne concerne seulement aujourd'hui que ce sport très populaire. Une première question vient à l'esprit. Qu'est-ce qui fait la popularité de ce sport ?

A la question posée aux dirigeants de clubs de football portugais à Bordeaux : « Pourquoi avez-vous choisi le football comme sport ? », la réponse semble être une évidence et ne se fait pas attendre :

« Le football, tout le monde aime ça, et c'est un sport très populaire au Portugal comme en France. Lorsque le club a été créé¹⁰³ par les Portugais, c'était tous des anciens joueurs qui jouaient au foot là-bas. Ils ne se sont pas posé la question du sport. Le football était une évidence. En plus, ce n'était pas trop compliqué d'y jouer. »

Cette réponse rend bien compte du caractère international et interculturel du football. La plupart des cultures (européennes, africaines, américaines et même asiatiques) s'intéresse à ce sport, qui se met très simplement en place. L'immigration ne déroge pas à cette règle, surtout si elle s'installe dans un pays où le football est un sport déjà bien implantée, comme c'est le cas en France¹⁰⁴.

¹⁰³ Le Club Sportif Portugais, basé à Villenave d'Ornon a été créé en 1978.

¹⁰⁴ Pour rappel, La Fédération française de football (FFF) a été fondée en France en 1919 sous le nom de Fédération française de football association (FFFA). Elle comptait plus d'un million de licenciés en 1975 et compte aujourd'hui plus de 2 200 000 licenciés en France et plus de 17 000 clubs (en 2008).

Gérard Noiriel et Stéphane Beaud ont écrit pour expliquer l'implantation du football dans les milieux populaires et immigrés que : « *Pratiqué à l'origine par l'élite de la société française, selon des normes aristocratiques venues de Grande-Bretagne, le football commence à se répandre dans les milieux ouvriers dans l'entre-deux-guerres, suite, notamment à l'action décisive des milieux patronaux « paternalistes » qui voient dans ce sport collectif un moyen d'encadrement et « d'éducation » des salariés, mieux adaptés aux nécessités de la grande usine que des activités plus individualistes comme la gymnastique, qu'ils avaient pourtant beaucoup encouragée avant la première Guerre Mondiale* »¹⁰⁵.

Ainsi, les nombreuses structures mises en place par le monde ouvrier pour permettre l'accessibilité de la pratique du football à un maximum de personnes sont alors reprises dans les années 60 et 70 par l'immigration portugaise, afin de revendiquer, dans une pratique pas nécessairement compétitive, une appartenance culturelle.

Les clubs et équipes de football portugais à Bordeaux.

En s'appuyant sur l'outil Refasso, il est possible d'essayer de retracer une cartographie des clubs et équipes portugaises à Bordeaux, certains ayant même disparu. Le peu de traces écrites qui existent sur ces associations ne permet pas de se prononcer sur l'exhaustivité de cette carte. Cependant, elles permettent d'avoir une vue d'ensemble de ces différentes associations.

Il convient à ce propos de faire une différence entre un club de football et une équipe de football, différence que les Portugais mettent en avant très rapidement dès que l'on s'en entretient avec eux.

¹⁰⁵ Gérard Noiriel ; Stéphane Beaud. « L'immigration dans le football », *Vingtième siècle*, Volume 26, n°1, 1990, pp. 83-96, p. 84.

Dans la région bordelaise, il n'existe aujourd'hui que deux clubs de football d'origine portugaise, mais plusieurs équipes portugaises de football. La différence entre ces deux formes d'association se situe dans la structure. Dans les clubs il y a une équipe de jeunes, une équipe de senior, voire même une équipe de loisirs. La structure est donc formatrice dans un club, tandis qu'une équipe portugaise ne se compose que de joueurs, soucieux de se retrouver aux entraînements et le samedi après-midi pour des matchs officiels. Parfois, certaines équipes sont « mixtes » comme des amicales franco-portugaises par exemple.

La volonté d'organiser l'activité sportive autour d'un club ne modifie pas cependant l'affichage identitaire portugais. Pour preuve, les deux clubs existants aujourd'hui à Bordeaux sont le « Club Sportif Portugais » situé à Villenave-d'Ornon et « l'Association Sportive des Lusitanos » de Cenon.

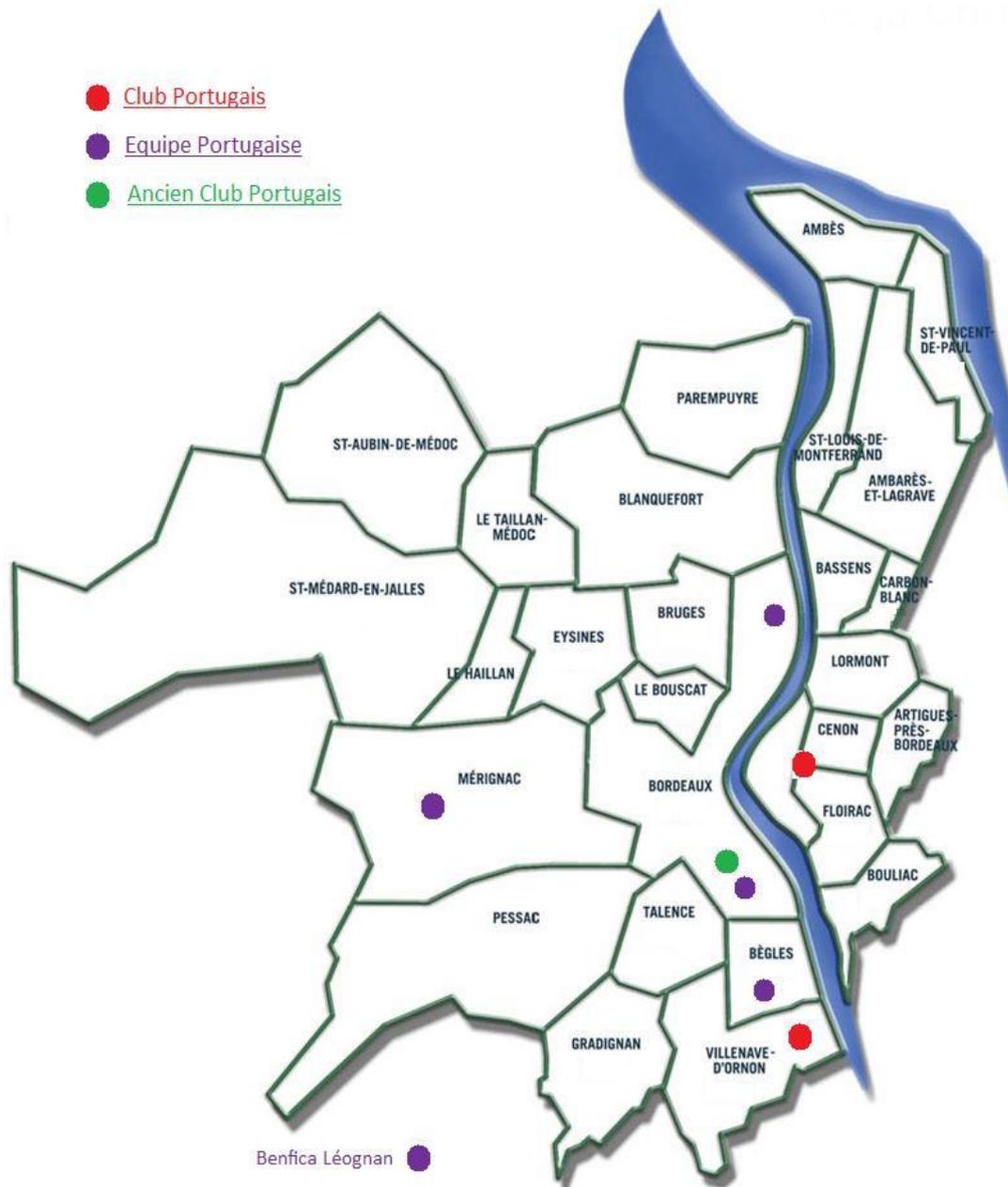
Ainsi, comme nous l'explique l'actuel Président du club des Lusitanos de Cenon : « *Sur la région Bordelaise, il y a vraiment deux clubs qui sont suivis par les gens de la communauté portugaise. Tout d'abord, il y a le CS Portugais qui a une trentaine d'années d'existence, un club vraiment très suivi. Après, il y a nous, c'est-à-dire les Lusitanos, qui sommes arrivés après. On est plus suivi par les gens de Cenon, du Bas-Cenon, voire de la rive droite de Bordeaux. Après, en équipe, il y a le Benfica de Léognan, il y a des équipes de loisirs, mais ils font leurs matchs pendant l'année mais ils n'ont pas de siège, ils ne reçoivent pas du monde et ne sont pas spécialement suivis par la communauté. Ce sont des équipes uniquement sportives, qui s'entraînent et jouent ses matchs* »¹⁰⁶.

Finalement, nous remarquons que la différence majeure entre une équipe portugaise et un club de football portugais se mesure à l'impact des résultats ou des événements, principalement sportifs, sur l'ensemble ou une partie de la

¹⁰⁶ Entretien réalisé avec Manuel Constantino Ferreiro le 5 mai 2009 à Cenon.

communauté portugaise à Bordeaux. Les équipes sportives n'ont que peu d'influence à la différence des clubs qui peuvent organiser des événements extra-sportifs au cours de leurs tournois.

Essayons à présent de retracer une cartographie des clubs et équipes portugaises à Bordeaux.



Cartographie partielle des clubs de football portugais dans Bordeaux et sa périphérie

On remarque une certaine corrélation entre le parcours migratoire des Portugais de Bordeaux, et l'implantation des clubs de football. En effet, on s'aperçoit que trois clubs et équipes sont situés à Bordeaux dans le quartier Saint-Michel et le quartier de Bacalan. Un de ces clubs n'existe plus (Football-Club Portugais), mais les autres existent encore (Amicale Franco-Portugaise, Club des Salinières).

Par ailleurs, les nouvelles zones où les membres de la communauté portugaise à Bordeaux se sont implantés telles que Léognan ou Cenon, Mérignac et Bègles disposent à leur tour d'un club ou d'une équipe de football. Cet aspect montre que l'identité portugaise supplante l'identité géographique du club. On parlera du « Club Sportif Portugais » avant de parler d'un club de football à Villenave-d'Ornon.

Trois clubs de football, trois histoires.

Par souci de méthode et d'organisation, il a fallu choisir trois clubs ou équipes sportives à rencontrer, pour dresser l'historique de ces associations, comprendre leurs trajectoires (différentes politiques menées, l'évolution de l'identité du club...) et tenter de voir des corrélations entre chacune d'elles. Le choix se porta alors sur les deux clubs portugais encore existants aujourd'hui, beaucoup plus visibles et actifs au sein de la communauté portugaise que les équipes portugaises mais également, sur un club fondé à Bordeaux dans les années 60, c'est-à-dire aussi loin que nous avons pu remonter.

Nous avons donc pris comme panel d'étude trois clubs très différents l'un de l'autre :

- Le Football-Club Portugais, fondé en 1966, et disparu aujourd'hui.

- Le Club Sportif Portugais, fondé en 1978, doyen des clubs portugais en Gironde.
- L'AS Lusitanos, très jeune club fondé en 2002 à Cenon.

Le Football-Club Portugais (FCP).

Il existe aujourd'hui peu de sources qui font mention de ce club. En effet, fondé en 1966, il n'a survécu qu'une vingtaine d'années. Le Journal Officiel annonce sa dissolution en 1989.

L'aspect intéressant de ce club, outre le fait qu'il revendique dans son nom l'identité portugaise, est sa date de création. En effet, sa déclaration au JORF date du 20 octobre 1966. Ainsi, recensé aux « associations étrangères », il est dit à propos du FCP qu'après avoir reçu l'autorisation de la préfecture, « *le but de cette association est de s'associer au Cœur sportif français et créer une entente franco-portugaise basée sur des liens d'amitiés et de bonne camaraderie* »¹⁰⁷. Le siège social n'a rien d'étonnant. Il se situe rue Lafontaine, à quelques pas du quartier Saint-Michel de Bordeaux, quartier très lusophone et hispanophone dans les années 60 et 70.

Le premier club de football portugais en France est créé en 1965, à Clermont-Ferrand, près des usines Michelin, qui employaient beaucoup d'immigrés en France. Deux autres clubs sont créés en 1965. Le Football-Club Portugais est donc l'un des premiers clubs portugais en France¹⁰⁸.

¹⁰⁷ Journal Officiel de la République Française paru le 20 novembre 1966.

¹⁰⁸ Victor Pereira, « Le football parmi les migrants portugais en France, 1958-1974 », *Migrations*, n°22, 2003, pp. 28-38.

La difficulté à recueillir d'autres informations à propos de ce club de football vient du fait que dans un premier temps, à la Bibliothèque Municipale de Mériadeck de Bordeaux, tout comme à la Bibliothèque des Capucins à Saint-Michel, on ne retrouve aucune trace de cette association.

Par ailleurs, le fonds d'archives relatif aux étrangers aux Archives Municipales étant fermé¹⁰⁹, là aussi il a été impossible de trouver de plus amples informations à propos de ce vieux club de football portugais.

Cependant, le but de ce club, publié dans le JORF de 1966 nous renseigne sur les différentes motivations qui ont poussé à sa création. Dans une période marquée par un doute sur la durée du séjour en France, des conditions plus ou moins difficiles d'acclimatation, on constate un besoin d'entre-soi portugais, néanmoins ponctué par la volonté de « créer une entente franco-portugaise » et d'inscrire ce club dans « le Cœur sportif français ». Ce club est finalement créé autour de l'interculturalité grâce à un langage universel, celui du sport et surtout celui du football.

Le trop faible nombre de sources aujourd'hui disponibles ne permet pas de définir précisément la trajectoire de ce club dans le champ sportif français (dans lequel le FCP souhaite clairement s'intégrer dès sa création) mais surtout dans le champ sportif portugais à Bordeaux. Cette association peut être le thème d'une recherche un peu plus approfondie autour des raisons sous-jacentes à sa création en 1966, mais également autour des raisons de sa dissolution.

A-t-on observé une perte de l'identité portugaise ? Le nombre d'adhérents portugais fut-il trop bas ? Au bout de vingt ans, les nouvelles générations se

¹⁰⁹ Le fonds d'archives relatif aux étrangers aux Archives Départementales de la Gironde se situe impasse Poyenne à Bordeaux. Cependant, le bâtiment est fermé depuis 2006 pour des travaux de rénovation. La consultation de ces archives est aujourd'hui impossible, les travaux se prolongeant en jusqu'en 2010.

sont-elles désintéressées de ce club ? La mobilité de la communauté portugaise tout autour de Bordeaux a-t-elle provoqué le déclin du club ? Ou est-ce tout simplement dû à une trop forte concurrence des autres clubs ou équipes portugaise, voire françaises ?

Ces questions d'ouverture historique autour de cette association permettront peut-être d'amener à la recherche de sources, qu'elles soient orales ou écrites, autour de la vie du Football-Club Portugais à Bordeaux.

Le Club Sportif Portugais (CS Portugais).



Source : site internet du CS Portugais

Tout comme le FCP, peu de sources écrites existent aujourd'hui à propos du CS Portugais. Cependant, le chercheur qui s'intéresse à son histoire a la chance aujourd'hui d'avoir une association toujours existante. La prise de contact avec les membres fondateurs, voire les membres actuels du CS Portugais, est une chose doublement aisée. En effet, ils restent facilement accessibles par le biais du District de football de Bordeaux, et toute discussion autour du sport portugais à Bordeaux, avec un membre de la communauté portugaise, fait inévitablement ressortir le nom de ce club tant celui-ci est connu et apprécié de la communauté.

Fondé officiellement le 19 mai 1978 par sa déclaration au JORF, ce club est aujourd'hui le plus vieux club portugais de Gironde encore en activité. Dans sa déclaration, il est précisé comme objet « Constitution d'une équipe de football composée de joueurs amateurs, pour la majorité de nationalité portugaise ». Son siège social était alors situé à Villenave-d'Ornon.

L'intérêt de se trouver confronté à une association existante, c'est d'avoir la possibilité d'aller sur le terrain pour rencontrer des personnes, acteurs ou témoins de la vie du club depuis sa création jusqu'à nos jours.

Officieusement créé en début de saison 1977, ce club fut d'abord fondé par des amis portugais, résidants aux alentours de Villenave-d'Ornon, qui souhaitaient dans un premier temps monter une équipe de football, comme cela se faisait un peu partout en France et en Aquitaine. Durant les quatre premiers mois de son existence, le CS Portugais s'est donc organisé autour d'une équipe de joueurs, qui s'entraînait une fois par semaine et jouait ensuite en championnat.

Ainsi, comme l'explique l'un des responsables actuels du club, joueur à l'époque :

« D'abord, ce sont des copains qui ont décidé de monter une équipe de football, car au départ ce n'était pas un club mais juste une équipe. On se réunissait à l'entraînement une fois dans la semaine puis après on jouait nos matchs de championnats le week-end. Après, on est devenu un vrai club, mais au début, c'était une équipe d'amis »¹¹⁰.

Dans le courant de l'année 1978, les statuts du club ont été déposés à la Préfecture, et ainsi publiés en mai 1978 au JORF. La plupart des joueurs au

¹¹⁰ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

cours de la première année étaient alors des Portugais, ayant immigré en France, que ce soient des immigrants « politiques » ou « économiques ». Ces Portugais étaient alors d'anciens footballeurs qui jouaient dans leurs régions au Portugal avant d'émigrer.

Lors de sa création, le CS Portugais s'est tout de suite retrouvé confronté à des difficultés d'ordre réglementaire. En effet, dans un premier temps, le règlement de football du district n'autorisait que six étrangers par équipe. La majorité des joueurs étant de nationalité portugaise, il a fallu faire des démarches pour obtenir des dérogations au règlement. De plus, dans les années 70 et au début des années 80, la municipalité de Villenave-d'Ornon essayait de maîtriser le flux d'adhérents du CS Portugais pour éviter une trop grosse concurrence entre les différents clubs de football de la commune, mais également pour rester équitable dans l'obtention des créneaux horaires des stades d'entraînement.

Ainsi, le nombre de licenciés au CS Portugais n'a jamais vraiment été très élevé, et n'a fait que croître au cours des années pour arriver aux alentours de 130 licenciés aujourd'hui. Le club s'est développé petit à petit au cours de ces trente dernières années pour atteindre un nombre d'adhérents tournant entre 110 et 150 licenciés durant les années 2000.

La lente évolution du nombre de licenciés a été également le fruit d'une décision dans la politique de l'association dès sa création. En effet, au début, il a été décidé qu'il était fortement souhaité d'être Portugais ou d'origine portugaise pour pouvoir adhérer à ce club. Celui-ci revendiquait dans son nom l'identité portugaise. L'amitié qui liait les premiers licenciés datait d'avant la création et ce club était l'occasion de recréer un entre-soi portugais, un espace où la culture portugaise, à commencer par la langue, pouvait

s'exprimer. La fierté d'appartenir à cette communauté portugaise s'était servi du CS Portugais pour revendiquer cette appartenance sur la scène sociale. La communauté portugaise, « silencieuse et invisible » manifestait sa présence par le biais d'un club de football.

Néanmoins, cette « logique portugaise » d'entre-soi s'est retrouvée prise en otage par l'évolution du football. En effet, même si les Portugais se sont servis du football pour créer un lieu d'entre-soi et un vecteur de visibilité, les choses se sont rapidement inversées. Dès les années 80, la réussite sportive et les résultats ont conditionné le gain ou la perte de créneaux d'entraînements, ainsi que les subventions allouées.

Ainsi, ce club portugais a dû privilégier les résultats sportifs pour améliorer les conditions d'entraînements, mais également pour obtenir de nouvelles subventions. En raison de cette nouvelle forme d'association sportive dans les années 80, le CS portugais a dû remettre en cause son appartenance identitaire en s'ouvrant à des joueurs dont les compétences primaient l'origine portugaise. A titre d'exemple, lors de la création du club, tous les joueurs étaient Portugais ou d'origine portugaise. Aujourd'hui, le taux de joueurs issus de l'immigration portugaise reste encore largement majoritaire et avoisine les 70%.

Ce changement de politique a également poussé le club à changer de mode de fonctionnement. En effet, les nouveaux joueurs, sans origine portugaise durent être intégrés et la langue parlée devint le français. Aujourd'hui, le club du CS Portugais est multiethnique : il y a des joueurs d'origine portugaise, d'origine espagnole, d'origine maghrébine ou d'Afrique sub-saharienne ou tout simplement française. Ainsi, comme nous le confirme un dirigeant :

« En 1978, les gens qui ont monté le club étaient d'origine portugaise. Mais petit à petit, tout a évolué, il y a eu des Français qui jouaient dans l'équipe, et ainsi de suite. Aujourd'hui, si vous regardez l'effectif, il y a Mathieu là-bas qui est français, l'entraîneur actuel de l'équipe est un marocain, on a des Tunisiens, des Algériens, des Espagnols et évidemment des Portugais. Maintenant, on est un club très ouvert avec beaucoup de nationalités et on ne pratique aucune discrimination. Aujourd'hui, il n'y a plus besoin d'être Portugais pour jouer au CS Portugais »¹¹¹.

Ce changement de position au sein de ce club de football portugais n'est pas sans rappeler l'article de Xavier Breuil, paru en 2003 dans *Migrance*¹¹² sur les associations arméniennes. En effet, même si l'immigration arménienne est beaucoup plus ancienne que le flux majeur portugais des années 60, il constatait une perte « d'arménité » au cours des années 60 dans les équipes de football arméniennes, perte due en partie à des conflits idéologiques (notamment pro et antisoviétiques) mais également à l'intégration croissante des sportifs arméniens dans d'autres équipes sans appartenance particulière. On observe également que cette intégration connue par les clubs arméniens au cours des années 50 et 60 fut également un problème au CS Portugais. Dès qu'un joueur montrait un niveau de jeu supérieur, il intéressait très rapidement les équipes environnantes qui évoluaient dans une division supérieure, lesquelles mettaient tout en œuvre pour faire venir ce joueur portugais. Néanmoins, la plupart des joueurs au bout de quelques années de jeu dans d'autres clubs préféraient revenir jouer au CS Portugais.

Aujourd'hui, en réaction à ses problèmes de perte d'identité portugaise, le club affiche son interculturelité et sa diversité. En effet, même si la dominante

¹¹¹ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

¹¹² Xavier Breuil, « les associations sportives arméniennes et leurs enjeux », *Migrance*, n°22, 2003, pp. 12-19.

ethnique reste portugaise (les jeunes joueurs actuels sont souvent les enfants d'anciens joueurs du club), la diversité a aujourd'hui des effets qui étaient impensables lors de la création du club en 1978.

Il n'est pas rare, ces dernières années, que le club accueille de nouveaux immigrants portugais. Mais aujourd'hui, le club joue le rôle d'intégrateur auprès de ces nouveaux venus, qui bien souvent ne parlent pas français et sont uniquement en France pour trouver un travail mieux rémunéré qu'au Portugal. Le club offre ainsi sa diversité et permet au nouveau venu d'apprendre plus facilement le français, de se faire des contacts et de nouer des liens pratiques en dehors de la vie sportive. Ainsi, comme nous le confirme un dirigeant du club lors d'un entretien :

« Il y a deux mois, un jeune joueur qui arrivait tout juste du Portugal est venu en nous disant : " J'ai téléphoné à la mairie et elle m'a dit qu'il y avait un club portugais sur la commune. J'aimerais venir jouer chez vous parce que je suis portugais." Or, pour nous, c'est le meilleur moyen pour intégrer les gens. Ce jeune, il ne parlait pas français et venir jouer et s'entraîner au football était un moyen très rapide pour lui apprendre à parler la langue, et aussi pour s'intégrer le plus vite dans la vie de tous les jours. On lui a donné des adresses, des conseils. Après, il y en a qui viennent mais qui repartent très vite car ils ont le mal du pays et n'arrivent pas à s'intégrer, ils ne font pas l'effort d'apprendre la langue, ils ne veulent être qu'avec des Portugais »¹¹³.

S'il fallait résumer en quelques lignes les trente années d'existence du club, l'histoire du Club Sportif Portugais se définirait finalement autour de trois grands axes. Dans un premier temps, un groupe d'ami portugais crée un lieu d'entre-soi, un club entièrement portugais qui utilise le football, sport universel, comme vecteur de visibilité et d'identification. Dans un second

¹¹³ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

temps, pour répondre à une logique de réussite sportive et donc survivre au sein des clubs de football bordelais, le CS Portugais met en péril son identité portugaise et s'ouvre alors à des joueurs de meilleur niveau, mais n'ayant aucune origine lusitane. Enfin, dans un troisième temps, ce club, dans la logique de nombreux exemples récents, se sert de son multiculturalisme pour intégrer les nouveaux arrivants portugais aux normes de la société française.

L'Association Sportive des Lusitanos de Cenon.

Enfin, intéressons-nous à cette très jeune association de Cenon.

Fondée officiellement en juin 2001 après sa parution au JORF¹¹⁴, l'Association Sportive des Lusitanos de Cenon (AS Lusitanos) ne manifeste nullement son identité portugaise dans son objet. Ainsi, on peut se rendre compte que le but du club reste très pragmatique : « *Créer un club de football, et toutes activités permettant la survie du club* »

Initialement appelé « Association sportive des Lusitains de Bordeaux », l'association n'indique que par son seul nom que ce club de football est également un club appartenant au mouvement associatif portugais.

Ce club ayant été fondé très récemment, il peut paraître délicat d'en dresser l'histoire qui n'a que huit ans aujourd'hui. Cependant, on peut essayer d'en comprendre les motivations affichées lors de sa création, d'y voir les similitudes avec l'AS Lusitanos et le CS Portugais ou encore de tenter d'en mesurer l'impact sur la communauté portugaise.

En 2001, à Bordeaux, un groupe d'amis portugais, ayant chacun joué dans des clubs de football différents, décident de monter une association de football en

¹¹⁴ Journal Officiel de la République Française du 23 juin 2001.

mettant en avant l'identité portugaise et l'appartenance à cette communauté. Très rapidement, dès la première année, le club, qui était au départ un club loisir, connaît du succès et son siège social, initialement situé sur les quai de Bordeaux, traverse la Garonne pour se retrouver rive droite dans un bar portugais de Cenon.

L'esprit « sportif » qui a pris l'ascendant sur l'esprit « loisir » souhaité initialement permet de retrouver l'histoire du club à partir de 2002. En effet, c'est à partir de cette date qu'il commence à se donner les moyens d'être compétitif.

Ainsi, à partir de 2003, le club change de siège, en obtenant un local plus adapté sous les tribunes du Stade Léo Lagrange de Cenon. En 2004, le club crée une école de football pour se pérenniser. Les joueurs et les membres de l'association s'organisent pour réhabiliter entièrement le local obtenu. Ils ouvrent un compte bancaire, ils mettent en place une salle de jeu pour organiser des soirées. En 2005, l'école de jeunes bat son plein et le club franchit la barre des cent licenciés. Aujourd'hui, l'AS Lusitanos a 130 licenciés et se développe d'année en année. Les propos du premier président du club des Lusitanos nous confirment d'ailleurs la mise en place de la politique du club dès le début :

*« La saison 2003/2004 a été un véritable tournant pour le club. On a eu la chance d'obtenir ce local mais également de mettre en place cette école de jeunes. Ce sont les deux choses les plus importantes aujourd'hui dans la vie d'un club de football amateur. C'est là où se jouent le présent et l'avenir du club »*¹¹⁵.

Le choix de la commune de Cenon n'est pas anodin. Dans un premier temps, comme nous avons pu le constater, l'immigration portugaise à Bordeaux, au

¹¹⁵ Entretien avec Carlos Da Cunha réalisé le 1^{er} mai 2009 à Cenon.

travers de sa communauté, s'est déplacée pour emménager un peu partout dans la CUB, notamment dans le Bas-Cenon où se situe ce club de football. Par ailleurs, Cenon est une ville de la rive droite qui revendique clairement son multiculturalisme. La diversité ethnique est mise en avant par la municipalité et le maire Alain David se félicite aujourd'hui d'avoir plus d'une centaine de nationalités différentes résidant à Cenon. La commune promeut ainsi les différentes initiatives culturelles comme le fonctionnement de l'AS Lusitanos.

L'association, initialement club de football-loisir portugais, s'est donc retrouvée très vite confrontée à la « compétitivité » du football » dès 2002. Le club s'est alors ouvert à des joueurs de tout niveau et pas nécessairement portugais. Par exemple, la langue parlée sur le terrain est le français, et ce depuis 2002, lors de la transformation du club. En effet, on comprend alors que le français se soit imposé par lui-même dès l'ouverture de l'AS Lusitanos à des joueurs sans origine portugaise.

Le club est donc aujourd'hui un espace interculturel, même si, sans surprise, la majorité des joueurs reste d'origine portugaise. Cependant la spécificité actuelle du football, voire du sport en général, a mis au second plan le multiculturalisme sur le terrain.

Ainsi à la question concernant les objectifs du club, la réponse des dirigeants est sans équivoque :

« Tous les ans, l'objectif c'est « la montée ». Il y a trois, quatre ans, l'équipe était à un niveau plus bas. Depuis, chaque année, en début de saison, l'objectif principal est de monter dans la division supérieure. On n'a jamais raisonné en disant : " on reste là où on est, on est juste ouvert pour jouer ". Non, il y a un objectif, on a toujours envie d'aller plus haut »¹¹⁶.

¹¹⁶ Entretien avec Manuel Ferreiro Consantino, le 1^{er} mai 2009 à Cenon.

Tout comme le CS Portugais, l'AS Lusitanos a connu au cours de sa récente histoire le départ de joueurs portugais vers d'autres clubs de meilleur niveau, d'où l'importance de l'école des jeunes pour renouveler les effectifs.

Pour résumer ces quelques années d'existence, le club s'est vite rendu compte qu'à l'orée des années 2000, vouloir réunir la communauté portugaise dans un club loisir était utopique. Malgré leur appartenance identitaire, les joueurs souhaitaient être compétitifs. Le club a du basculer vers une politique plus sportive, politique qu'il défend aujourd'hui avec fierté.

Football et communauté portugaise à Bordeaux.

Résumer l'impact de la communauté portugaise sur le football à Bordeaux par la seule analyse des équipes et des clubs portugais serait extrêmement réducteur. En effet, la communauté portugaise est un ensemble de personnes liées, il est vrai, par une identité portugaise forte, mais c'est également un ensemble de personnes interagissant constamment avec l'extérieur de la communauté. Par exemple, il existe de nombreux membres de la communauté portugaise qui se revendiquent comme tels et qui font du football dans d'autres équipes sportives que des équipes portugaises. Par exemple, ils peuvent jouer dans des équipes d'entreprises¹¹⁷, ou dans des équipes réputées, ayant une histoire plus médiatique¹¹⁸.

Ce travail sur ces clubs portugais nous indique néanmoins certaines tendances parfois récurrentes que nous allons essayer de comprendre.

¹¹⁷ Il existe à Bordeaux de nombreuses équipes de football d'entreprises. Pour en citer quelques unes : IKEA FC de Bordeaux, Transports en Commun Bordeaux, FC Pro BTP, et évidemment l'ASPTT Bordeaux.

¹¹⁸ Pour n'en citer que quelques unes : les Girondins de Bordeaux, l'Union Saint Bruno, le Stade Bordelais.

De « l'entre-soi » à l'interculturalité : le rôle du football.

Ce qui saute immédiatement aux yeux dès que l'on s'intéresse à la question du football, c'est la manière dont ce sport a bouleversé les politiques des clubs. Simple à mettre en place, peu coûteux et surtout très populaire, le football s'est imposé d'emblée à ces associations. La question du choix du sport ne s'est jamais vraiment posée lors de leur création. Néanmoins, la logique compétitive du football a pris l'ascendant sur les différents buts affichés à l'origine. Ainsi, en ce qui concerne le CS Portugais, ce sont les objectifs sportifs devenus prioritaires qui ont imposé l'ouverture à des joueurs sans origine portugaise, et qui ont été la cause du départ de ces mêmes joueurs récupérés par des équipes et des clubs de meilleur niveau. On observe un même phénomène à l'AS Lusitanos qui bascule aujourd'hui dans une logique de compétitivité donc d'ouverture, après avoir souhaité construire initialement une équipe de loisir entièrement portugaise.

On remarque par conséquent un changement radical de politique par rapport aux buts de la création de ces clubs : de la construction d'un club d'entre-soi portugais, on est passé à l'ouverture et l'interculturalité, aux dépens de la revendication identitaire portugaise.

Doit-on cependant « accabler » le football ou est-ce une spécificité du sport ? Aujourd'hui, le sport répond à une logique compétitive dans laquelle se développent pourtant de plus en plus de nouvelles pratiques physiques non compétitives. Il est vrai que le football a certainement été l'un des premiers sports à exiger une pratique compétitive de la part de ses clubs, mais de nos

jours, on peut dire que la plupart des clubs de sport et notamment de sports collectifs répondent à cette logique de résultats et de compétition.

Le football cependant est le sport le plus médiatisé et certainement le plus populaire, et c'est cette popularité qui va accentuer le phénomène d'ouverture observé. Posons-nous une autre question : ce lieu d'entre-soi aurait-il été remis en cause de la sorte si l'association avait pratiqué un sport portugais ou un sport qui ne connaît sa popularité qu'au Portugal ?

En réponse à cette question, on peut citer l'existence actuelle en Dordogne de plusieurs associations sportives britanniques pratiquant le cricket comme à Eymet ou Saint-Aulaye par exemple. L'immigration britannique a été importante au cours de ces vingt dernières années en Dordogne. C'est ainsi que sont apparues des associations de cricket sur le champ sportif. Il est évident qu'elles ont été créées pour organiser des lieux d'entre-soi britanniques¹¹⁹. On remarque alors que les compétitions de cricket se sont organisées entre clubs anglais de cricket et n'ont nullement été perturbées par une absence de popularité en France. Aujourd'hui, les clubs de cricket restent ainsi des lieux d'entre-soi britanniques.

Les clubs de football portugais, tout comme les clubs de football arméniens, et certainement d'autres clubs de football identitaires, ont du faire évoluer leur politique pour se pérenniser ou pour survivre. Les raisons de cette évolution sont complexes : sport de compétition ? Football ? Sports populaires ? Une analyse approfondie permettra de comprendre les mécanismes sous-jacents de ces changements.

¹¹⁹ Le site Internet du Club Eymetois de Cricket est entièrement en anglais. (<http://www.eymetcricket.com>).

Discriminations, stigmatisations et violence.

Le monde du football est un monde où le racisme existe et où les discriminations sont fréquentes. Il est vrai que la médiatisation de ces phénomènes laisse à penser que le racisme est un mal du football de haut-niveau, mais malheureusement, il existe également dans le football amateur.

Le football portugais a souvent été l'objet de certaines discriminations mais les mentalités tendent aujourd'hui à évoluer.

Le CS Portugais a longtemps souffert d'une image d'un club brutal qui joue à un jeu basé sur le physique et même parfois sur la violence. C'est cette image qu'on a longtemps conservée du footballeur immigré.

Ainsi, l'un des anciens joueurs nous raconte :

« Le club, quand il a démarré et pendant une quinzaine d'années, il y avait quand même des problèmes parce que l'on était portugais. Les gens disaient qu'on était "dur". Il a fallu du temps pour arriver à gommer ces problèmes. Et encore des fois, ça revient cette mauvaise image. Dès qu'il y a des problèmes, c'est parce que l'on est portugais, même si ça n'a parfois rien à voir. Mais par exemple, l'année dernière, on a joué à Canéjan, et une personne me dit " le club n'a plus rien à voir avec avant ". Voilà et c'est ce genre de propos qui montre que les gens viennent jouer contre nous avec un apriori. [...] Et même sur l'arbitrage, parfois les arbitres nous mettaient plus facilement des cartons car on avait cette image de jouer " dur ". Mais bon, c'est comme ça. Les choses évoluent ».¹²⁰

Il est vrai qu'au début des années 70, les clubs portugais sont réputés pour leur violence sur le terrain, mais également dans le stade où les supporters portugais en venaient facilement aux mains. Chaque match de football entre

¹²⁰ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

un club portugais et un club non portugais se transformait en un match France-Portugal¹²¹. Ainsi, comme le dit Manuel Vaz Dias, « *le football est le seul domaine où les Portugais affrontent les Français sans complexe* »¹²².

Il existe deux réponses expliquant ce phénomène. La première analyse cette violence par la sociologie d'Elias. En effet, la plupart des immigrants portugais viennent de régions rurales « archaïques » et sont donc moins développées dans le processus de civilisation. Les immigrants n'arrivent pas encore à limiter leurs pulsions et n'ont pas intériorisé toutes les règles¹²³.

La seconde réponse est moins théorique et s'appuie sur un certain chauvinisme. Le club de football est le symbole de la communauté portugaise et chaque match met en avant cette communauté. Si discrète par ailleurs, cette communauté utilise le football pour s'affirmer et chercher à gagner « sur le terrain », même s'il faut en venir aux mains, et ce afin d'exprimer la colère refoulée devant les stigmatisations et discriminations subies dans la vie de tout les jours.

Aujourd'hui, les mentalités ont un peu évolué. L'image du Portugais a changé, notamment grâce au redressement économique du pays entamé dans les années 80. La stigmatisation du Portugais « brutal et agressif » a évolué vers un Portugais « volontaire et travailleur ». Parallèlement, la violence manifestée dans le jeu et dans les stades s'est atténuée au fil des ans. Ainsi, le nouveau club de l'AS Lusitanos n'a jamais constaté la moindre discrimination sur le terrain ni même en dehors, comme le souligne l'ancien président :

« Le regard que les gens nous porte, c'est plutôt un regard surpris autour de notre complicité. Des gens de la communauté vont venir au club, donner un coup de main

¹²¹ Victor Pereira, op. cit. pp. 33-38.

¹²² Manuel Vaz Dias, « la dynamique associative en France et son évolution : l'exemple de la communauté portugaise », *Des Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Aquitaine, 1990, pp. 207-217, p 211.

¹²³ Norbert Elias ; Eric Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

s'il y a besoin, comme là pour le tournoi par exemple. On a toujours énormément de gens qui se proposent pour donner un coup de main. C'est ça que les gens vont retenir de nous. Maintenant, on a beau avoir une identité un peu « particulière », les gens ne nous jugent plus sur ça »¹²⁴.

Ces propos démontrent l'évolution d'une image négative de l'immigré vers une image beaucoup plus attrayante. Les discriminations et les stigmates peuvent néanmoins revenir à chaque instant et les clubs en sont parfaitement conscients. Ils savent notamment qu'en cas de conflit ouvert, ils ne doivent nullement réagir avec excès mais essayer de trouver un recours diplomatique, car si le problème persiste, l'appartenance portugaise et les racines immigrées seront l'explication prétextée des conflits.

« On préfère montrer une bonne image de nous aujourd'hui. Les choses étaient ce qu'elles étaient hier. Maintenant la page est tournée, et il ne faut pas revenir dans une période comme celle-là. Quand je vais à la ligue et qu'on en parle, je leur dis : " hier c'était hier. Maintenant, on s'occupe du présent ". Mais je sais que si il y a des histoires, ils diront que c'est parce qu'on est portugais »¹²⁵.

La place de femmes.

Le football est un sport où les femmes ont mis de nombreuses années à être acceptées. Encore aujourd'hui, le football est généralement considéré comme un sport masculin, à l'image de la boxe ou du rugby. Ces associations sportives portugaises pratiquant le football ont-elles laissé une place pour la pratique féminine en leur sein ?

¹²⁴ Entretien avec Carlos Da Cunha réalisé le 1^{er} mai 2009 à Cenon.

¹²⁵ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

A la question de l'importance des femmes dans le club, la première chose mise en avant est la logistique. Les femmes ont une importance dans la vie du club sur le plan de l'organisation. Par exemple, elles exercent des fonctions de trésorière dans certains clubs comme au CS Portugais. A la question de l'importance des femmes, l'ancien dirigeant de l'AS Lusitanos donne une réponse pleine de sens :

« Les femmes ont eu un rôle très important au départ. En effet, le club n'avait pas les mêmes moyens qu'aujourd'hui. C'était les femmes de joueurs ou les mères des gamins qui lavaient les maillots chez elles avec leurs propres machines à laver. Maintenant, on peut les laver ici, mais ce sont encore les femmes qui s'en occupent. Il arrive aussi qu'elles tiennent la buvette pendant les tournois, ou qu'elles préparent des sandwiches, elles nous aident dans l'organisation »¹²⁶.

On se rend compte que la place des femmes est avant tout fonctionnelle dans l'organisation du club. Il est vrai qu'elles ont une place importante mais les tâches qui leur sont allouées peuvent parfois paraître inintéressantes au regard des différentes fonctions dans le cadre d'une association. Victor Pereira explique : *« Même si elles ne jouent pas, les femmes ont une grande importance dans la pratique du football au niveau associatif. Car le fait de créer une association, de participer à des compétitions, à des tournois induit une série de tâches largement dévolues aux épouses/fiancées. En effet, qui lave les maillots, les shorts et les chaussettes pleines de boue de la dizaine de joueurs de l'équipe ? »¹²⁷.*

Ainsi, le président actuel de l'AS Lusitanos nous explique alors pourquoi aucune équipe féminine n'est créée parmi les clubs portugais de Gironde :

¹²⁶ Entretien avec Carlos Da Cunha réalisé le 1^{er} mai 2009 à Cenon.

¹²⁷ Victor Pereira, op. cit. p 30.

« Chaque année, on entend parler de créer une équipe féminine. Mais je pense que ce n'est pas quelque chose qui fonctionnerait. Certaines femmes veulent plus s'investir dans le club mais je ne crois pas que ça marcherait très bien, on n'a pas assez de demande. Le sujet revient souvent mais pour l'instant, ça n'intéresse pas vraiment les gens et ce n'est pas d'actualité »¹²⁸.

Les femmes n'ont donc pas la possibilité de pratiquer un sport dans les clubs portugais. En effet, ceux-ci ne proposent que du football, sport qui n'intéresse pas forcément le public féminin, et du reste il n'existe aucune équipe féminine. Néanmoins, on remarque un intérêt clairement affiché par les femmes de la communauté portugaise pour les résultats et le suivi de ces clubs. Ainsi, elles se déplacent souvent aux matchs et aux tournois les week-ends, à domicile comme à l'extérieur. Les femmes de la communauté portugaise s'affichent comme supportrice de ces clubs identitaires, bien plus que pour tout autre club.

Vers une nouvelle forme « d'entre-soi » ?

Pour compenser la perte d'entre-soi, la communauté portugaise s'est servie d'un nouveau lieu pour se retrouver, pour parler portugais et pour faire des festivités. L'organisation de tournois, avec une buvette, un repas avec des grillades, ou encore le défilé l'après-midi de groupes folkloriques, devient une nouvelle forme d'organisation pour se retrouver entre Portugais. A Cenon, le jumelage réalisé en 2008 avec Paredes de Coura a donné une nouvelle occasion à la communauté portugaise de Cenon de se retrouver lors des journées de célébration.

¹²⁸ Entretien avec Manuel Ferreiro Consantino, le 9 mai 2009 à Cenon.



Affiche du tournoi de football fêtant le jumelage avec Paredes de Coura

Ainsi, cette année, lors du 1^{er} mai 2009, un tournoi de football fut organisé par la mairie de Cenon entre l'AS Lusitanos, le club de football de Paredes de Coura et les autres clubs de football cenonais. Ce tournoi fut l'occasion pour la communauté portugaise cenonaise et bordelaise de se déplacer au stade Léo Lagrange de Cenon afin de se retrouver pour parler portugais autour du comptoir de la buvette ou d'une grillade.

Ainsi, les équipes et clubs sportifs portugais proposent à la communauté portugaise de se déplacer au stade, pas seulement pour supporter le club de football, mais aussi pour avoir l'occasion de se retrouver entre Portugais.

Il ressort souvent des discours une volonté de créer un club unique de football portugais pour la région bordelaise. Même si chacun de ces clubs avouent entretenir de très bonnes relations avec les autres clubs portugais, cette idée de fusion est récurrente. Il est vrai que pour chaque tournoi organisé par un club portugais de Gironde, toutes les autres équipes portugaises sont invitées à participer. Néanmoins, on remarque une certaine volonté de tous s'unir derrière une seule et même équipe pour deux raisons.

La première est avant tout sportive : fusionner toutes les équipes portugaises de Bordeaux permettrait de construire une équipe de meilleur niveau et donc de devenir plus concurrentielle. Ainsi, comme nous l'explique l'actuel président de l'AS Lusitanos :

« Le seul regret que je peux avoir aujourd'hui, c'est qu'avec le nombre de licenciés portugais, et le nombre de personnes dans la communauté portugaise, nous n'ayons pas comme c'est le cas à Pau un groupe, un club qui regroupe tout le monde. On est partagé avec les joueurs, mais c'est vrai qu'avec les deux grosses associations qu'il y a sur la rive gauche et la rive droite, c'est un rassemblement qui pourrait faire une équipe de meilleur niveau... »¹²⁹.

La seconde raison est d'ordre plutôt identitaire : chaque membre de la communauté portugaise de Bordeaux ne suivrait, voire ne supporterait qu'une seule et même équipe portugaise.

Cependant, chacun des dirigeants sait pertinemment que l'idée de se réunir derrière une même bannière est totalement utopique. Indépendamment des conflits qu'un tel regroupement pourrait générer, les difficultés de déplacements qu'il engendrait provoqueraient inévitablement la création d'un nouveau club de football.

¹²⁹ Entretien avec Manuel Ferreiro Consantino, le 1er mai 2009 à Cenon.

Dans le monde associatif portugais, les associations sportives ne sont pas les seules associations portugaises à avoir proposé des activités physiques, susceptibles d'intéresser cette recherche dans le champ des STAPS. Comme nous l'avons vu en préambule, les associations culturelles pratiquant de la danse traditionnelle proposent aux membres de la communauté portugaise une activité annexe au football. Le questionnement historique est donc le suivant : quels ont été les motifs de création, et par le biais de la danse, comment s'organisent ces associations autour de la communauté portugaise ?

Chapitre 7

Les associations « culturelles ».

L'une des principales particularités du mouvement associatif portugais est justement la mise en place d'associations « culturelles ». En effet, cette « singularité » associative a souvent été le sujet d'études de chercheurs en France comme par exemple Marie-Antoinette Hily et Michel Poinard qui se sont intéressés aux nombreux aspects de ces associations, telle leur mise en place, leur structuration ou encore leurs festivités¹³⁰.

A Bordeaux, elles sont nombreuses à revendiquer une appellation « culturelle ». En effet, toujours selon l'outil *Refasso*, on trouve entre quinze et vingt associations ayant au moins un but d'ordre « culturel ». Ainsi, il existe des associations qui veulent faire découvrir la culture portugaise aux Français, comme la gastronomie ou la musique, des associations qui veulent construire une culture franco-portugaise autour d'un thème précis et même des associations qui se proposent d'aider les adhérents à l'organisation de voyages au Portugal.

« Culture » et STAPS : les groupes folkloriques.

La première question que l'on est en droit de se poser est donc celle-ci : en quoi le champ des STAPS¹³¹ peut-il s'intéresser à ces associations « culturelles » ? En effet, qu'entendons-nous par « culturel » et finalement quelles sont les associations susceptibles de retenir notre intérêt pour cette

¹³⁰ Marie-Antoinette Hily et Michel Poinard, « Fonctions et enjeux du mouvement associatif portugais en France », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.1, n°1, 1985, pp. 25-35.

¹³¹ Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives.

étude ? Il convient tout d'abord de donner une définition précise des associations qui répondent au mouvement associatif portugais en s'intéressant à la fois aux champs de l'histoire et des STAPS.

Parmi le réseau associatif culturel portugais, il existe des associations que les Portugais nomment « Rancho folklórico ». Ces associations, dont on pourrait traduire le nom en français par « groupe folklorique », revendiquent l'identité et la culture portugaises par la pratique traditionnelle. En effet, en premier lieu, la pratique de la danse, mais parfois également la musique, sont les principales activités qui rythment la vie de ces associations. La danse, qu'elle soit traditionnelle ou classique, rentre dans le domaine des STAPS en temps qu'activité physique et sportive artistique. Ainsi, un groupe traditionnel sous-entend un lieu de pratique d'une activité physique. Ces associations entrent de plein-pied dans le domaine des sciences des activités physiques.

L'appellation culturelle de cette étude est donc justifiée par ces associations culturelles véhiculant une certaine identité portugaise. Néanmoins, ce travail autour des sciences humaines et des STAPS ne s'intéresse qu'à une partie de ces associations culturelles : les groupes folkloriques pratiquant de la danse traditionnelle.

Les groupes folkloriques à Bordeaux.

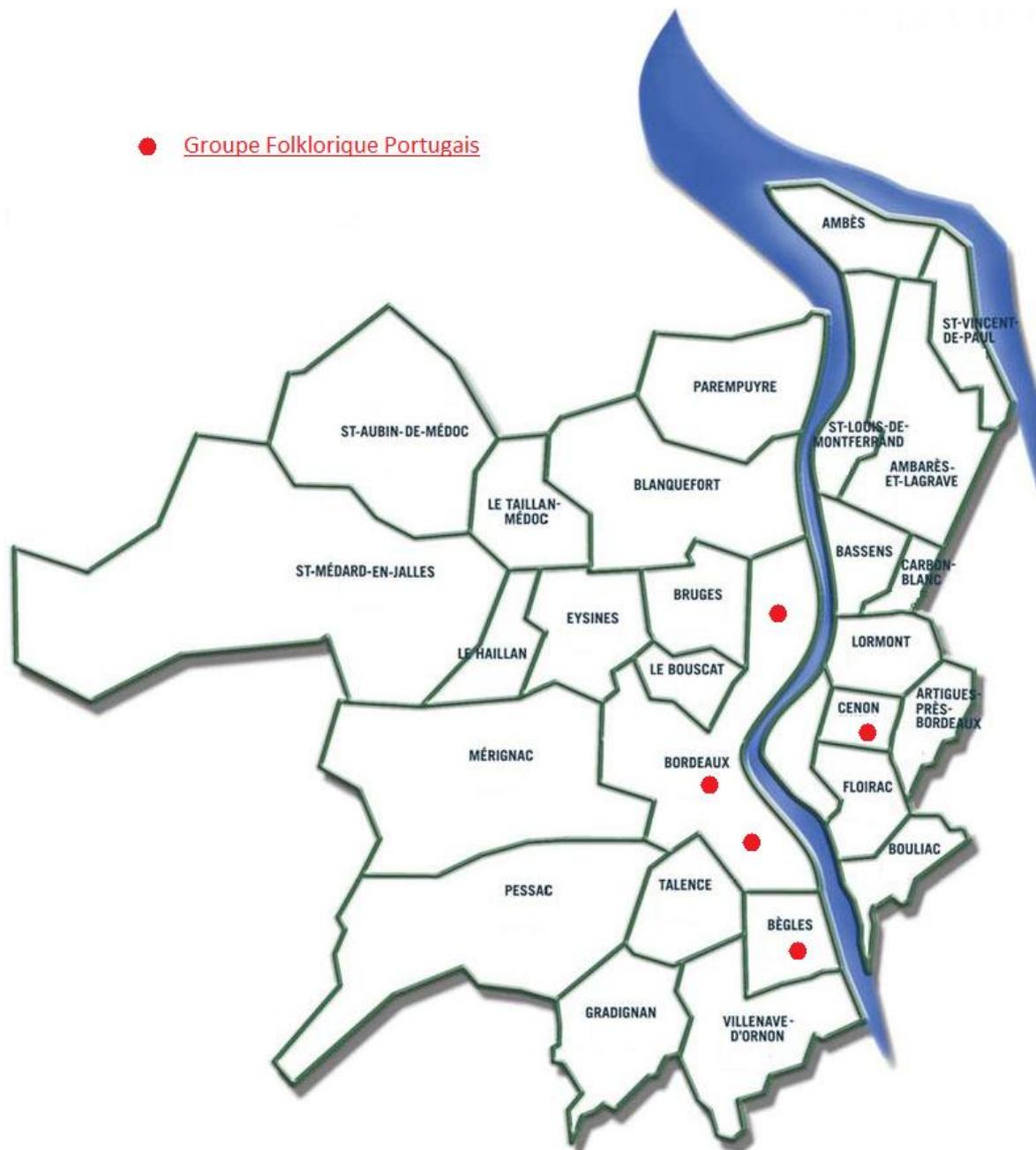
Comme pour les associations sportives, la méthode de recherche reste la même. En se basant sur les données du site *Refasso*, il nous a été possible d'obtenir les statuts de ces groupes folkloriques et de dresser un certain profil. Par ailleurs, nous avons complété ce travail par des entretiens au sein d'un « rancho folklórico », l'Alegria Portugaise de Gironde, qui se situe à Cenon.

Un groupe folklorique portugais se définit par la pratique et l'enseignement d'une ou plusieurs danses traditionnelles. En effet, ces danses sont principalement issues des régions d'où viennent la plupart des immigrés. A Bordeaux, comme nous avons pu le constater précédemment, la plupart des immigrés proviennent des régions du nord du Portugal. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de retrouver dans ces associations la pratique et l'enseignement de danses traditionnelles du nord du pays, notamment de la région du Minho. De plus, contrairement à la pratique sportive, la pratique des danses traditionnelles ne souffre pas ou très peu d'une concurrence entre les différents groupes folkloriques, même si ceux-ci pratiquent une même danse.

A Bordeaux, il existe cinq groupes folkloriques, le plus vieux ayant été créé en 1982 et le plus récent en 2008. On constate dès lors que la dynamique associative est toujours d'actualité, des groupes de danses folkloriques continuant à se créer¹³². Nous pouvons dresser une cartographie de ces associations.

On remarque que la cartographie de ces associations se calque en quelque sorte sur la cartographie des équipes de football. Il y a plus d'équipes de football mais ces groupes folkloriques comptent plus d'adhérents. De plus, il existe un groupe folklorique dans les zones les plus portugaises comme Cenon, Bègles, Bordeaux-Bacalan ou Bordeaux-Saint-Michel.

¹³² Selon le *Journal Officiel de la République Française* du 29 mars 2008, le "Rancho Folclórico Casa Dos Arcos em Bordeus" a été déclaré à la Préfecture de Gironde le 17 mars 2008.



Cartographie des groupes folkloriques portugais dans Bordeaux et sa périphérie

Certains de ces groupes comme les Pauliteiros de Bordeaux ne comptent dans leurs rangs que des danseurs masculins. D'autres se composent plutôt de

jeunes danseurs, âgés de moins d'une quinzaine d'années. Ces groupes folkloriques s'organisent tous autour d'un même mode de fonctionnement. Chaque groupe se réunit le samedi soir dans une salle et le créneau horaire s'organise comme un entraînement pour une association sportive : il y a un meneur, qui montre les pas et les enseigne, un orchestre qui joue de la musique traditionnelle et chaque catégorie se succède sur l'estrade pour s'entraîner. Le créneau commence avec les jeunes de moins de quinze ans qui dansent entre trois quarts d'heure et une heure, un groupe plus expérimenté danse ensuite également pendant une heure, puis le cœur du groupe avec les meilleurs danseurs clôturent la séance pendant une heure aussi. Les chansons folkloriques se succèdent, les pas changent mais pour les groupes folkloriques mixtes, la plupart des danseurs ont leur danseuse attitrée.

Durant les week-ends, lors de nombreuses festivités, les différents groupes folkloriques se retrouvent, en costume, pour défiler ou produire des spectacles de danse traditionnelle. Toutes les occasions sont bonnes pour sortir ou partir en déplacement. En effet, ces groupes folkloriques voyagent très souvent dans toute la France, voire parfois à l'étranger, pour représenter cette culture portugaise un peu partout dans le monde. Par exemple, l'association Alegria a été cette année à Pau et en Andorre pour défiler avec d'autres groupes folkloriques portugais.

De plus, lors des festivités organisées localement, liées à des fêtes portugaises comme la célébration du 25 avril 1974 ou la fête de la Saint-Jean, ces groupes folkloriques se déplacent également.

Comme nous l'avons vu plus haut, il n'existe pas réellement de concurrence entre ces groupes folkloriques, le but étant de représenter le Portugal et sa

culture, de mettre en avant de caractère festif de celle-ci et de faire découvrir les spécificités des régions dont est issue la plupart des immigrés.

Enfin, pour revenir aux associations de football portugaises à Bordeaux, dès que l'une d'elle organise un tournoi, elle fait venir plusieurs groupes folkloriques pour défiler le samedi après-midi. Ce défilé, la plupart du temps très attendu par les spectateurs, se fait en tenu traditionnelle. Il est également l'occasion pour ces Portugais de mettre en avant le lien communautaire qui existe entre ces associations, autour du Portugal.

Le choix des pratiques folkloriques.

Il faut comprendre que le folklore possède une dimension particulière pour les immigrés portugais, mais cette dimension n'est pas uniquement propre à l'immigration. En effet, on remarque que du côté du Portugal, les festivités liées au folklore sont également d'actualité, et, ce qui est un phénomène passé de mode en France, tient une place très importante dans la vie du Portugal. Il existe ainsi de nombreux groupes de folklore et toutes les fêtes sont l'occasion pour la troupe locale de sortir. En France, cette conception du folklore peut surprendre car à part dans certaines régions très proches de leur identité, la mise en place d'un état-nation a dénaturé l'identité régionale et le sentiment d'appartenance à celle-ci. Seules quelques régions comme la Bretagne, le Pays Basque, ou la Corse revendiquent clairement une identité régionale, par la pratique de la langue et le respect de certaines traditions¹³³.

¹³³ Le cas breton est encore plus particulier, car outre l'identité bretonne, le folklore revendique également une identité celtique qui est aussi mise en avant dans d'autres régions d'autres pays comme en Irlande, au Pays de Galles et même en Espagne.

Comment expliquer l'importance du folklore chez les Portugais ? Il faut certainement comprendre l'histoire socio-économique du Portugal pour en trouver l'explication. Jusqu'à très récemment, le Portugal était un pays essentiellement rurale, où la communauté se cantonnait à l'appartenance à un village, voire plus rarement à une région.

Avec la chute de Salazar, et l'adhésion à l'Union Européenne dans les années 80, le Portugal s'est mis en marche sur un plan économique. Cependant, les identités régionales ont persisté et pour répondre aux bouleversements induits par ces changements, un véritable réseau culturel associatif s'est organisé autour du folklore, notamment dans la danse et le chant traditionnels. Ainsi, autour de ce maillage culturel, les Portugais se sont regroupés en institutionnalisant une pratique folklorique qui se faisait la plupart du temps sans organisation particulière.

Les immigrants portugais ont donc ainsi pu suivre l'exemple du Portugal en pratiquant également une activité folklorique qui revêtait un double intérêt : c'était une manière de lutter contre une certaine forme d'acculturation et ainsi de garder ses valeurs identitaires, mais c'était également l'occasion de rester dans la dynamique associative folklorique du pays.

Nous l'avons vu, il existe plusieurs groupes portugais de folklore à Bordeaux, et cette dynamique associative reste en ébullition comme le démontre encore la création récente d'un nouveau groupe. Essayons d'examiner l'histoire de ces créations afin de mieux comprendre les différents buts qui ont conduit les Portugais à créer ces groupes de folklore.

L'histoire d'une association : « l'Alegria Portugaise de Gironde ».

Nous avons choisi d'écrire l'histoire de l'association « Alégria Portugaise de Gironde » pour deux raisons essentielles.

Tout d'abord, c'est une question de méthode. Bien sûr, il eût été possible de dresser l'histoire des cinq groupes folkloriques de Bordeaux, mais ces histoires auraient été partielles, et donc insuffisamment pertinentes pour répondre au sujet. Il a donc fallu faire un choix en s'orientant vers une histoire plus représentative.

Ensuite, le choix de l'association fut finalement dicté assez rapidement par le fait qu'au cours de plusieurs rencontres avec des membres de la communauté, son nom revenait assez souvent. Ce qui a définitivement motivé ce choix résulte de l'ancienneté de cette association. En effet, Alegria est aujourd'hui le groupe folklorique de Gironde le plus ancien et c'est par conséquent sur cette histoire vieille de près de trente ans que nous allons nous pencher.



Quelle vocation pour « l'Alegria Portugaise de Gironde » ?

Fondée officiellement le 16 janvier 1982, l'association « Alegria Portugaise de Gironde » a pour objet officiel *la création d'un groupe récréatif afin de réunir les travailleurs émigrés portugais pour occasionner des fêtes culturelles et dévoiler les diverses danses portugaises*¹³⁴.

On remarque ici que le but affiché est de réunir les Portugais autour de la danse traditionnelle et des fêtes culturelles.

Le président actuel de l'association, qui était membre lors de sa création, nous explique alors que toute l'histoire d'Alegria part d'un constat fait par un groupe d'amis vers la fin de l'année 1981. Tous ces amis étaient des immigrants portugais qui venaient de construire une famille en France comprenant femmes et enfants. Au détour d'une conversation, ils se sont finalement aperçus que leurs enfants ne parlaient pratiquement pas le portugais et n'avaient aucune connaissance de leur culture ni de leurs racines. Pour ces Portugais, la richesse de ce métissage culturel ne devait pas être mise en péril par une acculturation française qu'ils subissaient tous les jours. En effet, ces enfants allaient à l'école française, regardaient la télévision française et avaient davantage de relations avec les enfants non-portugais que portugais.

Ces immigrants ont donc eu l'idée de créer une association à vocation culturelle autour de la danse traditionnelle et de la culture portugaise. Cette association était donc à vocation interculturelle. C'était la richesse culturelle du métissage franco-portugais qui devait être entretenue par une vie sociale en France et une vie associative tournée vers le Portugal.

¹³⁴ Journal Officiel de la République du 25 janvier 1982.

L'association se crée donc en 1982 et très rapidement, de nombreux adhérents portugais se manifestèrent autour de ce projet. Ainsi, comme nous le confirme le président de l'association :

« Les premiers jours, nous étions un groupe d'amis qui voulions montrer à nos enfants ce qu'étaient les coutumes du Portugal. Mais jamais lors de sa création nous pensions que ça prendrait une telle dimension. Très vite, des membres de la communauté sont venus nous voir, ils ont adhéré et on a pu ainsi se développer rapidement. C'était très gratifiant »¹³⁵.

Au début, installée à Léognan, l'association a assez souvent déménagé son siège. Ainsi, au cours de ces vingt-sept années, elle s'est installée à Bègles, puis à Bordeaux, pour revenir à Bègles dans les années 90, et pour s'installer enfin dans son siège actuel à Cenon. Ces déplacements n'ont cependant pas été motivés par la volonté de suivre les déplacements de la communauté portugaise elle-même, mais pour obtenir de meilleures conditions d'activité que ce soit sur le plan des structures ou sur un plan financier. On remarque donc ici que l'appartenance géographique de l'association n'est pas primordiale. Comme nous le fait justement remarquer le président d'Alegria :

« Nous ne sommes pas des Portugais de Bègles, de Cenon ou même de Bordeaux. Il n'y a pas selon moi d'identité propre aux Portugais de Bordeaux, ou s'il y en a une, nous ne l'affichons pas. Ce que l'on montre, c'est que nous sommes des Portugais immigrés et que nous venons de la région du Minho. C'est par la danse et les défilés que nous voulons le montrer »¹³⁶.

¹³⁵ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

¹³⁶ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

Très rapidement, de nombreux membres de la communauté portugaise se sont intéressés à cette association, même si ces immigrants ne venaient pas de la région du Minho. Cette association était avant tout portugaise et par la pratique de la danse traditionnelle, ce lieu devenait l'occasion de se retrouver. Les séances du samedi étaient idéales pour raconter la semaine passée et pour partager des moments ensemble. En effet, comme nous l'avons constaté précédemment, dans les années 80, les immigrants portugais ont déménagé autour de Bordeaux afin de trouver de meilleures conditions de logement. Ces Portugais, si soudés dans leurs quartiers pour résister aux difficultés de leur vie en France, s'étaient disséminés un peu partout à Bordeaux afin d'offrir à leurs enfants les meilleures conditions d'éducation. Cet éparpillement avait eu pour effet de faciliter l'assimilation culturelle de ces enfants en les empêchant de vivre uniquement avec des Portugais, mais avait surtout eu pour conséquence de casser les solidarités existantes au sein des quartiers exclusivement portugais.

Ainsi, sans le vouloir, Alegria offrait à ces Portugais de Bordeaux un lieu, un endroit pour se retrouver et reformer certaines solidarités. Cette première initiative associative autour d'une perspective interculturelle devenait progressivement un lieu d'entre-soi portugais.

En ce qui concerne l'appartenance, il est à préciser qu'il n'a jamais fallu avoir des origines portugaises pour entrer dans l'association, mais très rapidement, le non-portugais qui souhaitait intégrer le groupe folklorique se retrouvait très rapidement confronté à la barrière de la langue. En effet, la plupart des adhérents parlent portugais entre eux, et même s'ils font l'effort de parler français à ceux qui ne parlent pas cette langue, il faut être lusophone pour parvenir à s'intégrer réellement.

Historiquement, l'évolution de la langue dans le groupe folklorique témoigne de la transition d'une association à vocation interculturelle vers un entre-soi portugais, c'est-à-dire vers un lieu répondant à la question multiculturelle. En effet, les jeunes qui intégraient l'association ne parlaient pas portugais et la langue principale était le français. Cependant, petit à petit, le portugais s'est imposé. Dans un premier temps dans les conversations, il est devenu la langue qui oriente la pratique de la danse. Ainsi, le meneur s'adresse à ses danseurs en portugais.

Une organisation multiculturelle.

Aujourd'hui, ce qui frappe dans cette association, c'est le fait que l'activité principale, c'est-à-dire la danse, soit devenue un axe minoritaire au sein du groupe. En effet, même si sur un plan strictement idéologique, ce groupe est un groupe de danse, l'entre-soi a pris le dessus. On constate ainsi, lors de chaque séance le samedi, que bon nombre de Portugais ou de membres de la communauté portugaise viennent au siège de l'Alegria pour se retrouver, pour parler portugais, tout en se désintéressant entièrement de la pratique de la danse traditionnelle. Ces personnes, qui ne sont pas adhérentes à l'association, se retrouvent dans la salle, et profitent finalement de cette structure comme d'un lieu de rendez-vous. Ainsi, les hommes se retrouvent au comptoir de la salle, jouent au baby-foot, sans participer ni même regarder les séances d'entraînement de danse. Les femmes se retrouvent au fond de la salle sur des bancs et discutent de tout et de rien.

Même s'il est vrai que certains membres viennent à la salle pour accompagner leurs enfants qui dansent au sein du groupe folklorique, il y a beaucoup de membres de la rive droite bordelaise qui cherchent simplement à y passer leur

samedi soir. Parfois, les soirées du samedi peuvent réunir beaucoup de monde :

« Lorsque l'on fait des bals, ça attire du monde. Et ce n'est pas une question de gratuité. En décembre dernier, nous avons organisé un bal pour le Téléthon. L'entrée était payante mais l'intégralité des bénéfices était reversée au Téléthon. C'était l'occasion de nous réunir et de faire une bonne œuvre. On a compté les entrées à la fin, et plus de 500 personnes étaient venus ce soir-là »¹³⁷.

L'association est devenue aujourd'hui un véritable lieu où les membres de la communauté peuvent se retrouver par cette pratique folklorique. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que sans le groupe culturel, l'association n'aurait pas lieu d'être. Tout le monde en est pleinement conscient et malgré cette indifférence manifeste au profit de l'entre-soi lors des séances d'entraînement, le groupe est suivi par la communauté lors de ces déplacements.

L'association « Alegria Portugaise de Cenon » est également réputée pour son festival. En effet, chaque année depuis 27ans, elle organise un festival international qui se déroule sur un week-end entier. La dernière édition a eu lieu à Cenon au Parc Palmer, comme c'est le cas depuis plusieurs années.

Chaque année, l'association attend lors de ce festival entre 5 000 et 10 000 personnes. De nombreux groupes folkloriques sont invités comme le groupe « Campones Minhotos » de Clermont-Ferrand, ou des groupes étrangers, comme le groupe espagnol « Estrymens » ou encore le groupe portugais « Campones de Bico » de Paredes de Coura, ville jumelée à Cenon...

¹³⁷ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

L'histoire de cette association trentenaire montre comment la communauté portugaise s'est emparé d'un espace associatif qui ne lui était pas spécifiquement réservé à l'origine. On voit ainsi comment un espace où l'interculturalité tient le premier rang est progressivement remplacé par un espace qui répond à une dynamique multiculturelle. L'association d'Alegria est devenue un lieu privilégié de l'entre-soi portugais, remplaçant ainsi les bars et certains commerces qui remplissaient ce rôle dans les quartiers d'immigrés portugais au cours des années 60.

Les groupes folkloriques de Bordeaux.

D'un point de vue strictement historique, ce phénomène transitoire s'observe également dans les autres groupes folkloriques. En effet, on peut comprendre que la réussite d'Alegria dans les années 80 et 90 ait donné envie à de nouvelles associations similaires de se créer : la pratique d'autres danses traditionnelles ou encore la volonté d'avoir un groupe entièrement masculin sont des raisons qui ont conduit à la création de nouveaux groupes folkloriques. Ainsi, on observe une même tendance dans des histoires plus récentes.

On remarque cependant que l'interculturalité n'a pas été autant privilégiée lors de leur création que pour Alegria. En effet, même si les jeunes étaient « prioritaires » dans ces associations, leur création répondait aussi à un phénomène de mode.

Mais il est vrai qu'on observe toujours une transition qui va d'un mode de fonctionnement interculturelle vers un espace multiculturelle et que cette tendance n'est donc pas spécifique à Alegria.

Discriminations et stigmatisations ?

En ce qui concerne les discriminations au sein de ces groupes folkloriques, on remarque que malgré leur caractère multiculturel, ces associations véhiculent une bonne image. En effet, contrairement au football, la danse traditionnelle ne s'inscrit pas dans un terrain concurrentiel vis-à-vis d'autres pratiques non-portugaises. Par ailleurs, ces associations se sont créées en même temps que s'opérait un changement dans l'opinion publique à propos des Portugais. Ces deux critères associés ont ainsi réduit les stigmates et empêché les discriminations.

Le regard porté sur ces associations oscille entre l'indifférence et le respect :

« Quand les gens nous voit, ils sont surpris. Tout d'abord, ils se disent qu'on est tous très unis autour du projet, autour de l'association. Ils respectent cette unité. Ensuite, ils se rendent compte qu'on arrive à faire beaucoup de choses grâce à notre dynamisme et ils trouvent ça bien sur le fond. Avant cela, des gens se plaignaient parce qu'on faisait trop de bruit le soir et c'est ça qui les dérangeait le plus. Mais maintenant qu'on a déménagé, on ne dérange personne »¹³⁸.

Finalement ces associations sont considérées comme d'excellents vecteurs de communication de la culture portugaise et leurs défilés sont appréciés lors des festivités car ce folklore reste dépaysant.

¹³⁸ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

La place des femmes dans les groupes folkloriques.

Les femmes ont une place cruciale dans ces associations. En effet, la plupart des ces groupes folkloriques ont d'abord été mixtes et ont donc eu autant besoin de femmes que d'hommes pour exister, la plupart de ces danses s'effectuant par couple. Quand on s'intéresse à la part d'adhérents de sexe féminin, on se rend compte que le ratio hommes/femmes est généralement autour des 50%. Les femmes ont donc un rôle très important en termes de fonctionnement de la pratique.

Ensuite, on observe un parallèle entre la place des femmes au sein des groupes folkloriques et la place des femmes au sein des associations de football : elles ont un rôle primordial dans l'organisation des tâches qui structurent la vie de l'association. Même s'il n'est pas question de maillots à laver, elles aident à la confection des costumes, à la préparation des repas, à l'organisation des festivités voire même à la direction de l'association en exerçant des tâches au sein du bureau.

Les femmes montrent donc dans ces associations des capacités d'organisation et de sens pratique qui permettent de les pérenniser. Elles ont donc une place importante, que ce soit sur le plan de la pratique physique que sur le plan de la vie associative.

La place des groupes folkloriques dans la communauté portugaise de Bordeaux.

Comme pour les clubs de football, il est difficile de quantifier l'impact des groupes folkloriques sur la communauté portugaise. En effet, on dispose de peu de chiffres pour quantifier exactement cette communauté et il est difficile

de mesurer l'importance de la danse traditionnelle dans la vie communautaire. Cependant, il se dégage quelques tendances que nous allons essayer d'identifier.

Tout d'abord, on remarque qu'il y a peu d'adhérents « officiels » dans ces associations. En effet, pour Alegria, le nombre d'adhérents évolue chaque année entre 150 et 200 personnes. Cela paraît peu si l'on se réfère aux chiffres de la communauté portugaise. Cependant, on observe chaque samedi dans chaque groupe folklorique la venue de nombreux Portugais qui se retrouvent au siège de ces associations, sans pratiquer mais pour se retrouver, pour parler la langue, et pour profiter de ces lieux d'entre-soi. Ainsi, comme nous l'a fait remarquer le président, plus de 500 personnes sont venues lors du bal organisé en faveur du Téléthon en 2008. On remarque donc que ces associations sont le lieu où des membres de la communauté se retrouvent même s'ils n'adhèrent pas au groupe folklorique.

De plus, il ne faut pas oublier que ces associations organisent chaque année des festivités où les autres groupes folkloriques sont conviés, ces festivités tournant autour de la communauté portugaise. Une grande population se déplace dont la majorité est issue de la communauté portugaise. Ces festivités ont une place importante car c'est l'occasion de partager ses racines, de faire des fêtes autour des grandes dates qui ont marqué le Portugal comme le 25 avril.

« Lors de notre dernier festival international en 2008, il y avait selon le journal Sud-Ouest près de 10 000 personnes. Le Parc Palmer était plein de monde, c'était impressionnant. Les gens étaient contents d'être là. Les danseurs ont été très acclamés. Beaucoup de monde parlait le portugais. Les gens venaient car grâce à ce festival, ils avaient l'impression d'être revenu un peu au Portugal. C'est lors de ces fêtes qu'on se rend compte qu'il y a beaucoup de personnes dans la communauté portugaise à

Bordeaux, et que même si elle ne se manifeste pas souvent, elle est bel et bien présente »¹³⁹.

On remarque donc que même si l'importance des groupes folkloriques sur la communauté portugaise de Bordeaux est difficilement quantifiable, l'organisation de festivités a un impact non-négligeable sur celle-ci.

¹³⁹ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

Chapitre 8

Quelques axes de réflexions autour des associations « sportives » portugaises de Bordeaux.

Ce dernier chapitre a pour but de présenter quelques résultats obtenus autour de grands axes de recherche. En effet, il nous a semblé pertinent d'interroger également ce mouvement associatif autour de grandes dynamiques associatives qui avaient pu être observées dans d'autres associations immigrées comme les associations italiennes ou arméniennes¹⁴⁰. Ainsi, nous avons trouvé judicieux de choisir comme thème d'analyse les questions religieuses et politiques, la dynamique associative chez les jeunes, la place des femmes dans ce mouvement associatif et finalement l'impact de celui-ci dans son ensemble sur la communauté portugaise de Bordeaux.

Trajectoires croisées.

En analysant le mouvement associatif « sportif » portugais à Bordeaux, qui se compose des clubs et équipes de football mais aussi des groupes folkloriques, on observe deux trajectoires croisées. Qu'entendons-nous par « trajectoire » ?

Ici, le terme « trajectoire » prend son sens d'un point de vue historique autour des notions interculturelle et multiculturelle. Une trajectoire a donc besoin de plusieurs années pour pouvoir être perçue. Ce terme fait entrer en jeu une analyse d'ensemble des différentes dynamiques, des différents choix mais aussi des différentes raisons de création.

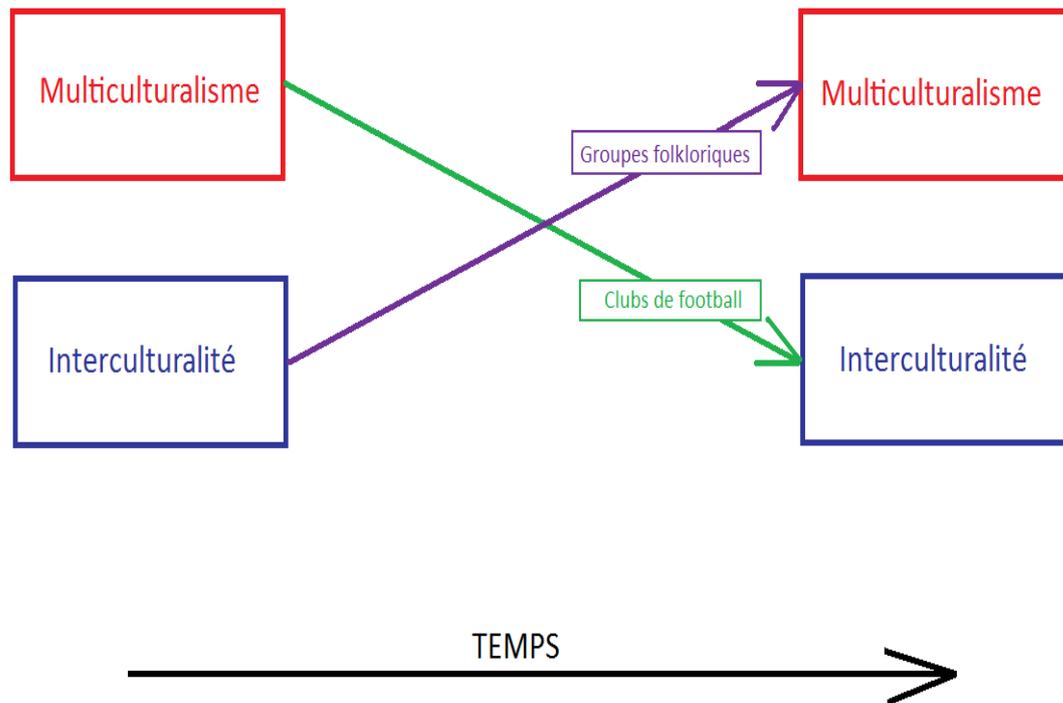
¹⁴⁰ Yvan Gastaut (dir.) « Sport et immigration : parcours individuels, histoires collectives », *Migrance*, n°22, 2003.

On a défini lors des chapitres précédents que la trajectoire des clubs et des équipes de football portugais avait évolué du multiculturalisme à l'interculturalité. Il faut entendre par là que la création de ces équipes part d'une volonté de se retrouver entre soi, de jouer entre amis portugais, tout en manifestant ouvertement cette identité portugaise dans le nom de l'association. Néanmoins, pour répondre aux demandes que suscitent le football, ces clubs ont dû s'ouvrir pour survivre puis se pérenniser. L'interculturalité a donc pu s'installer dans les rapports entre joueurs au sein de ces clubs, ces adhérents n'étant plus nécessairement d'origine portugaise. Ces équipes de football passaient finalement d'une réelle volonté multiculturelle autour d'un entre-soi portugais à une dynamique interculturelle pour répondre à la logique de résultats que demande le football moderne.

Les groupes folkloriques ont essentiellement été créés autour d'une volonté de promouvoir l'identité culturelle du Portugal chez les jeunes portugais issus de l'immigration qui subissaient l'acculturation française et perdait ainsi leurs racines. Sans pour autant vouloir mettre en péril l'identité culturelle française, ces associations prônaient une interculturalité en mettant en avant les richesses d'un métissage culturel.

Cependant, « victimes » de leurs succès, ces associations se sont progressivement transformées en un vaste lieu d'entre-soi où les immigrés portugais pouvaient se retrouver, transformant ainsi ces associations en « un petit bout de Portugal ». On basculait a contrario des clubs sportifs vers du multiculturalisme.

Nous observons donc deux trajectoires croisées qui se résument avec le schéma ci-contre.



Question religieuse et politique.

Le mouvement a souvent été le siège de combats politiques comme ce fut le cas dans les années 20 pour les associations italiennes antifascistes.

De nombreux immigrants portugais ont quitté leur pays en fuyant un régime trop strict ou les guerres coloniales en Afrique. En effet, ne voulant partir au combat, beaucoup d'hommes ont préféré immigrer clandestinement.

Quelle place tenait donc la question politique au sein de ces associations portugaises ? En effet, même si ces associations ont été créées des années après

la chute du régime salazariste, il fallait se demander s'il existait une tradition politique au sein de ce réseau d'associations.

Très rapidement, nous nous sommes aperçus que ces clubs de football et groupes folkloriques étaient entièrement apolitiques. Bien sûr, comme en toutes associations, il existait des débats en leur sein mais ils appartenaient au domaine privé et ne devaient en aucun cas transparaître. Cet apolitisme soulève la question de l'engagement : pourquoi n'existe-t-il aucune tradition de lutte politique au sein de ces associations quand on voit les raisons politiques de l'immigration ou les conditions de vie en France ?

Beaucoup de Portugais ont émigré clandestinement et n'ont jamais vraiment été à l'aise avec l'administration. La création officielle d'une association avec une demande d'autorisation pour celles créées en 1981 était pour cette immigration une prise de risque. Ainsi, par souci de tranquillité, la plupart des Portugais ont préféré manifester un apolitisme dans leurs associations, en gardant leurs opinions pour le domaine privé.

De nos jours, les associations portugaises s'impliquent peut-être plus sur le plan des politiques locales et de l'intégration. Par exemple, l'association « Alegria Portugaise de Gironde » s'est investie dans le jumelage de Cenon avec Paredes de Coura. Ainsi comme nous l'explique leur président :

« Un jour, Alain David, le maire de Cenon est venu nous voir en nous expliquant qu'il souhaitait mettre en place un jumelage avec une ville du Portugal, un peu comme un jumelage existait entre Laredo en Espagne et Cenon. Nous avons apprécié l'idée, l'association s'est concertée et nous avons proposé Paredes de Coura, une ville que je connais bien car j'ai grandi à seulement quelques kilomètres de là. Finalement ce

jumelage s'est mis en place et c'est une véritable petite fierté pour l'association d'avoir pu contribuer à ce jumelage »¹⁴¹.

On remarque donc que les associations portugaises, fortes de leur impact populaire, n'hésitent plus à se mettre en avant et contribuent ainsi à la politique locale. Aujourd'hui, l'apolitisme de ces associations est donc moindre.

La question religieuse a également été un axe de recherche dans ce mouvement associatif. En effet, l'immigration portugaise est réputée pour être une immigration extrêmement catholique. Nous avons précédemment vu que l'Eglise de France avait dû s'organiser pour accueillir tout ces Catholiques portugais dans les années 60. Or, tout comme pour les questions d'ordre politique, la laïcité est tout de suite mise en avant dans les clubs de football :

« Notre seule religion, c'est le football. Si on veut pratiquer, on pratique chez nous. Il n'a jamais été question de faire de la religion ici. De toutes façons, nous avons beaucoup de religions représentées dans les équipes et il serait malvenu d'en privilégier une. Il est vrai que beaucoup de Portugais sont catholiques pratiquants mais nous sommes ici pour faire du football, c'est tout »¹⁴².

Du côté des groupes folkloriques, même si la tradition portugaise est le moteur des activités, la religion et les fêtes religieuses sont bannies. Il est vrai qu'on organise des festivités pour Noël ou pour la Saint-Jean mais on évite toute connotation catholique durant ces festivités, à part parfois quelques traditions judéo-chrétiennes.

Remarquons toutefois que certaines associations folkloriques entretiennent quand même de bonnes relations avec les paroisses catholiques locales et

¹⁴¹ Entretien réalisé avec José Rodrigues le 2 mai 2009.

¹⁴² Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

comme le fait parfois Alegria, elles peuvent prêter leurs salles pour l'organisation de réunions catholiques. Néanmoins, la question religieuse n'est pas au cœur des festivités ou des activités.

La place des femmes dans le mouvement associatif « sportif » portugais.

Cette question a partiellement été vue dans les chapitres précédents, et comme nous l'avons remarqué, les femmes de la communauté portugaise agissent dans la plupart des associations sportives portugaises. En effet, grâce à leur sens pratique et leur investissement, elles ont une place importante dans la vie de ces clubs. De plus, elles y ont involontairement contribué en immigrant en France grâce aux regroupements familiaux dans les années 70 et 80. En effet, elles s'occupaient des tâches familiales et ménagères pendant que les hommes s'occupaient du mouvement associatif¹⁴³.

L'offre de la pratique « sportive » des femmes dans le réseau associatif portugais est peu diversifiée. En effet, il n'existe aucune équipe de football féminine et la seule pratique physique possible est donc la danse traditionnelle. C'est pourquoi dans la plupart des rencontres que nous avons faites, les femmes nous ont avoué pratiquer une autre activité en parallèle, soit dans une association non-portugaise, soit en pratique libre. L'offre ne suffit donc pas à la demande.

L'acceptation des femmes dans le monde du football conduira peut-être un jour un club de football portugais à créer une équipe féminine. Cependant, il n'existe aujourd'hui aucun projet en ce sens.

¹⁴³ Victor Pereira, « Le football parmi les migrants portugais en France, 1958-1974 », *Migrance*, n°22, 2003, pp. 28-38.

Les jeunes et les associations « sportives » portugaises.

Dans les équipes de football, de nombreux jeunes issus de l'immigration portugaise sont fiers de manifester leurs racines. Le CS Portugais ou l'AS Lusitanos disposent de nombreuses équipes de jeunes. On s'aperçoit finalement que ce qui aurait pu passer pour un phénomène de mode lors de la création s'est pérennisé et dorénavant, ce sont les enfants des anciens joueurs fondateurs qui jouent aujourd'hui dans le club. On observe finalement un changement générationnel dans ces associations. Dans les groupes folkloriques, beaucoup d'enfants et de jeunes viennent danser car ce sont leurs parents qui les amènent, sans que ceux-ci soient d'anciens danseurs de la troupe. Ces associations permettent à ces jeunes de se rencontrer, de partager leurs racines portugaises entre eux et finalement de former une « communauté de jeunes issus de l'immigration portugaise ». Il est très difficile d'énumérer précisément le nombre de jeunes qui se sentent dépendants de la communauté portugaise, d'autant que certains ont la nationalité française et n'entrent pas dans les statistiques.

Au fil des entretiens et des rencontres, on observe que beaucoup de jeunes qui appartiennent à ces associations portugaises font partie d'autres associations non-portugaises. Ainsi, comme ils se justifient :

« Je fais également du hip-hop en dehors de ce groupe folklorique. Ici, on ne s'entraîne que le samedi soir mais j'ai besoin de faire autre chose dans la semaine. Moi, j'ai choisi

le hip-hop, j'ai des amis qui font du hand-ball ou de la gymnastique. On est beaucoup dans ce cas-là »¹⁴⁴.

On observe également ce phénomène chez les garçons. L'aspect artistique des groupes folkloriques ne les dérange pas mais ils ont besoin de faire d'autres activités en parallèle. On remarque que beaucoup de ces jeunes garçons font du football dans les clubs portugais mais aussi dans des clubs non-portugais.

« J'aime bien danser à Alegria, on est un groupe d'amis et on se retrouve. Je suis fier d'être d'origine portugaise et c'est pour cela que je danse ici. [...] Je fais du football au club de Lormont car même si je suis fier d'être portugais, je suis fier d'être aussi d'ici. C'est important pour moi d'avoir les deux identités »¹⁴⁵.

On remarque fréquemment au cours des entretiens un désintérêt des jeunes pour ces associations vers l'âge de 18 ans. Ce phénomène, marqué par un retrait total de toute activité au sein de ces clubs et groupes folkloriques, peut traduire un besoin de revendiquer également une culture française. Il se caractérise à une période où ces jeunes passent de l'adolescence à l'âge adulte. Le réseau d'amitiés et de relations qui se crée au sein de la communauté par des associations comme Alegria provoque depuis plusieurs années une sorte d'endoculture. En effet, on remarque très souvent que les couples de jeunes mariés sont membres l'un comme l'autre de la communauté portugaise, s'étant rencontrés au cours d'activités communautaires. Ces jeunes retournent progressivement vers les associations folkloriques portugaises dès qu'ils ont une vie de famille et des enfants :

¹⁴⁴ Entretien avec Léa (16ans) le 16 mai 2009 à Cenon.

¹⁴⁵ Entretien avec Julien (17ans) le 16 mai 2009 à Cenon.

« J'ai quitté Alegria quelques temps car je n'avais pas le temps de venir danser le samedi soir. On sortait entre amis, on allait au « Lusi » qui est une boîte de nuit portugaise sur les quais et on a abandonné l'idée de participer aux groupes folkloriques. Quelques temps après, je me suis marié avec mon épouse que j'ai rencontrée ici quand j'étais adolescent, on a eu deux enfants et maintenant qu'ils sont en âge de venir danser, je suis revenu dans cette association pour les accompagner. Grâce à ça, je sais que mes enfants apprendront à parler portugais et en connaîtront un peu plus sur leurs origines »¹⁴⁶.

On observe finalement une sorte de va-et-vient chez cette jeunesse portugaise qui se désintéresse de ces activités à caractère identitaire quand ils abordent leur majorité pour revenir avec leurs enfants une fois qu'ils ont fondé une vie de famille.

Un dernier point important sur cette jeunesse portugaise est l'image de la pratique de la danse traditionnelle. En effet, une pratique qui peut apparaître très démodée pour une jeunesse sans revendication identitaire est très fréquemment pratiquée par les jeunes issus de l'immigration portugaise. En quoi est-ce important pour eux ?

« Chaque été, je vais au Portugal avec mes parents pour voir ma famille qui est restée là-bas. C'est un village et très souvent il y a des fêtes qui sont organisées où l'on mange ensemble puis on danse. Grâce aux groupes folkloriques d'ici, j'arrive à suivre les pas et à danser avec les cousins. Ici en France, on peut paraître démodé parce qu'on fait de la danse traditionnelle. Au Portugal, tous les jeunes dansent comme ça chez eux lors des fêtes. J'ai l'impression d'être portugaise quand je danse avec eux »¹⁴⁷.

¹⁴⁶ Entretien avec Pablo (29ans) le 16 mai 2009 à Cenon.

¹⁴⁷ Entretien avec Léa (16ans) le 16 mai 2009 à Cenon.

Il y a donc deux jeunesses différentes : une jeunesse française qui a depuis longtemps tourné le dos aux traditions et une jeunesse portugaise qui s'est inscrite dans la dynamique traditionnelle portugaise. Ces pratiques traditionnelles réalisées en France permettent en outre à la jeunesse portugaise en France de s'intégrer lors des voyages au Portugal.

L'impact des associations « sportives » portugaises sur la communauté portugaise de Bordeaux.

Le manque de chiffres fiables n'autorise que des suppositions et des hypothèses.

La communauté portugaise de Bordeaux peut s'estimer entre 15 000 et 20 000 membres avec un « noyau dur » de 10 000 membres. En termes d'adhérents, l'impact de ces associations est négligeable. En effet, elles oscillent entre 150 et 200 adhérents pour les plus grosses. Cependant le véritable impact sur la communauté ne se quantifie pas ainsi. Il se quantifie dans les discours, dans les représentations et dans les participations.

Les associations portugaises se servent d'abord du football pour se mettre en avant et offrent à la communauté portugaise de Bordeaux un terrain où il est possible de se confronter à armes égales contre les équipes françaises. La communauté se sent représentée dans cette « bataille sportive » par les joueurs portugais de ces clubs de football. Chaque victoire est alors l'occasion pour cette communauté de se réjouir d'une réussite dans une société qui n'a pas toujours été très accueillante ou très bienveillante à son égard. Ainsi, les radios portugaises annoncent avec plaisir les bons résultats de ces équipes, et les matchs attirent au stade un nombre important de spectateurs.

« Souvent quand on reçoit une équipe française, les entraîneurs adverses nous demandent comment on fait pour avoir autant de spectateurs. On voit la différence de public quand on joue à domicile ou à l'extérieur. Même l'équipe de football soutenue par le maire de Villenave-d'Ornon a moins de spectateurs. C'est vraiment un plaisir quand on fait de bons résultats de voir la communauté heureuse »¹⁴⁸.

On s'aperçoit donc que même si elles jouent à un moindre niveau, ces équipes de football savent susciter un engouement dans la communauté, car finalement elles la représentent lors des différents matchs. Le sport peut donc finalement devenir un vecteur de confrontation avec la société française.

Les groupes folkloriques servent quant à eux de vecteurs de visibilité pour la communauté portugaise. En effet, même s'il est vrai que les sièges de ces associations sont des lieux d'entre-soi portugais, l'impact de ces groupes se voit surtout lors des festivités, comme les Festivals internationaux qui sont organisés à Cenon.

En effet, ces festivités mettent en avant la communauté portugaise de Bordeaux, qui s'y déplace en nombre, comme nous l'avons vu. C'est un moyen de revendiquer publiquement et collectivement son appartenance, ses racines ou ses origines, et cette revendication massive peut se faire grâce aux fêtes organisées par ces groupes folkloriques.

Le principal impact de ces associations traditionnelles sur la communauté est donc une aide à la visibilité.

¹⁴⁸ Entretien avec Joao Pereira réalisé le 23 avril 2009 à Villenave-d'Ornon.

ALEGRIA PORTUGAISE DE GIRONDE
Présente son

FESTIVAL INTERNATIONAL

27^e

**Dimanche
31 mai
2009**

AVEC LA PARTICIPATION

**MAIRIE DE
CENON**

EUROLINES
32 rue Ch. DOMERGUE
GARE ST JEAN
BORDEAUX

TRANSPORT HDS
30, 32 rue Alexis Labro
33130 BEGLES
05.56.57.65.81

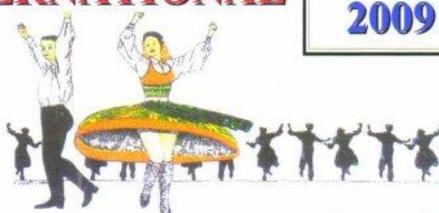
ADEGA LUSITANA
Produits Portugais
64 cours de l'Yser
33800 BORDEAUX
05.56.31.27.26

**GROUPE MUSICAL
LUA CHEIA**

RADIO RIG
90.7 FM

RADIO VALDEVEZ
96.4 FM

RADIO CODIF
90.1 FM



Au Parc Palmer à CENON
à partir de 14 h
Avec les groupes folkloriques

Groupe de « Sao Vicente de Tavora » (Arcos de Valdevez – Portugal)

Groupe « Alegria Portuguesa de Gironde » (Bordeaux-France)

Groupe « Estrymens » (Laredo-Espagne)

Groupe « Campones Minhotos » (Clermont-Ferrand – France)

Groupe « Sao Pedro De France » (Viseu -Portugal)

Groupe « Campones de Bico » (Paredes de Coura – Portugal)

Groupe « Lavradeiras do Vale » (Arcos de Valdevez – Portugal)

Suivi d'un BAL à partir de 21h30
à la Salle 13 RUE DES CATALPAS à CENON :
animé par le Groupe JUNIORS de PAREDES DE COURA

SAMEDI 30 MAI 2009 à la salle à 21h30
Présentation des groupes folkloriques et Bal.

LUNDI 1 JUIN 2009 À LA SALLE À 15 H
BAL AVEC LE GROUPE LUA CHEIA

Restauration : Grillades, poulets, sardines, sandwichs, frites ...

GROUPE CAIXA GERAL DE DEPOSITOS
2 cours de l'Yser – 33800 BORDEAUX – Tél : 05 56 33 45 90

Organisation d'un REPAS
en plein air
Dimanche 31 mai 2009
à midi au Parc Palmer
Réservation au
06.10.08.41.34
06.26.93.34.19

Le mouvement associatif « sportif » portugais à Bordeaux semble donc offrir à la communauté portugaise de Bordeaux deux axes d'intervention : le premier, véhiculé par les clubs de football permet à cette communauté de se confronter à la société française. Le deuxième axe, porté par les groupes folkloriques permet enfin à la communauté de se mettre en avant et de se manifester.

Conclusion

L'immigration est un phénomène très compliqué à analyser dans son ensemble. En effet, elle a une influence sur de nombreux faits sociaux, à commencer par la vie sportive qui nous intéresse directement.

L'immigration portugaise a bouleversé la société française au cours du XXe siècle. Arrivée en masse dès les années 60, pour des raisons économiques et politiques, l'immigration portugaise est très rapidement devenue le premier flux migratoire en France. En 1975, 22% des étrangers sont portugais.¹⁴⁹ Très vite se met alors en place un réseau associatif portugais, pratiquant essentiellement du football mais également de la danse traditionnelle.

A Bordeaux, l'immigration portugaise suit la logique nationale à une exception près. Bordeaux étant une ville proche de la frontière ibérique, une forte immigration espagnole s'est installée dès le début du XXe siècle, ce qui a permis aux Portugais arrivant dans les années 60 de profiter de ces quartiers « espagnols » comme Saint-Michel et de s'y installer. La « logique » nationale des bidonvilles a donc pu être en partie évitée à Bordeaux.

Le réseau associatif portugais s'est très rapidement développé à Bordeaux avec les traces d'un premier club de football. Le « Football-Club Portugais », situé justement dans le quartier Saint-Michel, est ainsi créé dès 1966. D'autres initiatives sportives autour du football vont suivre, qu'il s'agisse d'équipes portugaises ou de clubs, comme le « Club Sportif Portugais » en 1978 ou « l'Association Sportive des Lusitanos », plus récemment en 2001.

¹⁴⁹ Sources : SGF et INSEE, Recensements généraux de la population.

Le mouvement associatif portugais est également composé d'associations culturelles, pratiquant une autre forme d'activité physique : la danse traditionnelle. L'un des ces plus anciens groupes de folklore est l'association « Alegria Portugaise de Gironde », créée à Bègles en 1982 mais aujourd'hui située à Cenon. Elle fait partie des cinq groupes folkloriques portugais de la région bordelaise.

Lorsque l'on reconstitue l'histoire de ces associations proposant des activités physiques sportives et artistiques, on observe deux trajectoires croisées.

Dans un premier temps, les associations sportives de football se créent pour permettre de réunir des membres de la communauté portugaise, et donc pratiquer une forme « d'entre-soi ». Elles proposent ainsi une réponse multiculturelle à l'intégration dans la vie de tous les jours. Néanmoins, ces clubs et équipes de football se retrouvent très vite entraînés par la « tornade médiatique et économique » du football, et sont donc obligés de s'ouvrir à l'interculturalité pour survivre et se pérenniser.

Dans un second temps, les associations « culturelles » se sont créées grâce à une volonté interculturelle. En effet, les Portugais de « première génération » font rapidement le constat dès la fin des années 70 que leurs enfants nés en France deviennent entièrement acculturés à la vie française sans pour autant connaître les richesses de leurs racines portugaises. Ces Portugais décident donc de créer des groupes de folklore afin de leur apprendre les us et coutumes portugais. C'est donc dans une perspective de métissage culturelle qu'apparaissent ces premières associations. Cependant, l'arrivée de plus en plus massive des Portugais de Bordeaux dans ces associations va transformer ces groupes folkloriques en lieu « d'entre-soi » où ils se retrouvent chaque week-end, probablement en réponse à l'éparpillement de la communauté dans la région bordelaise.

Sur le plan des pratiques, les femmes se retrouvent essentiellement dans les groupes folkloriques où les danses sont le plus souvent mixtes. En revanche, il n'y a aucune équipe féminine dans les clubs de football même si les femmes s'investissent plutôt sur le plan de la logistique avec, par exemple, certaines fonctions exercées au sein des bureaux ou encore dans l'intendance de la vie du club. Néanmoins, on observe chez elles un intérêt pour suivre les résultats de ces clubs, pouvant être considéré comme une forme de « supportérisme ». La mise en avant de l'identité portugaise suscite chez les femmes portugaises leur démonstration d'un intérêt certain pour les résultats sportifs de ces clubs de football : elles se déplacent parfois au stade ou attendent les résultats annoncés par les radios portugaises de Bordeaux.

Chacune de ces associations met en avant sa laïcité et son apolitisme. Ces associations font apparaître une grande solidarité dans la communauté portugaise. En effet, elles ont une place importante dans la vie des membres de la communauté : elles régulent la vie communautaire, et organisent même parfois les festivités. En contre partie, dès qu'un membre de la communauté a besoin d'un service, il se sert de l'association comme vecteur de communication efficace, souvent relayée par les associations radiophoniques. L'apolitisme n'est cependant pas total. En effet, on observe des actions d'aide à la politique municipale locale, comme cela a été le cas dans le choix de la ville de Paredes de Coura pour un jumelage avec Cenon en 2008. La laïcité peut également être « remise en question » lorsque les associations prêtent leurs salles ou leurs foyers pour l'organisation de messes, le plus souvent catholiques.

Enfin, le point de vue de la jeunesse sur ces associations mérite certaines observations : de nombreux jeunes issus de l'immigration portugaise appartiennent aux équipes de football comme aux groupes folkloriques. En

effet, souvent amenés par leurs parents, ils nouent de nombreux liens d'amitiés entre eux et participent aux activités associatives comme la danse traditionnelle ce qui leur donne l'occasion d'apprendre la langue portugaise ainsi que les coutumes du pays.

Cependant, on remarque qu'ils complètent souvent leur parcours associatif en pratiquant des activités dans d'autres clubs sans appartenance identitaire, comme des associations de danse « hip-hop » ou des clubs de hand-ball et de basket-ball. Ce phénomène s'observe majoritairement chez les filles, pour qui l'offre sportive des associations portugaises est la moins adaptée.

De plus, malgré un certain désintérêt entre 18 et 25 ans, ces jeunes devenus parents à leur tour reviennent souvent vers les associations portugaises. Ainsi, on remarque une certaine endoculture en ce sens où les membres de la communauté se rencontrent par le biais d'associations sportives ou de danse traditionnelle, et se marient entre eux, renouvelant ainsi la communauté portugaise par de nouvelles générations. Le retour de ces jeunes vers ces associations est donc finalement dans la même logique que celle de leurs parents : apprendre à leurs enfants les coutumes portugaises mais aussi la langue lusitane.

Dresser les limites d'un travail de recherche est nécessaire si l'on souhaite bien comprendre la portée de celui-ci. Au total, nous dénombrons quatre limites à cette étude.

La première est d'ordre pratique et méthodique. Comme nous l'avons vu, l'outil Refasso a recensé quarante-trois associations existantes ou ayant existé, et ayant dans leurs intitulés les mots « Portugal », « Portugais », « Lusitanos ». La plupart sont situées dans la région bordelaise et une dizaine d'entre elles correspondent à nos critères de recherche. Néanmoins, par méthode, nous

avons préféré mettre l'accent sur un travail d'ordre qualitatif en ciblant les associations « clé » de ce mouvement. Quels ont été nos critères de sélection ? Le nombre d'adhérents, la visibilité (entre autre médiatique), l'impact sur la communauté portugaise et bien-sûr l'accessibilité.

Le risque majeur d'une telle méthode est « l'effet loupe ». En effet, on risque de focaliser l'attention sur certains aspects en surestimant leur importance qui ne traduit plus l'exacte réalité. La plupart des résultats présentés ici résultent d'entretiens qui se recourent. Ce travail cherche à présenter davantage les tendances historiques de ce mouvement associatif que des résultats au sens strictement scientifique. Nous avons vu dans les chapitres précédents le manque important de données statistiques chiffrées et les quelques chiffres dont nous disposons sont souvent très approximatifs. Une étude sur le terrain permet d'évaluer ce « bouillonnement » associatif sans pouvoir précisément le quantifier. Ainsi, par soucis de justesse et d'objectivité, nous avons donc préféré ne pas présenter les résultats les plus approximatifs.

Cette recherche pourrait être complétée par une enquête quantitative, avec par exemple l'utilisation de questionnaires qui toucheraient un maximum de personnes pour vérifier si les résultats obtenus confirment le travail effectué.

La deuxième limite résulte des sources, notamment de l'absence de consultation d'archives. Depuis le 16 octobre 2006, la communication des fonds d'archives du centre annexe des archives départementales de Gironde, situé impasse Poyenne est fermé. Or, c'est là que se situe la série W qui recense les fonds d'archives sur les étrangers depuis 1940 en Gironde.¹⁵⁰ Il est difficile d'obtenir des dérogations pour accéder à ces fonds dont l'accès au public ne sera pas possible avant le courant de l'année 2010.

Il a donc fallu axer cette recherche autour de nouvelles sources, tels les entretiens ou les différents statuts et déclarations en préfecture.

¹⁵⁰ Les séries sont 10W, 29W, 30W, 38W et 42W.

Une fois ces fonds rouverts, il serait là aussi intéressant d'y travailler, notamment autour des associations dissoutes que l'histoire orale a du mal à aborder et à approfondir.

La troisième limite, la plus importante peut-être, concerne la portée de cette étude. Comme chaque communauté, qu'elle soit ethnique, religieuse ou culturelle, la communauté portugaise doit être envisagée avant tout comme groupe social. Il faut donc bien comprendre que cette communauté n'est pas un « tout-uni » mais se compose d'individualités ne suivant pas nécessairement les mêmes choix. Résumer ce travail à la communauté entière est donc réducteur.

De nombreux membres de la communauté participent à la vie communautaire sans pour autant appartenir au réseau associatif portugais. Il ne faut donc pas entrer dans une logique d'entonnoir et comprendre la communauté portugaise de Bordeaux dans son ensemble. Ce travail d'histoire est donc un travail qui se centre sur les associations portugaises et non pas sur la communauté qu'il est beaucoup plus difficile à analyser. Il faut donc prendre cette étude historique comme un élément de compréhension de la communauté portugaise à Bordeaux.

La dernière limite est à la fois une limite mais également une ouverture. En effet, ce travail se concentre sur un périmètre local et fait donc l'analyse des processus historiques sur une échelle réduite. S'il existe des similitudes entre l'immigration portugaise à un niveau national et l'immigration portugaise en Gironde, il serait dangereux de généraliser les résultats de cette étude à une échelle plus grande ou à un autre périmètre géographique.

Bien sûr, il peut y avoir des généralités d'ordre national dans ce travail. Néanmoins, la région étudiée a ses caractéristiques propres comme le contexte géographique, le cadre socio-économique et évidemment l'histoire et la

culture. Ces caractéristiques doivent nécessairement être prises en compte dans le cadre d'une ouverture à un autre espace d'étude.

Comme nous l'avons constaté, ce travail ne constitue qu'une analyse partielle du mouvement associatif portugais dans son ensemble. Ainsi, cette recherche est avant tout historique, avec, il est vrai, l'utilisation d'outils sociologiques, comme le guide d'entretien. Le prolongement de celle-ci par des études complémentaires permettrait de mieux structurer la connaissance de ce milieu. Voici quelques pistes de réflexions autour de ce sujet.

Une première recherche complémentaire à effectuer serait peut-être une étude du mouvement associatif utilisant d'autres sources, afin de confirmer et surtout de compléter les résultats présentés. Nous l'avons vu, l'utilisation d'archives « papiers » serait une source qui pourrait très certainement apporter de précieux renseignements complémentaires à l'étude menée.

La deuxième serait une comparaison de cette étude à un autre contexte géographique, social ou même « ethnique ». En effet, une analyse comparative en suivant la même méthode scientifique permettrait de voir les différences et les similitudes existant entre les différents mouvements associatifs étudiés. Ainsi, une recherche sur les Portugais dans une région rurale ou périurbaine apporterait beaucoup à ce travail.

De plus, il serait également intéressant de construire une étude comparative entre le mouvement associatif portugais et le mouvement associatif d'une autre communauté ou d'un autre flux migratoire à Bordeaux. Par exemple, bien que plus récemment mise en place et surtout plus éloignée culturellement des valeurs judéo-chrétiennes et républicaines françaises, la communauté

turque présente de nombreuses similitudes avec la communauté portugaise. Il en est de même pour la communauté polonaise dans le nord de la France.

Dans une troisième recherche, pourquoi ne pas s'intéresser aux revendications contestataires qui peuvent s'exprimer au sein du réseau associatif. En effet, celui-ci est souvent le lieu de nombreuses opinions et une histoire des idées et des opinions pourraient être menée dans le réseau associatif immigré en mettant l'accent sur différentes catégories. Par exemple, la jeunesse, les femmes, les seniors sont autant de catégories qui méritent d'être approfondies. Ainsi, en quoi le réseau associatif immigré peut-être le lieu de revendications, de transgressions, de contestations, et même d'expression pour chacun ? En quoi ce réseau associatif peut-il jouer un rôle dans les questions d'intégration mais aussi de citoyenneté ?

Ces pistes proposées seront peut-être un jour au cœur d'un travail historique, à Bordeaux ou ailleurs. Aujourd'hui, il est évident que le monde associatif immigré, comme le monde associatif dans son ensemble, reste un lieu privilégié où l'Histoire s'est construite. Dorénavant, ce terrain ne doit plus être négligé mais consciencieusement analysé.

Bibliographie

Ouvrages relatifs à l'immigration, à l'intégration et à l'histoire de l'immigration :

- Barou, Jacques, *Europe, terre d'immigration*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 2001.
- Barrou, Jacques ; Le Huu, Khoa (dir.), *L'immigration entre loi et vie quotidienne*, Paris, l'Harmattan, 1993.
- Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001.
- CENPA - CESURB, *Les Portugais en Aquitaine, des « soutiers » de l'Europe à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Bordeaux, Editions MSHA, 1990.
- Cravo, António, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- Diamaka Masangana, Robin, *Questionnements sur la problématique de l'intégration*, Paris, Ed. AParis, 2007.
- Erba, Salvator, *Une France pluriculturelle : le débat sur l'intégration et les discriminations*, Paris, Librio, 2007.
- Fanon, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Le Seuil, 1952.
- Gasparini, William ; Vieille-Marchiset, Gilles, *Le sport dans les quartiers, pratiques sociales et politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.
- Gastaut, Yvan, *Le métissage par le foot. L'intégration, mais jusqu'où ?*, Paris, Autrement, 2008.
- Héran, François, *Le temps des immigrés*, Paris, Le Seuil, 2006.
- Laacher, Smaïn, *L'immigration*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2006.
- Le Moigne, Guy ; Lebon, André, *L'immigration en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986.
- Ndiaye, Pap, *La condition noire, essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.
- Noiriél, Gérard, *A quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille, Agone, 2007.

- Noiriél, Gérard, *Etat, nation et immigration*, Paris, Belin, 2001.
- Noiriél, Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, Paris, Fayard, 2007.
- Noiriél, Gérard, *Le creuset français*, Paris, Le Seuil, 1988.
- Noiriél, Gérard, *Population, immigration et identité nationale en France, XIXe et XXe siècle*, Paris, Hachette, 1992.
- Obin, Jean-Pierre ; Obin-Coulon, Annette, *Immigration et intégration*, Paris, Hachette, 1998.
- Ponty, Janine, *L'immigration dans les textes*, Paris, Belin, 2003.
- Rea, Andrea ; Tripier, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, Editions La Découverte, 2003.
- Ronsin, Francis, *La population de la France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997.
- Sayad, Abdelmalek, *La double absence*, Paris, Seuil, 1999.
- Sayad, Abdelmalek, *l'immigration ou les paradoxes de l'altérité : l'illusion du provisoire*, tome 1, Paris, Ed. Raison d'agir, 2006.
- Sayad, Abdelmalek, *l'immigration ou les paradoxes de l'altérité : les enfants illégitimes*, tome 2, Paris, Ed. Raison d'agir, 2006.
- Schnapper, Dominique, *Qu'est ce que la citoyenneté ?*, Paris, Editions Gallimard, 2000.
- Schnapper, Dominique, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris, Editions Gallimard, 2007.
- Temime, Emile, *France, terre d'immigration*, Paris, Gallimard, 1999.
- Touraine, Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble ?*, Paris, Fayard, 1997.
- Vaillant, Emmanuel, *L'immigration*, Toulouse, Editions Milan, 2006.
- Van Eeckhout, Laetitia, *L'Immigration*, Paris, La Documentation Française, 2007.
- Viet, Vincent, *La France immigrée*, Paris, Fayard, 1998.
- Volovitch-Tavares, Marie-Christine, *Portugais à Champigny, le temps des baraque*, Paris, Autrement, 1995.
- Weil, Patrick, *La France et ses étrangers*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

- Weil, Patrick, *La République et sa diversité*, Paris, Le Seuil, 2005.
- Wihtol De Wenden, Catherine, *Atlas des migrations dans le monde*, Paris, Autrement, 2005.

Revue spécialisée sur l'immigration :

- CIEMI, « Pratiques sportives et relations interculturelles », *Migrations Société*, n°110, 2007.
- CIEMI, « Sport et médiation interculturelle », *Migrations Société* n°71, 2000.
- Génériques, « Les footballeur maghrébins de France au XXe siècle », *Migrance*, n°29, 2008.
- Gasparini, William (dir.), « L'intégration par le sport », *Société Contemporaines*, n°69, 2008.
- Génériques, « Images de migrations », *Migrance*, n°30, 2008.
- Génériques, « Le Portugal entre émigration et immigration », *Migrance*, n°15, 1999.
- Génériques, « Presse et immigration en Europe », *Migrance*, n°11 et 12, 1996.
- Génériques, « Sport et immigration : parcours individuels, histoire collectives », *Migrance*, n°22, 2003.
- Le Monde hors-série, « L'atlas des migrations », *Le Monde*, n°8954, 2008.

Ouvrages relatifs au sport :

- Dietschy, Patrick ; Clastres, Patrick, *Sport, société et culture en France, du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Hachette, 2006.
- Elias, Norbert ; Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

- Falcoz, Marc ; Koebel, Michel, *Intégration par le sport : représentations et réalités*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- Thomas, Raymond, *Histoire du sport*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

Ouvrages généraux :

- Beaud, Stéphane ; Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.
- Bitsch, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours*, Paris, Complexe, 2008.
- Cusset, Pierre-Yves, *Le lien social*, Paris, Ed. Armand Colin, 2007.
- Huntington, Samuel P., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- Victoire, Emile, *Sociologie de Bordeaux*, Paris, La Découverte, 2006.

Articles sur l'histoire et la sociologie de l'immigration :

- Drot, Christophe, « Aquitaine, terres d'immigration », *Hommes et Migrations*, n°1273, mai-juin 2008.
- Guillaume, Pierre, « Les étrangers dans le Sud-ouest », *Historiens et Géographes*, n°384, 2003, pp. 297-307.
- Joly, Danièle, « La gouvernance de l'immigration et de l'intégration », *Hommes et Migrations*, n°1255. 2005.
- Noiriel, Gérard, « Histoire de l'immigration. Etats des lieux, perspectives d'avenir », *Hommes et Migrations*, n°1255. 2005.
- Noiriel, Gérard, « Qu'est-ce qu'une « communauté immigrée » ? », *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 304-331.

- Pomian, Krzysztof, « Le musée de l'Europe face à la question des migrations » , *Hommes et Migrations*, n°1255. 2005.
- Ponty, Janine, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier XXe siècle », *Vingtième siècle*, volume 7 n° 1. 1985.
- Viet, Vincent, « Musée et histoire de l'immigration, un enjeu pour toutes les nations », *Hommes et Migrations*, n°1255. 2005.

Articles sur l'histoire et la sociologie de l'immigration portugaise :

- Antunes Da Cunha, Manuel, « Les Portugais de France, généalogie d'un public radiophonique », *Réseaux*, n°107. 2001.
- Hily, Marie-Antoinette ; Poinard, Michel. « Fonction et enjeux du mouvement associatif portugais en France », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 1, n°1. 1985.
- Jobert, Timothée, « Les associations portugaises, de la lutte politique à la convivialité », *Ecartés d'identités*, n°83. 1997.

Articles sur l'histoire et la sociologie du sport et de l'immigration :

- Arnaud, Lionel, « Sous le maillot, la race ? Idéologie et discours sportifs dans les politiques d'intégration des « minorités ethniques » en France et en Grande-Bretagne », *Politix*, Volume 14, n°56. 2001.
- Augustin, Jean-Pierre, « La percée du football en terre de rugby. L'exemple du sud-ouest français et de l'agglomération bordelaise », *Vingtième siècle*, Volume 26, n°1. 1990.
- Chovaux, Olivier, « Football minier et immigration. Les limites de l'intégration sportive dans les années trente », *STAPS*, n°56. 2001.
- Noirel, Gérard ; Beaud, Stéphane, « L'immigration dans le football », *Vingtième siècle*, Volume 26, n°1. 1990.

Articles méthodologiques :

- Voldman, Danièle (Dir.), « La bouche de la vérité : la recherche historique et les sources orales », *Cahier de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°21. 1992.

Annexes

1 - Exemple de guide d'entretien.

A) Carte d'identité – Pouvez-vous vous présenter ?

- a. nom ?
- b. âge ?
- c. Lieu de naissance ?
- d. Avez-vous toujours des liens directs avec le Portugal ?
 - i. Si oui, famille, sports et association, travail ?
- e. Communauté portugaise ? Peut-on en parler ? Existe-t-elle ?
- f. Quels sont vos liens avec la communauté portugaise ?
- g. Poste au sein de l'association ?
- h. Quel est votre trajectoire dans cette association ?
- i. Dans le réseau associatif ?

B) L'association

- a. Objet, statut.
- b. Langue parlée, condition d'entrée
- c. Quelles pratiques ? Sportive ? Culturelle ?
- d. Rapport homme/femme ? Place des femmes dans l'association ?
- e. Question religieuse et politique ?
 - i. Place du catholicisme ?
 - ii. Place de la politique ? Est-ce que l'association est un lieu de débat politique ? Un lieu d'engagement ? Un lieu d'éducation civique ? Un lieu de jeunesse ?
- f. Création (avant ou après 1981) – Histoire de l'association, évolution du nombre de licenciés ?
 - i. Comment a-t-elle été créée ?
 - ii. Pour quelles raisons ?
 - iii. Existe-t-il des associations antérieures ? Des associations-mères ? Associations nationales ?
 - iv. Evolution des statuts ?
 - v. Afflux d'adhérents ? Qui sont-ils ?
 - vi. Différentes dynamiques dans l'association ?
 - vii. Inter culturalité ou communautarisme ?
- g. Quels sont les rapports avec la communauté portugaise ?
 - i. Est-ce une association essentielle dans la vie des portugais de Bordeaux ?
 - ii. Importance de différentes associations portugaise dans la vie des portugais de Bordeaux ? Evolution de cette importance ?

- iii. Finalement, existe-t-il une communauté sportive/culturelle portugaise à Bordeaux ?
- h. Liens avec d'autres associations ? (françaises ou portugaises) ?
- i. Association et jeunes français issus de l'immigration portugaise ?
- j. Objectifs à court et long terme ?
 - i. Objectifs pour pérenniser l'association ?
 - ii. Objectifs sportifs ? Ouverture à des joueurs sans relation à la communauté portugaise ?
- k. Quel est le regard des français sur cette association ?
 - i. Relation avec des associations françaises ? Partenariat ? Relation avec des maisons de quartier ? Clubs de prévention ? Politique de la ville ?
- l. Notion de mémoire ?
 - i. Existe-t-il des festivités au sein de l'association ? Si oui, correspond-elle à une date historique précise ?
 - ii. Parlons-nous d'une association portugaise en France ou d'une association française autour du Portugal et des Portugais ?
 - iii. Est-ce que cette association est rattachée à un quartier ? S'inscrit-elle dans la mémoire du quartier ?
 - iv. Existe-t-il une mémoire de l'immigration dans l'association ?
 - 1. Est-ce voulu ?
 - 2. Pourquoi ?
 - 3. Comment ?
 - a. Retrouvaille ?
 - b. Visibilité ?
 - c. Transmission ? (coutume)
 - d. Inter culturalité ? (échange)

C) La vie à Bordeaux

- a. Existe-il une communauté portugaise bordelaise ?
- b. Pouvez-vous m'en parler
 - i. Comment la définiriez-vous ?
 - ii. Quels sont les liens avec les autres communautés ?
- c. Travail, premier lieu de socialisation
 - i. Quels est votre travail ?
 - ii. Grandes industries où les Portugais travaillent ?
 - iii. Communauté du travail ?
- d. Les quartiers portugais
 - i. Les communes où résident les portugais ?
 - ii. Les quartiers portugais, évolution de ces quartiers ? Meriadeck ?
 - iii. Evolution des habitats, des cadres de vie

e. La volonté d'un retour (à la retraite ?)

D) Question d'ordre général

a. Importance des pratiques folkloriques (culturelles) ?

i. Sur les jeunes

ii. Sur les immigrés de première génération ?

b. Histoire personnel/familiale : traumatisme de l'émigration

i. Arrivée en France, région d'origine

ii. Raison du départ, Bordeaux première ville ?

iii. Méthode pour émigrer

iv. Déroulement de l'installation en France

c. Assimilation ou intégration ?

i. Avis personnel ? Quel est le mieux ?

ii. Que se passe t-il selon vous ?

d. Le regard des français ? Son évolution au fil des ans ?

e. L'Union Européenne ?

i. Avis personnel ?

ii. Est-ce que ca a changé quelque chose pour la communauté portugaise ?

f. Sentiment d'appartenance nationale ?

2 – Liste des entretiens.

Club sportif Portugais

- Joao Pereira, Secrétaire
 - o Le 23 avril 2009 à Villenave-d’Ornon
- Kevin (15 ans) - Joueur
 - o Le 30 avril 2009 à Villenave-d’Ornon
- Marc (26 ans) – Joueur
 - o Le 23 avril 2009 à Villenave-d’Ornon

Association Sportive des Lusitanos de Cenon

- Carlos Da Cunha – Ancien président du club
 - o Le 1^{er} mai 2009 à Cenon
- Manuel Ferreiro Consantino – Président actuel du club
 - o Le 1^{er} mai 2009 à Cenon
 - o Le 9 mai 2009 à Cenon
- Christophe (31 ans) - joueur
 - o Le 1^{er} mai 2009 à Cenon

Alegria Portugais de Gironde

- José Rodrigues - Président de l’association
 - o Le 2 mai 2009 à Cenon
 - o Le 16 mai 2009 à Cenon
- Léa (16 ans) – Danseuse
 - o Le 16 mai 2009 à Cenon
- Julie (17 ans) – Danseuse
 - o Le 16 mai 2009 à Cenon

- Maria (17 ans) – Danseuse
 - o Le 16 mai à Cenon
- Julien (17 ans) – Danseur
 - o Le 16 mai 2009 à Cenon
- Florent (25 ans) – Danseur
 - o Le 9 mai 2009
- Pablo (29 ans) – Ancien danseur
 - o Le 16 mai 2009

Association CODIF

- Andréa Gardao – Présentatrice d'une émission
 - o Le 2 juin 2009.

3 - Exemple de déclaration au JORF

18 Juin 1978	JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE	N. C. 4767
<p>9 juin 1978. Déclaration à la préfecture de la Vendée. Les Amis du bois. Objet : exploitation d'une chasse par participation. Siège social : Gramont, 85620 Rocheservière.</p>	<p>30 mai 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. L'association Centre de gestion Paris-Île-de-France change son titre, qui devient : Centre de gestion agréé Paris-Île-de-France, et transfère son siège social du 2 bis, rue Jean-Vallay, 93250 Villemomble, au 2, avenue du Général-de-Gaulle, tour bureaux de Rosny-2, 93118 Rosny-sous-Bois CEDEX.</p>	
86 - VIENNE		
<p>1^{er} juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. L'association Souvenir et Paix décide sa dissolution. Siège social : hôtel de ville de Chauvigny.</p>	<p>31 mai 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. L'association Gymnastique volontaire de Pantin transfère son siège social du 3, rue Théophile-Leducq, 93500 Pantin, au 10, rue Lakanal, 93500 Pantin.</p>	
88 - VOSGES		
<p>8 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Vosges. La Montagne. Objet : organiser et développer, en prolongement de l'éducation physique et sportive donnée pendant les heures de scolarité, l'initiation et la pratique sportives pour les élèves qui y adhèrent. Siège social : C.E.G. privé du Centre, rue de la Fontaine-Saint-Laurent La Bresse.</p>	<p>1^{er} juin 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Association pour la protection du quartier Carnot. Objet : protection et défense des résidents contre les nuisances de toutes sortes apportées à l'environnement dudit quartier. Siège social : 43, rue Carnot, 93100 Montreuil.</p>	
<p>8 juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Dié. L'association La Route des Vosges - R.M. 57 décide sa dissolution. Siège social : Beaulieu-Plaisance, Etival-Clairfontaine.</p>	<p>1^{er} juin 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Cinéma public. Objet : défense et promotion de toutes les activités cinématographiques à but culturel. Siège social : 21, cité Karl-Marx, 93000 Bobigny.</p>	
91 - ESSONNE		
<p>8 juin 1978. Déclaration à la préfecture de l'Essonne. Omni-Club nautique des cadets de la Seine. Objet : pratique de l'éducation physique et des sports nautiques. Siège social : chemin de Halage, gare de Grand-Bourg, 91000 Evry.</p>	<p>1^{er} juin 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. L'association Football-Club Sodac change son titre, qui devient : Association sportive de la Société française d'impressions et cartonnages. Siège social : 11, avenue Paul-Signac, Montreuil.</p>	
92 - HAUTS-DE-SEINE		
<p>2 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Centre de recherche et d'investissement personnel (C.R.I.P.). Objet : aider les cadres à se situer par rapport à leur milieu professionnel afin de favoriser leur évolution au sein d'une économie en transformation accélérée et accroître leur épanouissement personnel. Siège social : 53, rue Faidherbe, 92600 Asnières.</p>	<p>2 juin 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. L'association Théâtre Croque-Pluie transfère son siège social du 18, rue Léon-Paul-Fargue, Sarcelles, au 104, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis.</p>	
<p>5 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Amicale des locataires de P.L.L.N. Gagarine. Objet : organiser la défense des intérêts des résidents. Siège social : 12-14-16, allée Youri-Gagarine, Levallois-Perret.</p>	94 - VAL-DE-MARNE	
<p>5 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Skate-Board-Club de France (S.C.F.). Objet : créer un club de skate-board. Siège social : 73, rue Henri-Barbuse, 92110 Clichy.</p>	<p>2 juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne. Avenir campinois. Objet : étude des problèmes afférents à la vie de la commune et élaboration de propositions destinées à améliorer les conditions de vie des habitants. Siège social : 4, place Vercingétorix, 94500 Champigny-sur-Marne.</p>	
<p>5 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. L'association Ordre national des patients modifie son objet : représenter les patients en toutes circonstances ; prendre toutes initiatives pour l'accès à la santé suivant la définition de l'O.M.S. Siège social : 9, rue du Commandant-Pilot, Neuilly-sur-Seine.</p>	<p>7 juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne. Association pour la communication orale, acoustique, écrite et graphique. Objet : diffuser et faire connaître les recherches de ses membres sur l'expression et la communication. Siège social : 73, sentier Gabriel-Péri, 94430 Chennevières.</p>	
<p>5 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. L'association départementale des Hauts-de-Seine du Mouvement français pour le planning familial transfère son siège social du 72, rue Victor-Hugo, 92270 Bois-Colombes, au 6, avenue Jules-Durand, 92600 Asnières.</p>	971 - GUADELOUPE	
<p>6 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Vacances - Loisirs - Nature. Objet : développer les bienfaits de loisirs sportifs en milieu naturel dans les séjours vacances à tous âges. Siège social : 60 bis, rue Galieni, 92500 Rueil-Malmaison.</p>	<p>7 juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. Association pour la promotion du centre des arts et de la culture de la ville de Pointe-à-Pitre. Objet : gérer le centre des arts et de la culture de la ville de Pointe-à-Pitre, complexe culturel comprenant deux salles de spectacle, deux salles d'exposition, deux bibliothèques et une discothèque. Siège social : place des Martyrs-de-la-Liberté, 97110 Pointe-à-Pitre.</p>	
<p>6 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Association 3^e âge Université Paris-X. Additif à l'objet : formation sportive et culturelle. Siège social : université Paris-X, 2, rue de Rouen, 92000 Nanterre.</p>	<p>7 juin 1978. Déclaration à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. Vélo-Vert. Objet : pratiquer et encourager le développement du tourisme à bicyclette en général dans la Guadeloupe et ses dépendances. Siège social : 100, rue Frébault, 97110 Pointe-à-Pitre.</p>	
<p>8 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. Chasse de Fromentière. Objet : pratique de la chasse à tir. Siège social : 118, avenue Henri-Barbuse, 92700 Colombes.</p>		
93 - SEINE-SAINT-DENIS		
<p>30 mai 1978. Déclaration à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Association des parents d'élèves de l'enseignement public du groupe scolaire Diderot - Jean-Moulin, à Montreuil. Objet : contribuer au maintien des principes laïques de neutralité scolaire, d'objectivité et de tolérance sur lesquels devrait reposer l'enseignement public ; étudier tout ce qui concerne l'intérêt des élèves au point de vue moral, intellectuel et matériel ; faciliter les rapports entre le corps enseignant et les parents. Siège social : 53, rue Condorcet, 93100 Montreuil.</p>	<p>19 mai 1978. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de la Gironde le 8 juin 1978.) Club des sportifs portugais. Objet : constitution d'une équipe de football composée de joueurs amateurs, pour la majorité de nationalité portugaise. Siège social : 1, place de Couhins, Villeneuve-d'Ornon.</p>	
	<p style="margin: 0;">ASSOCIATIONS ETRANGERES (Décret-loi du 12 avril 1939 et décret du 1^{er} juin 1939.)</p>	
	<p>31 mai 1978. Déclaration à la préfecture de l'Oise. L'association Union sportive internationale de Beauvais change son titre, qui devient : Union sportive et culturelle internationale de Beauvais, et modifie son objet : épanouissement et développement culturel, récréatif et sportif de tous les Portugais, création d'un foyer de rencontres destiné à l'accueil, aux loisirs et aux activités sportives et culturelles des Portugais en France. Siège social : rue Alfred-Leblanc (bâtiment F5, n° 394), Plateau Saint-Jean, Beauvais.</p>	
	<p>6 juin 1978. Déclaration à la préfecture des Hauts-de-Seine. L'association Amicale des jurassiens suisses de Paris et de la région parisienne décide sa dissolution. Siège social : chez M. Germain Pape, 64, boulevard de la République, 92100 Boulogne-Billancourt.</p>	

Le Prêtre, Directeur des Journaux officiels, MICHEL BARBÈRE